



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

C.P.S. Nouvelle série N°78 (N°160) – 2 €

21 JANVIER 2021

GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

La catastrophe imminente et la seule manière de la conjurer : combattre pour le socialisme

La pandémie perdure et s'aggrave

La pandémie est repartie de plus belle, dépassant tous les records du printemps dernier. La Grande-Bretagne est dévastée, et on estime qu'une personne sur trente a été ou est infectée à Londres. Les hôpitaux sont surchargés, victimes d'années et d'années de coupe dans leur budget. La revue médicale *Health Service Journal* annonce que 2000 lits vont manquer d'ici le 19 janvier. Des patients mourront faute de pouvoir être admis à l'hôpital. Les États-Unis battent chaque jour leur record de cas et de décès : plus de 20 000 cas par jour, 20 millions de malades depuis mars, 379 000 décès depuis le début de la pandémie. Ce ne sont que deux exemples, mais on pourrait évoquer la même évolution au Brésil, au Mexique, en Russie, etc.

Sans doute la pandémie n'a pas été créée de manière délibérée par le système capitaliste lui-même. Elle affecte

durement la possibilité pour les capitalistes d'extorquer la plus-value dans des conditions « normales » et constitue donc pour la classe bourgeoise un rude problème, même s'il faut immédiatement ajouter que ce sont les masses populaires qui en sont les premières victimes.

Mais elle ne prend cette forme de cataclysme que du fait du système capitaliste. Ce sont les conditions d'existence faites aux masses qui favorisent la diffusion incontrôlée du virus : la promiscuité du fait des conditions de logement, et celle qui existe au travail, où la classe ouvrière est maintenue coûte que coûte par les capitalistes, la pollution, l'absence de toute mesure sanitaire réelle dans les établissements scolaires de la plupart des pays. Sans parler de l'état désastreux du système de santé et en particulier de l'hôpital qui rend plus meurtrière la pandémie. Tout concourt ainsi à la catastrophe sanitaire.

La science asservie aux impératifs du profit

Il faut dire dès maintenant un mot de la campagne de vaccination engagée un peu partout dans le monde. Elle s'engage dans les conditions qui sont celles de la gabegie capitaliste dont on avait déjà vu les effets il y a quelques mois sur la fourniture des masques : problèmes d'approvisionnement et de transport, manque de personnel pour administrer le vaccin, etc. A cela s'ajoute la concurrence acharnée que se livrent les différents trusts pharmaceutiques, obstacle absolu non seulement à la vérification de leur fiabilité (au nom du secret industriel de la fabrication), mais encore au partage du savoir et à la coopération universelle des chercheurs qui seraient plus que jamais nécessaire. Cette gabegie fait obstacle au but de la bourgeoisie elle-même, qui cherche à réaliser une

vaccination de masse, non pas pour le bien être des populations, mais pour rétablir au plus vite les conditions optimales de l'exploitation de la force de travail, et pour éviter que la pandémie ne submerge en particulier les personnels hospitaliers qui, partout en nombre insuffisant, doivent y faire face.

C'est ainsi que la campagne de vaccination se fait dans les pires conditions, au mépris des conditions de sécurité. En Grande-Bretagne, on s'apprête non seulement à retarder l'inoculation de la seconde dose, sans bien savoir si du coup le vaccin sera efficace, voire à administrer deux doses de deux vaccins différents, alors même que nombre de scientifiques doutent non seulement de l'efficacité mais même de l'innocuité d'un tel « cocktail ». (suite page 2)

Sommaire

• ÉDITORIAL.....	P.1
• ÉLÉMENTS SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE AUX ÉTATS-UNIS.....	P.13
• ENSEIGNEMENT PUBLIC	P.27
• ON NOUS COMMUNIQUE.....	P.32
• BRÉSIL : QUELLE PERSPECTIVE FACE À LA CRISE ?	P.37

De telles conditions d'administration du vaccin suscitent du même coup les réticences d'une partie de la population. Ces réticences ont d'autres raisons que l'influence des thèses obscurantistes et réactionnaires, qui fleurissent par ailleurs, que l'hostilité au principe même de la vaccination.

Les travailleurs savent en effet que ce qui détermine cette campagne de vaccination, c'est la recherche du profit, pas la santé de la population.

Qu'à cette fin, les capitalistes et leurs gouvernements passent par dessus des mesures de prudence élémentaires sur les effets à moyen terme des vaccins utilisés contre la COVID, c'est dans l'ordre (bourgeois) des choses. Quelques exemples récents montrent que, se saisissant de la pandémie, certains grands trusts pharmaceutiques n'ont pas hésité une seconde à se livrer à de véritables et gigantesques escroqueries pour réaliser ces profits. L'affaire du Remdesivir, dont le laboratoire Gilead a inondé le marché européen, vendu 100 fois son coût de

production alors que son effet thérapeutique contre la COVID s'est révélé absolument nul, en est une illustration frappante. Mais à vrai dire, ce n'est qu'un exemple. Périodiquement on apprend que sont mis sur le marché des médicaments ou des produits pharmaceutiques qui, non seulement n'ont aucune efficacité thérapeutique, mais aussi mettent en danger la santé et la vie des patients, et ce en toute connaissance de cause. *Le Monde* du 23 décembre nous apprend ainsi que le trust Bayer a mis sur le marché un dispositif contraceptif pour les femmes – l'implant Essure - dont il sait depuis 2004 qu'il a des effets redoutables sur l'organisme (hémorragies, douleurs articulaires et musculaires, voire effets neurologiques). Et tout le monde a en tête l'affaire du Mediator et de ses milliers de victimes.

Telle est la véritable raison de certaines réticences populaires. Ce n'est pas la science qui est en cause. C'est son asservissement à la loi du profit.

L'évolution des bourses et l'évolution inverse de la production

Combattre pour le socialisme a eu à plusieurs reprises l'occasion de l'expliquer, la crise sanitaire n'a fait que précipiter l'explosion d'une crise économique qui était déjà en gestation. Et il est incontestable que plus perdure la crise sanitaire, plus profonde s'annonce la dépression économique qui a déjà manifesté ses conséquences ravageuses.

La fin de l'année civile donne aux commentateurs de la bourgeoisie l'opportunité de tirer quelques bilans. D'aucuns s'étonnent du formidable divorce entre les résultats de la bourse et ceux qui se manifestent sur le terrain de l'« économie réelle » - entendez de la production.

Évolution des indices boursiers en 2020 :

NASDAQ (valeurs nouvelle technologie Wall Street)	+43,64 %
S § P 500 (Wall Street)	+16,26 %
Nikkei (Tokyo)	+16,53 %
DAX (Francfort)	+3,87 %
STOXX Europe 600	-1,99 %
CAC40 (Paris)	-7,14 %

Évidemment les différences de résultats sont aussi significatives, qui montrent par exemple que c'est aux firmes françaises que les actionnaires font le moins confiance et que le résultat d'ensemble en Europe (STOXX) masque des différences considérables, par exemple entre l'Allemagne et d'autres pays européens, dont la France.

Mais le fait marquant, c'est tout de même l'extraordinaire valorisation boursière aux États-Unis et au Japon alors même que y compris dans ces pays le marasme économique domine.

C'est ce que montre les chiffres concernant l'évolution attendue du PIB en 2020 :

USA (source Rexecode)	- 3,4 %	Espagne	- 11 %
Allemagne	- 5 %	Royaume Uni	- 11 %
France	- 9 %	Japon (source FMI)	- 5,3 %
Italie	- 9 %	Chine (source FMI)	+1,9 %

Encore faut-il rappeler que le PIB intègre dans ses résultats des éléments (y compris les « produits financiers ») qui n'ont qu'un lointain rapport avec la production de richesses réelles. Ainsi pour les USA,

quand la diminution du PIB est de 3,4 %, la diminution de la production industrielle, elle, se situe au-delà des 5 %.

Endettement

Un autre élément d'appréciation porte sur l'évolution de la dette (dette publique et dette des entreprises). Voici ce qu'indique par exemple *Business Insider* :

« Le niveau d'endettement dans le monde ne cesse de grimper et il s'est envolé avec la crise du coronavirus. Après un record à 322% du produit intérieur brut (PIB) fin 2019, la dette mondiale devrait atteindre 277 000 milliards de dollars fin 2020, soit 365% du PIB, selon l'Institute of International Finance (IIF). À fin septembre, elle avait déjà augmenté de 15 000 milliards de dollars depuis le début de l'année. Cette forte hausse, liée notamment au financement de vastes plans de relance, peut donner le vertige. »

Les pays développés sont à l'origine de près de la moitié de la progression de l'endettement mondial. Ils ont vu leur dette totale — publique et privée — décoller à 432% de leur PIB à la fin du troisième trimestre, contre environ 380% fin 2019, précise L'Agefi. Ce bond résulte de l'effet combiné de l'endettement et de la baisse du PIB, en raison du confinement et des mesures de restrictions sanitaires. » S'agissant particulièrement de l'endettement public, la dette d'État va augmenter en 2020 de 40 % aux USA, de 25 % en France. Celle du Japon atteint désormais plus de 260 % du PIB. L'Allemagne elle-même – dont la situation n'a pourtant rien à voir avec celle des USA ou des autres pays d'Europe, notamment la France - devrait voir sa dette passer de 59,5 % du PIB à 75 %.

Dans les pays capitalistes avancés, la part de la dette possédée par les banques centrales ne cesse d'augmenter par l'effet du rachat par celles-ci des obligations d'État. Ce qui explique que l'augmentation de la dette publique ne se traduise pas par l'augmentation des taux d'intérêt (au contraire ceux-ci sont soit négatifs soit faiblement positifs selon les pays). Il en va autrement des pays frauduleusement appelés « émergents » - les pays dominés par l'impérialisme – où là aussi la dette a connu une brutale augmentation, en rapport notamment avec la baisse du prix des matières premières, qui constituent l'essentiel des exportations de ces pays. Sur ces pays pèse la menace immédiate de l'augmentation des taux d'intérêt, et en

même temps ils sont confrontés à la chute parfois abyssale de la valeur de leur monnaie.

Le rachat par les banques centrales des dettes, tant des États que des entreprises, a pour effet une augmentation inouïe du bilan de ces banques centrales. Entre mai et novembre 2020, le bilan de la Fed passe de 7 000 milliards de dollars à 9 000 milliards. Quant à la BCE, son bilan est passé de 4 692 milliards fin février à 6 705 milliards début octobre. Depuis, la BCE a prévu d'ajouter 500 milliards de rachat d'actifs en décembre pour pallier au risque d'effondrement de pans entiers de l'activité en Europe.

Il faut pourtant remarquer que ces injections massives de liquidité ne font pas disparaître le risque mortel de la déflation. En théorie, l'augmentation massive de la masse monétaire devrait se traduire par de l'inflation, mais joue en sens contraire et de manière dominante la chute brutale de la demande. D'ores et déjà, les pays d'Europe connaissent une déflation – certes encore limitée depuis 5 mois.

C'est dans l'injection massive de liquidités par les banques centrales à des taux nuls ou très réduits, que se trouve l'explication de la valorisation boursière évoquée plus haut. Pour l'essentiel, cette injection alimente essentiellement les opérations spéculatives mais est impuissante à opérer une véritable relance de la consommation et des investissements.

Ainsi, l'économie mondiale poursuit sa descente en enfer et se trouve sous la menace multiforme d'un véritable effondrement. Nul ne peut prévoir quel serait le facteur immédiatement déclenchant d'un tel effondrement : franc basculement dans la déflation dans les pays capitalistes avancés conduisant à une véritable paralysie de la production (la déflation pousse au report des achats de marchandises), krach bancaire résultat de l'augmentation des créances douteuses par suite de l'augmentation massive des faillites, explosion des bulles spéculatives avec un effondrement des valeurs boursières à la hauteur de leur augmentation antérieure... Tout est possible. Mais une chose est sûre. Dès maintenant, et plus encore demain, ce sont les masses, le prolétariat et la jeunesse, qui font et feront les frais de la crise ravageuse du système capitaliste.

Chômage de masse, basculement dans la misère et dans la famine : ce n'est qu'un début !

Les derniers mois ont été caractérisés par une augmentation massive et universelle du chômage. L'ampleur de cette augmentation est plutôt masquée qu'elle n'est révélée par les chiffres officiels. Le site *Touteurope* indique par exemple :

« Eurostat estime ainsi qu'en septembre 2020, 15,99 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE (7,5 % de la population active), dont 13,61 millions dans la zone euro (8,3 %). Par rapport à septembre 2019, le chômage a augmenté de 1,811 million de personnes dans l'UE et de 1,376 million dans la zone euro. »

Mais c'est pour préciser immédiatement : *« Dans plusieurs États européens, la hausse du chômage demeure modérée, ce dernier pouvant même dans certains cas reculer d'un mois à l'autre. Mais cette faible hausse constatée dans certains pays peut cacher une*

augmentation du nombre de personnes ayant renoncé à chercher un emploi, notait en avril l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). En effet, seuls les individus en recherche active d'emploi sont généralement comptabilisés comme chômeurs. Or d'après l'Institut national italien des statistiques (ISTAT), le nombre d'Européens inactifs aurait par exemple augmenté de 5,4 % en avril par rapport au mois précédent. »

Aux États-Unis, 22 millions d'Américains ont perdu leur emploi lors de la première vague de la pandémie. *Le Monde* annonçait que 11 de ces 22 millions avaient retrouvé à l'automne un emploi mais précisait que pour les 11 millions restant il serait bien difficile d'en retrouver un. Et il y a fort à parier que les nouveaux records atteints par la pandémie au cours de ces dernières semaines ont fait repartir le nombre de chômeurs à la hausse.

La situation est encore bien pire évidemment dans les pays dominés par l'impérialisme.

Ce numéro de *CPS* évoque la situation au Brésil. Mais il y a pire encore en Amérique Latine. Sans même parler du Venezuela, il faut noter qu'en Argentine – pays que d'aucuns présentaient au lendemain de la seconde guerre mondiale comme susceptible de rattraper le niveau de vie des pays capitalistes avancés -, 44 % de la population se situe sous le seuil de pauvreté. Même chose pour le Pérou, dont les commentateurs bourgeois vantaient il y a à peine un an le « miracle économique », « *la pauvreté monétaire atteindra à la fin de l'année les 28,5% selon les projections de la Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), soit une augmentation de 9,3%, et la pauvreté extrême sera même doublée, passant de 3,7% à 7,6%. Une situation qui ramène le Pérou dix ans en arrière dans sa lutte contre la pauvreté.* » (*Le petit journal*)

Mais la palme de la barbarie appartient à l'Afrique et à l'Inde. Au Nigéria – où le gouvernement a fait tirer à balles réelles sur les manifestants -, 42 % de la population a récemment perdu son emploi. Selon les spécialistes, la mortalité infantile va augmenter de 45 %. La loi d'airain du pillage impérialiste contraint le Nigéria à vendre depuis plusieurs mois son pétrole au-dessous de son coût de production.

En Inde (voir plus loin), *Le Monde* annonçait dès juillet qu'un quart de la population ne disposait d'aucun revenu.

Le G20 a « généreusement » décidé de « restructurer » la dette des pays dits « émergents » sous condition... de mise en œuvre des sinistres plans du FMI qui invariablement ordonne privatisations, diminution des dépenses de santé et d'éducation, remise en cause du subventionnement des produits de première nécessité, sans lequel des centaines

de millions d'êtres humains supplémentaires sont condamnés à la famine.

Pourtant si atroces que soient les conditions auxquelles sont réduites les masses, ce n'est encore qu'un début.

C'est particulièrement vrai des pays capitalistes avancés. Car les gouvernements de ces pays ont pris depuis mars des mesures provisoires visant à éviter l'effondrement pur et simple. Ils l'ont fait, non dans un souci d'humanité à l'égard des masses laborieuses, mais par crainte du véritable cataclysme, du chaos économique et social qu'aurait provoqué le choc brutal et sans amortisseur de la chute abyssale de l'activité. Il en va ainsi des mesures de subventionnement du chômage partiel de longue durée, ou encore – par exemple aux États-Unis – du chèque versé aux familles ayant perdu leur emploi. De même ordre sont les différents dispositifs de prêts garantis par l'État visant à éviter les faillites immédiates. Naturellement, ces mesures sont et seront *in fine* payées par le prolétariat lui-même sous des formes diverses. Il n'empêche que pour quelques mois les échéances ont été reportées. Mais le sursis arrive à son terme. Le nouveau plan de relance US limite à 600 dollars (490 euros) l'aide aux familles les plus pauvres, loin des 2 000 dollars du premier plan. Les premières échéances des différents prêts accordés en urgence sont désormais imminentes. Chaque semaine de prolongement de la pandémie et des mesures diverses de « confinement » ou de « couvre-feu » signifie pour des centaines de milliers de petites entreprises la faillite immédiate. Mais il n'en va pas autrement des secteurs où le capital est plus concentré. Aéronautique, automobile, métallurgie (dépendant largement des deux secteurs précédents), bâtiment et travaux publics, qui dépendent largement d'une commande publique amenée à se réduire comme une peau de chagrin : chaque jour qui passe nous rapproche de la catastrophe.

Affrontements inter-impérialistes : l'élection de Biden ne changera rien d'essentiel

Combattre pour le socialisme a souvent eu l'occasion de l'écrire. Plus la crise s'approfondit, plus les rapports inter impérialistes se tendent. Et nous avons aussi l'occasion de l'écrire non moins souvent : ils se tendent d'autant plus qu'est apparu sur l'arène mondiale un nouvel impérialisme, l'impérialisme chinois qui se fait sa place en remettant sans ménagement en cause la place des vieux impérialismes.

C'est une certitude. L'élection de Biden – voir article sur les USA dans ce numéro de *CPS* - ne changera strictement rien à l'affrontement entre les USA et la Chine tant il est vrai que cet affrontement ne devait rien à la personnalité singulière de Trump et tout à la nécessité pour l'impérialisme US de combattre la tendance au déclin qui le frappe.

Remarquons-le : sur le strict plan des chiffres, la croisade anti-chinoise de Trump a constitué un échec total. *La Tribune* notait le 13 octobre : « *En septembre, l'excédent du géant asiatique avec l'oncle Sam s'est encore accru de 30,75 milliards de dollars, selon des chiffres publiés mardi par les Douanes chinoises, les derniers avant la présidentielle du 3 novembre. Soit une hausse de 18,8% sur un an !* »

La situation n'est d'ailleurs pas meilleure du point de vue de la balance commerciale avec l'Allemagne, où déjà en 2019, le déficit commercial s'élevait à 47,3 milliards.

Est-ce à dire que l'offensive américaine n'a aucun effet sur la Chine ? Ce serait faux de l'affirmer. Il est clair par exemple que le véritable embargo américain sur un certain nombre de grandes entreprises chinoises leur porte de rudes coups. Il est incontestable par exemple que les mesures prises contre Huawei mettent d'ores et déjà cette entreprise en grande difficulté en lui interdisant notamment l'approvisionnement des semi-conducteurs dont il a besoin pour sa production. Rien ne dit pourtant que le coup porté soit fatal. Huawei s'active pour produire de manière alternative des semi-conducteurs en Chine même et s'il aboutit l'offensive se retournera en son contraire.

A vrai dire, l'atout principal de l'impérialisme US est dans sa suprématie militaire maintenue. Le récent budget pharaonique adopté aux USA de manière « bipartisane » - voir article USA – montre que Biden après Trump n'entend pas y renoncer. Plus encore, l'impérialisme US pousse en permanence ses alliés au militarisme comme en atteste le fait que le budget militaire du Japon vient de battre aussi tous les records, malgré les limites qui lui sont

encore imposées par sa constitution héritée de la défaite japonaise lors de la seconde guerre mondiale.

La Chine ne se soumettra pas

Tout montre pourtant que la Chine ne se soumettra pas. Sa puissance vient de ses capacités productives, y compris désormais dans les domaines technologiques et scientifiques les plus sophistiqués, et du fait que l'économie de nombreux pays dépendent aujourd'hui de ses exportations.

Il est remarquable qu'à quelques jours d'écart on apprend à la fois l'existence de manœuvres militaires conjointes USA-Japon-Australie en mer de Chine, manœuvres désignant ouvertement la Chine comme ennemi potentiel et... la signature sous l'égide de la même Chine d'un accord de libre échange Asie Pacifique par quinze pays... dont le Japon et l'Australie. Manœuvres militaires, d'accord, mais par ailleurs « *business is business* ».

Cet accord constitue incontestablement un succès pour la Chine comme l'accord imminent entre la Chine et l'UE sur les investissements mutuels. Il est d'autant plus difficile de se faire une idée précise de ce dernier accord que son contenu est tenu secret. Mais il ressort des commentaires qu'il facilite les investissements mutuels dans une série de domaines économiques décisifs tels que la voiture électrique ou les énergies renouvelables. C'est comme toujours un accord des forts (en l'occurrence la Chine et l'Allemagne qui s'estime assez robuste pour penser qu'elle a plus à gagner qu'à perdre à la libéralisation des flux d'investissements) contre les faibles (La France à l'inverse a tout à craindre de cette libéralisation pour ses propres entreprises capitalistes).

Le Brexit, un compromis imposé par l'Allemagne

En Europe, l'accord avec la Chine est une nouvelle manifestation de la suprématie allemande, qui elle non plus entend ne pas se soumettre aux USA comme l'indique le « *Nein* » de Merkel à l'injonction américaine de boycotter Huawei.

Une autre manifestation de cette suprématie est la signature finale de l'« accord » sur le Brexit. L'essentiel pour l'Allemagne était d'écarter la perspective d'un *no deal* qui aurait représenté un coup porté à ses intérêts de première puissance industrielle et commerciale en Europe. De ce point de vue l'objectif est atteint, puisqu'il n'y aura ni droits de douanes, ni quotas imposés sur le commerce des marchandises, et les services entre l'UE et le Royaume-Uni. Il faut néanmoins mettre des guillemets à cet « accord » tant il est clair que loin de conduire à un règlement pacifié des antagonismes commerciaux, cet accord ouvre au contraire la voie à mille controverses, mesures et contre-mesures de rétorsion entre les différentes composantes de l'UE et la Grande-Bretagne.

Cela vaut en particulier concernant la perspective pour le Royaume-Uni de se transformer en « Singapour sur Tamise » en s'octroyant le droit, outre l'accès au marché unique sans droits de douanes, d'adopter des mesures dérogatoires en matière fiscale et sociale pour exercer une concurrence « déloyale » à l'égard des économies des États de l'UE. Contre une telle perspective, qui a été avancée quand même à plusieurs reprises par Londres, l'accord passé prévoirait la possibilité d'imposer des droits de douane « *en cas de distorsion trop importantes des règles de concurrence* ». Mais qu'entend-on par « trop importantes » ? Et puis imposer des droits de douane nécessiterait de la part des États européens qu'ils se mettent d'accord sur les mesures de rétorsion à appliquer, ce qui n'irait pas de soi au vu des intérêts commerciaux divergents des États européens.

Il n'empêche : si fragile et branlant que soit l'« accord », l'Allemagne a en tout cas pour l'instant obtenu la garantie pour elle essentielle : pas de taxe dans l'immédiat, donc pas de renchérissement des marchandises allemandes destinées à la Grande-Bretagne, et pas non plus de renchérissement des marchandises fabriquées en Grande-Bretagne parfois – par exemple dans le secteur de

l'automobile – au compte de trusts allemands. Ainsi la compétitivité allemande par rapport au reste du monde se trouve préservée.

On peut donc dire que si fragile que soit ce succès, l'accord sur le Brexit constitue pour l'Allemagne un succès. Quant à Johnson, ses rododromes et cris de triomphe pourraient bien ne pas durer. D'une part, il est incontestable que dans cette affaire, la City, c'est-à-dire le secteur financier britannique a laissé quelques plumes, perdant un peu de sa latitude à vendre ses « produits financiers » en Europe, même si, à cet égard de nouvelles négociations doivent encore avoir lieu. Il fallait que quelqu'un le rappelle à Johnson, et c'est Blair, l'ancien dirigeant du Labour Party, qui s'est évidemment dressé en défense du capital financier britannique. D'autre part, l'accord est lourd de menaces de dislocation pour le Royaume-Uni. L'Irlande du Nord est de facto rattaché à l'Union européenne, puisqu'il n'y a pas de frontière douanière entre les deux parties de l'Irlande, et la pression pour l'indépendance de l'Écosse va aller crescendo, même si pour les indépendantistes, il y a loin encore de la coupe aux lèvres.

Johnson aura malgré tout au moins obtenu un succès. Il lui a été offert par la direction du Labour qui, toute honte bue, a, par la voix de Starmer, voté et appelé à voter pour l'accord aux Communes, offrant ainsi un soutien appréciable à Johnson au moment où le gouvernement de ce dernier est en sérieuse difficulté.

Or parmi les nombreuses raisons de ne pas apporter de soutien à cet « accord », il en est une qui doit être soulignée : le fait qu'il est tourné contre la jeunesse et contre le prolétariat, en particulier sa fraction immigrée. Le fait est qu'en vertu de cet accord, tant le coût des études des étudiants britanniques en Europe que celui des étudiants européens faisant une partie de leur cursus en Grande-Bretagne va être si brutalement augmenté qu'il constituera pour toute une partie de la population étudiante un obstacle infranchissable.

Quant à l'immigration, il faut rappeler que c'est au nom de la lutte contre l'immigration qu'une large partie du personnel politique bourgeois s'était prononcée pour le « *Leave* » (« quitter ») en 2016.

Ils peuvent être sur ce plan satisfaits. *Le Monde* explique pourquoi l'accord, outre le fait qu'il ferme la porte à l'immigration depuis le 1^{er} janvier, va précipiter dans l'illégalité des dizaines de milliers d'immigrés en Grande-Bretagne venant des autres pays d'Europe :

« *Le compte à rebours est presque terminé. Jusqu'au 31 décembre à minuit, un citoyen de l'Union européenne qui s'installerait au Royaume-Uni aura le droit automatique d'y vivre et d'y travailler. Le lendemain, il sera trop tard et un permis de travail sera requis.*

« *Avec l'entrée en vigueur des accords post-Brexit, les Européens vivant au Royaume-Uni vont donc se diviser en deux groupes distincts, selon leur date d'arrivée dans le pays. Mais comment les distinguer ? Dans un pays qui n'a ni carte d'identité ni base de données centralisée de la population, les autorités britanniques ont dû se lancer dans un immense exercice d'enregistrement des quelque 3,7 millions d'Européens résidant outre-Manche. Ceux-ci ont jusqu'au 30 juin 2021 pour s'y inscrire. Au-delà, ils tomberont dans l'illégalité.* »

« *De nombreuses associations tirent la sonnette d'alarme, craignant que des dizaines de milliers de personnes, peut-être plus, soient en train de passer entre les mailles du filet. "A terme, il va y avoir beaucoup de tragédies individuelles".* »

Mais ce sont bien les migrants en provenance d'Afrique, du Proche-Orient ou de l'Asie qui seront le plus affectés par le Brexit.

D'abord, des mesures beaucoup plus restrictives prévaudront pour les exilés mineurs qui jusqu'alors pouvaient entrer sur le territoire britannique s'ils venaient rejoindre un membre de leur famille. Il sera aussi

beaucoup plus difficile pour les adultes de pouvoir faire une demande pour rejoindre leur conjoint déjà présent au Royaume-Uni.

Par contre, les accords du Touquet adoptés en 2003 entre le Royaume-Uni et la France pour que cette dernière empêche les migrants de rejoindre le Royaume-Uni ne sont nullement remis en cause et sont même aggravés. En effet, alors que les négociations sur le Brexit étaient dans leurs dernières semaines, un accord, dans la continuité des précédents, a été signé entre ces deux pays le 28 novembre 2020. Le site *France terre d'asile* indique : « *Parmi les nouvelles mesures annoncées, Priti Patel [Secrétaire d'État britannique à l'Intérieur] a indiqué le doublement, dès le 1^{er} décembre, des forces de l'ordre françaises mobilisées sur le littoral, sans en préciser le nombre précis. Les autorités britanniques se sont engagées à investir 31,4 millions d'euros pour "soutenir les efforts importants de la France contre les traversées irrégulières", notamment par le déploiement de drones et de radars pour surveiller les tentatives de traversées.* »

Il faut noter que ce sont 9 551 migrants (soit quatre fois plus qu'en 2019) qui ont tenté, sur des embarcations de fortune, de rejoindre les côtes anglaises au péril de leur vie. Au moins 6 en sont morts et au moins 3 ont disparu. Empêchés de quitter la France où ils n'ont aucune attache, harcelés et persécutés constamment par les policiers qui détruisent leurs campements et leurs tentes et empêchent leur ravitaillement par les associations humanitaires, tel est le sort que leur réserve le gouvernement Macron-Castex-Darmanin conjointement avec la maire de Calais.

La situation que l'accord fait aux travailleurs immigrés concentre son caractère archi-réactionnaire.

Le capitalisme français de plus en plus relégué

Tant sur le Brexit que sur l'accord sur les investissements avec la Chine, la France n'a pu prétendre jouer aucun rôle réel. Bien sûr Macron, officiellement, « se félicite » : « *L'Europe, L'Europe... la cohésion de l'Europe... L'Europe a tenu* ». Mais ce discours est un cache-misère. C'est l'Allemagne qui décide. Voilà la réalité brutale. Sur l'accord avec la Chine, le gouvernement français n'était pas pressé. Merkel, si ! Donc l'accord a été adopté. Sur le Brexit, Macron depuis des mois et des mois a adopté la posture de l'« intransigeance », agitant en dernier recours la question de la pêche. Mais l'Allemagne n'avait qu'une obsession : pas de droit de douanes sur les marchandises ! Et l'Allemagne a gagné. Macron se félicite, mais Le Drian déclare : « *Il faudra lire précisément l'accord pour savoir si les intérêts de la France sont préservés* ». Ce n'est pas exactement une réaction enthousiaste.

Telle est la vérité des prix. Macron a pesé ce que pèse l'économie française, donc de moins en moins. Le désastre de Sanofi obligé de retarder la mise sur le marché de son vaccin à cause des « *résultats décevants* » et malgré les dizaines de millions d'euros généreusement alloués par le gouvernement a valeur de symbole.

Les Echos du 9 octobre dressait déjà ce verdict impitoyable :

« *Cela commence à faire beaucoup. En août, la balance commerciale en biens de la France a accusé un déficit de 7,7 milliards d'euros, selon les chiffres donnés ce*

mercredi par les Douanes. Sur les douze mois, le déficit commercial dépassait en août 67 milliards d'euros, contre 58 milliards sur l'ensemble de 2019.

Pourtant, « la facture énergétique pourrait diminuer cette année de 10 à 15 milliards d'euros en raison de la baisse du prix du pétrole. Or, historiquement, les phases de récession entraînent un recul des prix de l'or noir et coïncident de ce fait avec une amélioration du déficit commercial français » remarque Denis Ferrand, directeur général de l'institut Rexecode.... « *Au-delà du seul secteur aéronautique, les exportations françaises ont aussi du mal à remonter. Elles ne représentent que 83 % de leur niveau moyen de 2019. Le risque de désindustrialisation du pays est donc bien réel. Les importations sont reparties plus vite avec la hausse de la consommation qui a suivi le déconfinement. Ainsi, celles-ci étaient en août à 91 % de leur niveau moyen de l'an passé. Et les exportations françaises de produits industriels ne représentent plus que 80 % des importations de ces mêmes biens. Un niveau très faible que le pays n'avait jamais atteint.* »

L'avenir est plus sombre encore. *Le Monde* du 24 décembre évoquant la fin des « aides » exceptionnelles (prêts garantis par l'État, chômage partiel) en déroule les conséquences :

« *Selon l'assureur Euler Hermes, le nombre de faillites va passer de 33 000 en 2020 à 50 000 en 2021 puis 60 500 en 2022. Environ 180 000 emplois seraient ainsi détruits*

en 2021, estime Eric Heyer, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). L'accélération des faillites pourrait même jouer le rôle d'une bulle, en se répercutant sur les divers créanciers des entreprises : banques, fournisseurs, bailleurs, État..., analyse David Cayla, chercheur au Groupe de recherche angevin en économie et management (Granem) et maître de conférences à l'université d'Angers. Elle déclencherait alors un redoutable mécanisme de propagation de la crise depuis les secteurs les plus touchés (hôtellerie,

restauration, loisirs, tourisme...) vers d'autres pans de l'économie, voire vers la sphère financière. »

Que faire ? Prolonger encore les prêts et les mesures de chômage partiel ? Oui mais... la dette enfle à une cadence infernale. Sans doute augmente-t-elle partout, mais ce n'est pas la même situation en France (plus de 120 % en 2020) et en Allemagne (75%). La seule politique possible au compte de la bourgeoisie française : frapper sans relâche le prolétariat (voir plus bas) sans garantie par ailleurs que cela suffise à rétablir la situation...

L'impérialisme français aux abois

Comme un reflet de cette situation économique est la situation politique de l'impérialisme français. En Afrique, chaque jour apporte une mauvaise nouvelle supplémentaire. La République centrafricaine sombre chaque jour davantage dans le chaos. Les élections présidentielles dont l'impérialisme français exigeait qu'elles se tiennent se sont tenues... dans une situation où les deux tiers du pays sont hors contrôle. Et, humiliation supplémentaire, la France a été supplantée auprès du gouvernement « légal »... par la Russie. Des élections ont aussi eu lieu en Côte d'Ivoire, après que les opposants ont été empêchés de se présenter avec le soutien ouvert de la France à Ouattara, le président « élu ». Rien n'indique que cette élection garantisse la moindre stabilité. Elles ont aussi commencé au Niger, qui dirige actuellement le G5 qui coordonne la lutte « anti-djihadiste » au Sahel, et tant la France que les gouvernements africains soumis à l'impérialisme se sont félicités de leur « tenue ». Mais nul ne s'aventure, sauf les cortèges militaires armés jusqu'aux dents, dans le Nord du pays. C'est du reste sous la seule protection de ces cortèges que peut être acheminé l'uranium à destination des centrales nucléaires françaises. Il y a un an, à Pau, Macron convoquait les chefs des régimes fantoches asservis à la France, leur faisait rudement la leçon sur les insuffisances de leur engagement, annonçait l'envoi de 600 soldats supplémentaires. Ont suivi, en particulier les mois derniers, les communiqués de victoire du ministère des Armées. Pourtant, dans les quinze derniers jours, cinq militaires français ont sauté sur des mines, manifestation parmi d'autres du fait que la France et ses alliés n'arrivent pas à maîtriser la situation. Et puis, il y a cette interview du général Lecointre, chef des Armées, dans *Le Monde* du 17 décembre qui fait entendre un son de cloche qui n'est pas celui du triomphe :

« Le chef d'état-major des armées ne s'en cache pas. Il pousse depuis un certain temps pour un retrait partiel de ses troupes : "Dès que je pourrai limiter le niveau d'engagement de mes armées je le ferai", assume-t-il. »... Et de se plaindre du manque de cœur à l'ouvrage des alliés locaux :

« "Nous souhaitons que les Maliens nous aident à les aider. Il y a du travail", a lâché sans ambages le général Lecointre à la presse malienne à l'issue d'une rencontre avec le président de la transition Bah N'Daw, le 11 décembre, à Bamako. Comme d'autres, le chef d'état-major des armées regrette les gages de façade donnés, selon lui, à la communauté internationale par les équipes de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta, renversé par un coup d'État en août. "A chaque fois que je viens, je le dis : il n'y a pas de rente de situation. Il faut toujours rappeler que l'on va lâcher le porte-bagages", insiste-t-il. » Pour conclure : « On ne négociera jamais avec les terroristes. Mais il faudra bien trouver une solution politique. Un soldat doit savoir pactiser. C'est un devoir. Pour moi ce n'est pas une question morale. On ne pourra pas faire la paix au Mali sans une vaste réconciliation qui dépasse les critères occidentaux. C'est ma conviction. »

La « réconciliation qui dépasse les critères occidentaux », autrement dit qui passe par-dessus bord les arguments de défense des « valeurs » qui camouflaient la défense des profits liés à l'extraction des matières premières annonce en fait une évolution « à l'afghane » de la position de l'impérialisme français. C'est en tout cas la position du général Lecointre, même s'il n'est pas certain que ce soit à ce stade celle de Macron. Mais on ne peut exclure le retrait progressif des troupes dont l'entretien est désormais au-dessus des forces de l'impérialisme français en essayant de négocier au mieux avec les futurs maîtres de la région la perpétuation du pillage des richesses de la région. Et là encore sans garantie quant au résultat final...

Chômage de masse et plans de licenciement

Si l'on en revient à ce qui se passe en France même, il faut bien sûr commencer par indiquer que c'est le prolétariat et la jeunesse qui paient durement la crise, en particulier sous la forme de la brutale augmentation du chômage. L'INSEE indiquait déjà en novembre :

« Au troisième trimestre 2020, le nombre de chômeurs au sens du BIT atteint 2,7 millions de personnes en France (hors Mayotte), en hausse de 628 000 personnes. Sur le trimestre, le taux de chômage au sens du BIT bondit de 1,9 point, à 9,0 % de la population active, après une baisse de 0,7 point le trimestre précédent. Il se situe 0,9 point au-

dessus de son niveau d'avant-crise sanitaire au quatrième trimestre 2019. »

Le chiffre de 628 000 chômeurs supplémentaires sera nécessairement largement majoré au quatrième trimestre. Il faut en outre répéter que le chiffre « officiel » du chômage n'intègre pas le « halo » du chômage, c'est-à-dire la fraction de la population réellement privée d'emploi mais qui a officiellement renoncé à en chercher. Si on intègre le fait que le cumul des différentes catégories de chômeurs (A, B, C) aboutit au chiffre de plus de 6 millions, si on y ajoute que le chiffre du « halo du

chômage » a considérablement augmenté en 2020, et qu'il était déjà évalué en 2019 à 1,7 million de personnes, la réalité du chômage dans le pays est selon toute probabilité largement au-dessus des 8 millions de personnes.

Il est régulièrement grossi non seulement des faillites qui frappent les petites entreprises, artisanales et commerciales, mais aussi des plans de suppressions de poste qui ont déferlé en cascade au cours de ces derniers mois : Airbus, Renault (où l'usine historique de Flins ne produira plus le moindre véhicule), Vallourec, Auber et Duval, Sodexo, Société Générale, Danone... La liste n'est pas complète et ne cesse de s'allonger. En cumul entre le 1^{er} mars 2020 et le 3 janvier, 80 379 ruptures de contrats de travail ont été envisagées dans le cadre de PSE. C'est « *près de trois fois plus que sur la même période en 2019* », où ce chiffre était de 29 467, précise la direction des statistiques (Dares), qui souligne que 763 PSE ont été initiés depuis mars (contre 410 sur la même période en 2019).

Pour sortir de la terrible impuissance du prolétariat : la seule issue

Le constat majeur, face à cette déferlante de plans de licenciements, c'est la terrible impuissance dans laquelle se trouve le prolétariat, constat qui du reste ne vaut pas seulement pour la France, mais aussi au minimum pour toute l'Europe, voire pour l'ensemble des pays capitalistes avancés.

Plutôt que de mettre en accusation les travailleurs eux-mêmes, comme le font en permanence les bureaucrates syndicaux cherchant à camoufler leur propre responsabilité, il faut comprendre le pourquoi de cette impuissance. Les travailleurs savent bien que les licenciements qui frappent leur entreprise procèdent de la situation économique d'ensemble. A Renault, ils mettent les licenciements en relation avec le formidable rétrécissement du marché automobile (une baisse de 25 % entre 2019 et 2020) ; à Air France, avec la baisse massive de la fréquentation du transport aérien. En même temps, ils voient bien les besoins immenses non satisfaits à l'échelle sociale : l'épouvantable pénurie de personnels hospitaliers, d'enseignants, le délabrement des services publics en général, du transport collectif, la criante pénurie de logements à des prix abordables en particulier pour les familles ouvrières et populaires.

La satisfaction du mot d'ordre aussi vieux que le mouvement ouvrier lui-même : Droit au travail ! Supposerait donc que soit organisé par les directions du mouvement ouvrier le combat d'ensemble sur les

Le patron de Danone vient, avec cynisme, de donner les raisons de son plan de licenciements. La marge opérationnelle de Danone (rapport entre le résultat d'exploitation et le chiffre d'affaires) est pourtant conséquente, puisqu'elle s'élève à 14 %. Mais déclare-t-il : « *A partir du moment où ses concurrents proposent (Nestlé, Coca Cola ndlr) des rendements supérieurs, son groupe ne peut se laisser distancer* ». Le plan de licenciements est fait pour atteindre le nouvel objectif de 20 % de marge. C'est là une expression saisissante de la façon dont l'activité économique et la marche de la société se trouvent soumises aux exigences du capital financier qui, tel un parasite, exige de prélever sur elles un tribut toujours plus lourd. Et ce qui s'annonce est pire. Dans le transport aérien, est à l'ordre du jour la suppression de la moitié des postes de personnel au sol, un plan social de grande envergure se prépare à la SNCF : ce ne sont que quelques exemples.

revendications permettant de le garantir : échelle mobile des heures de travail (partage du travail entre toutes les mains disponible sans diminution de salaire), création des postes là où existent les besoins sociaux criants (santé, enseignement, construction de logements, transports collectifs).

Personne ne peut penser une seule seconde que la satisfaction de ces revendications pourrait être obtenue sans que soit remise en cause la domination du capital, en clair que soient expropriés les grands moyens de production, les banques, les grandes entreprises commerciales. En ce sens, Léon Trotsky écrivait en 1935 : « *La plus immédiate de toutes les revendications doit être l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Évidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir.* »

(*Encore une fois, où va la France ?* II. Les revendications immédiates et la lutte pour le pouvoir, fin mars 1935)

Le premier pas d'un tel combat d'ensemble consisterait, pour les directions syndicales, à organiser une conférence nationale des délégués d'entreprise élus et mandatés par les travailleurs réunis sur la première et élémentaire exigence : pas un seul licenciement, annulation de tous les plans de suppression d'emploi !

Les appareils syndicaux se vautrent dans le soutien pur et simple aux plans de licenciements. Un exemple : Michelin

Mais ce que voient les travailleurs, c'est une toute autre politique des appareils syndicaux, celle du soutien sans fard aux plans de licenciement.

Un exemple est particulièrement illustratif, celui de Michelin.

Michelin vient d'annoncer un plan de 2 300 suppressions de poste, dont 40 % de licenciements purs et simples (sous forme de rupture conventionnelle). La production de masse de pneus à bas coût en particulier d'origine chinoise restreint considérablement la place de Michelin sur le

marché du pneumatique, le confinant dans des productions spécifiques ou haut de gamme.

Le plan de Michelin a été immédiatement salué par Bianchi, maire PS de Clermont-Ferrand dans ces termes : « *Michelin le fait avec ses méthodes habituelles, de concertation et également sur la base de départs volontaires. On assiste plus à une restructuration pour être compétitifs qu'à de réels licenciements. On aimerait que d'autres entreprises, quand cela arrive, le fassent avec autant de bienveillance.* »

Mais il faut aussi citer les réactions des appareils syndicaux.

CGC (majoritaire sur le site de Clermont-Ferrand) : « Nous allons être très vigilants... Nous voulons avoir une vision d'ensemble du projet que nous ne remettons pas en cause ».

SUD : « Il n'y a aucun investissement dans le projet. Sans investissement, il n'y a pas de projet industriel... Ce n'est pas comme ça qu'on fait de la co-construction ».

CFDT : « Nous sommes pour la co-construction mais en confiance et avec une volonté commune et un objectif partagé ».

CGT : « Les négociations vont être très compliquées puisque les décisions sont prises. Nous allons essayer d'obtenir le maximum et de préserver les sites en demandant des investissements et des embauches de personnel au lieu de suppressions de poste ».

A noter le cynisme particulier du dirigeant CGT qui ne se prononce en aucun cas pour le retrait du plan qu'il annonce aller négocier... tout en demandant l'embauche de personnel !

C'est au mur de la politique des appareils syndicaux que la classe ouvrière se trouve confrontée, sans avoir à ce stade les forces de le franchir.

Une rafale de journées d'action pour pimenter la politique de « co-construction » avec le gouvernement et le patronat

Une des pièces essentielles de cette orientation des appareils syndicaux, c'est la rafale de journées d'action « culminant » dans celle du 4 février.

Cette rafale de journées d'action est ainsi annoncée dans le communiqué intersyndical du 22 décembre :

« Nos organisations décident d'impulser un processus de mobilisations et d'initiatives tout au long du mois de janvier et début février pour la préservation et le développement de l'emploi et des services publics, contre la précarité. »...

« C'est pourquoi, les organisations CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, MNL, FIDL proposent un processus de mobilisations et initiatives dès le mois de janvier. Des déploiements locaux, des tractages et des assemblées générales doivent se tenir sur les lieux de travail et dans les territoires. Ils permettront de faire de la deuxième quinzaine de janvier une période de mobilisations professionnelles pour l'emploi avec notamment 3 journées

phares dans la santé le 21, l'éducation nationale le 26 et dans l'énergie le 28 janvier. »

Dans cet appel ne sont à aucun moment mentionnées face au déferlement des plans sociaux la nécessité de formuler la revendication : aucun licenciement, celle d'un combat centralisé contre les plans de restructuration alors que c'est aujourd'hui ce qui concentre la défense du droit à l'emploi. De même, l'appel intersyndical pour le 4 ne souffle mot des concertations organisées boîte par boîte pour licencier et laminer les droits ouvriers. Cela vaut acceptation, le message adressé aux responsables syndicaux locaux est clair : c'est allez-y, il n'y a pas d'autre solution. Au final, ce que recouvre cet appel, c'est une prise en charge du dispositif mis en place par le gouvernement pour restructurer et organiser les licenciements avec un échelonnement de journées d'actions pour donner le change.

L'offensive gouvernementale ne faiblit pas

Car l'offensive gouvernementale ne faiblit pas. Outre la brutale accélération de la mise en place de l'État policier (voir plus bas), il ne se passe pas un jour sans que le gouvernement n'annonce une nouvelle offensive. Dans les hôpitaux les fermetures de lits et de postes se poursuivent à un rythme intense. Dans le Grand Est, confronté à une violente reprise de l'épidémie, 598 postes supprimés à Nancy. Idem à Reims, avec 184 suppressions de lits (24 % des capacités), 256 à l'APHP, 200 à Caen, 202 à Nantes, 150 à Marseille.

Dans l'enseignement, après l'adoption de la LPR (Loi de programmation de la recherche – voir dans ce numéro : « Les militants interviennent »), une véritable opération de pulvérisation du caractère national de l'enseignement est à l'œuvre : après le « protocole sanitaire » à la carte, instaurant une inégalité patente entre les élèves, Blanquer a décidé de la liquidation des critères nationaux prévalant pour les réseaux d'éducation prioritaire auxquels seront substitués des « contrats d'établissements » mettant en concurrence les établissements entre eux, de la liquidation du bac à travers l'extension du contrôle continu et même

d'un décret permettant la modification à tout instant du contenu même des épreuves, de la liquidation de la formation des enseignants (les étudiants seront jetés devant les élèves « en formation alternée » pour 800 euros par mois) : tout cela sur un fond de répression inédit dans sa violence (sanctions, mutation d'offices, mises à pied : après le lycée de Melle, le lycée Mauriac de Bordeaux).

Ces mesures s'inscrivent dans un projet plus vaste de dislocation de la Fonction publique et des services publics contenu dans le projet de loi dit « 4D » (décentralisation, déconcentration, différenciation, décomplexification). S'il était adopté, en vertu du principe de « différenciation » les préfets acquerraient le pouvoir de prendre des mesures dérogatoires au statut général. Sortiraient de la Fonction publique d'État nombre de fonctionnaires (par exemple, les médecins scolaires). La Fonction publique hospitalière serait disloquée à travers la possibilité donnée aux collectivités locales de recruter du personnel hospitalier. Serait mise en œuvre la privatisation d'une partie du réseau routier et ferroviaire.

L'État policier en marche accélérée...

Mais c'est sans doute dans la mise en œuvre de l'État policier que l'offensive de Macron est la plus brutale.

Les deux derniers mois ont vu s'accumuler un ensemble de lois, projets de loi, décrets qui sont autant de coups mortels contre les libertés démocratiques :

La LPR prévoit de sanctionner d'une peine allant jusqu'à trois ans de prison toute « intrusion » dans les universités non autorisée. Cela peut concerner aussi bien une assemblée générale improvisée qu'un rassemblement au siège du Conseil d'administration, par exemple contre des suppressions de poste ou de formation. Sans doute, le Conseil constitutionnel vient de censurer cette partie de la loi. Mais le passé montre assez que ce genre de proposition un temps écarté finit toujours par réapparaître. La loi « confortant les principes de la République » (anciennement nommée loi « contre le séparatisme ») permet notamment de punir d'une peine allant jusqu'à 5 ans de prison toute diffusion publique d'information sur l'identité de fonctionnaire « dans une intention malveillante ». Sous couvert de protection des enseignants, il s'agit surtout de protéger les flics et d'interdire la dénonciation de leurs exactions. C'est aussi un instrument permettant de manière totalement arbitraire et sans limite de dissoudre n'importe quelle association ou organisation. La procédure ayant conduit à la dissolution du Collectif contre l'Islamophobie – quoiqu'on pense de l'orientation de ce collectif, c'est une véritable forfaiture de lui imputer la responsabilité de l'assassinat de Samuel Paty – en donne un avant-goût. *Le Monde* du 1^{er} janvier indique :

- [Le projet de loi] « confortant le respect des principes de la République » adopté en conseil des ministres le 9 décembre prévoit dans son article 8 d'élargir les motifs de dissolution administrative d'une association, « de

manière à réduire les cas où une telle mesure ne peut être mise en œuvre en raison d'un défaut de base légale » (souligné par nous), lit-on dans l'étude d'impact. Pour cela, le texte prévoit notamment « la possibilité d'imputer à une association ou à un groupement de fait les agissements qui sont soit commis par des membres agissant en cette qualité, soit directement liés aux activités de cette association ou de ce groupement. »

- la publication de trois décrets le 4 décembre permettant un fichage général aussi bien au nom de la « prévention des atteintes à la Sécurité publique »... que comme préalable à certains recrutements de la Fonction publique. Parmi les éléments des fiches ainsi constitués sur des centaines de milliers de personnes dans le pays figurent « les opinions politiques », « les convictions philosophiques et religieuses », « l'appartenance syndicale », « les données de santé révélant une dangerosité particulière », « les comportements et habitudes de vie » (sic), « les déplacements et pratiques sportives » (sic).

- Mais surtout, au cœur de l'offensive, la loi Sécurité globale comprend un véritable arsenal de mesures menaçant de prison ferme la diffusion de toute vidéo ou image d'interventions policières lors de manifestations. Elle permet aussi l'armement des polices municipales, la possibilité pour des entreprises de sécurité privée d'effectuer des contrôles et de prendre des mesures jusqu'ici l'apanage des fonctionnaires de police.

Les appareils syndicaux refusent d'appeler à manifester à l'Assemblée nationale le 17 novembre et d'organiser le moindre combat...

Le 17 novembre, figurait à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale à la fois le vote de la LPR et l'ouverture de la discussion sur la « loi Sécurité globale ». Dans les jours qui précédaient, quasi silence des directions syndicales CGT, FO, FSU, UNEF sur la loi Sécurité globale. Il faut d'ailleurs préciser : d'un long communiqué de l'appareil FO ressort surtout... le souci de l'appareil FO de la sécurité des policiers !

Toutefois, les syndicats de journalistes directement dans la ligne de mire du gouvernement du fait de l'interdiction qui leur est faite de rendre compte des manifestations en vertu de l'article 24 de la loi appellent à un rassemblement à l'Assemblée nationale en compagnie notamment de la LDH.

Le jour même de la manifestation, en date du 17, la direction de la CGT sort un communiqué appelant au rassemblement à l'Assemblée nationale... à 16 heures. C'est à se demander si le communiqué n'est pas postérieur... au rassemblement lui-même. C'est une mascarade ! Mais il faut reproduire l'orientation sur laquelle se situe ce communiqué :

« Le tout sécuritaire ne peut être la réponse à la crise que traverse notre société. Les solutions sont à trouver par une autre répartition des richesses, par une politique marquée

du sceau de la justice et du progrès social et la mise à bas des politiques d'austérité menées ces dernières années par les gouvernements successifs.

Pour la CGT, la « sécurité » de demain doit être au service de toute la population et assurée par un service public uniforme sur tout le territoire ; dotée de moyens humains et matériels ; contrôlée par la population de façon démocratique et être garante de la devise de la République : Liberté - Égalité - Fraternité. »

Pas un mot n'est dit pour le retrait du projet de loi. Par contre, la CGT se prononce pour une « bonne police » « dotée de moyens humains et matériels » (pour cela, Macron et Darmanin s'en occupent).

Le 17 à l'Assemblée, les flics interviennent violemment, des journalistes sont embarqués en application anticipée de la loi.

L'appareil policier, quant à lui, sous la houlette du préfet Lallement, reçoit le message « cinq sur cinq ». Quelques jours plus tard, un rassemblement de migrants qui avaient été précédemment expulsés de leur campement, est violemment matraqué par les flics place de la République. Puis un producteur de musique est tabassé jusque dans son studio. Bref ! Les chiens sont lâchés.

...mais une partie des travailleurs et de la jeunesse passent outre

Le 21 novembre, des manifestations sont convoquées un peu partout en France par des collectifs à composition

variée. Les directions syndicales CGT, FO, FSU y brillent encore la plupart du temps par leur absence. Mais dans un

certain nombre de villes, à Paris mais aussi à Toulouse, Montpellier, la participation est significative, avec une présence importante de la jeunesse.

Dans les organisations elles-mêmes, des voix de plus en plus pressantes se font entendre contre la scandaleuse position des appareils centraux. Le 24 et le 25, se tient le

Conseil national de la FSU. Sous la pression des syndicats nationaux, la direction de la FSU est contrainte d'ajouter – ce qu'elle avait exclu au départ – le mot d'ordre de retrait du projet de loi Sécurité globale. Le 28 à Paris, les Unions régionales Ile-de-France CGT, FO ainsi que la FSU et l'UNEF appellent à la manifestation.

Le 12 décembre, les appareils syndicaux donnent à Darmanin un blanc seing pour le « sabotage » (*Mediapart*) du droit de manifester

Le gouvernement quant à lui, manœuvre. Le groupe parlementaire LREM annonce qu'il va « réécrire » l'article 24 du projet de loi. Castex nomme une commission. Larcher juge quant à lui que c'est au Sénat de « réécrire » le texte. Les polémiques s'étalent dans la presse. Parler de « crise » serait trop dire. Mais on sent bien qu'il suffirait que les organisations dans l'unité appellent à manifester au siège du pouvoir pour le retrait des lois liberticides pour que ces dernières passent à la trappe. C'est précisément ce que veulent éviter les appareils.

A chaque manifestation, Darmanin et Lallement multiplient provocations policières et arrestations, aidés sans doute d'agents provocateurs à l'intérieur même des cortèges. Le prétexte est tout trouvé par les appareils syndicaux qui annoncent solennellement que le 12 décembre à Paris, ils n'appelleront pas à manifester.

Lallement et Darmanin entendent parfaitement le message. La manifestation du 12 à Paris - à laquelle continuent à appeler un certain nombre d'organisations, mais ni la CGT ni FO, ni la FSU, ni l'UNEF se tient entre deux rangées de flics serrant les manifestants au plus près. La manifestation est ensuite nassée, chargée à des dizaines de reprises tout au long du parcours : plus de cent

manifestants sont arrêtés, gardés à vue 48 heures, la plupart étant ensuite relâchés sans suite judiciaire. Significativement, aucune « provocation » n'a pu être constatée ce jour-là par le service « enquêtes » de *Mediapart*, qui rend ses conclusions le 3 janvier en titrant sans détour que « *les forces de l'ordre ont saboté la manifestation du 12 décembre 2020* » ! C'est que, une fois obtenue la capitulation des dirigeants syndicaux, cela n'est même plus nécessaire. Quant aux manifestations ultérieures en province (comme à Nantes le 19 décembre), elles sont ensuite purement et simplement interdites, manu militari.

Les appareils syndicaux n'avaient pas appelé à manifester le 17 novembre. Ils ont appelé à ne pas manifester le 12 décembre. Aujourd'hui, en lieu et place de l'organisation d'une puissante manifestation au siège du pouvoir pour défaire le gouvernement, ils multiplient *ad nauseam* les démarches auprès du Conseil d'État (lequel les a une première fois renvoyés dans les cordes). Et sont programmés deux samedis en janvier les habituelles « manifestations décentralisées », visant à éluder tout affrontement avec le gouvernement.

Jusqu'au bout, combattre pour la manifestation centrale au siège du pouvoir pour le retrait des lois et décrets liberticides

Il n'y a aucune raison cependant de considérer que le gouvernement et les appareils syndicaux ont d'ores et déjà remporté la partie. Une fraction des travailleurs et en particulier de la jeunesse a non seulement manifesté sa disponibilité au combat contre l'État policier mais a en partie réussi à passer par-dessus les obstacles dressés par les appareils du mouvement ouvrier dans ce sens. C'est dans la continuité de ce qui s'est passé au printemps avec

les deux puissantes manifestations de la jeunesse initiées par le Comité « Justice pour Adama Traoré ».

L'intervention des militants dans les organisations syndicales – par exemple au congrès national du SNCS (Syndicat national des chercheurs)-FSU, où une majorité, malgré l'appareil central du syndicat, s'est prononcée pour la manifestation centrale -, témoigne de l'écho que rencontre le combat sur cette orientation. Il faut bien sûr continuer ce combat jusqu'au bout.

Le prolétariat ne se laissera pas broyer

Si limités que soient les éléments manifestant une résistance des masses à la violente offensive des gouvernements au service du capital, offensive combinant remise en cause brutale de leurs conditions d'existence et violente attaque contre les libertés démocratiques, ils témoignent des développements de la lutte des classes à venir.

D'un côté il y a le désarroi des travailleurs qui s'alimente au manque de perspective politique, la paralysie dans laquelle les maintient la politique des appareils. De l'autre, il y a la nécessité dans laquelle ils se trouvent, et vont se trouver plus encore, de combattre pour assurer leur simple survie. De ces deux facteurs, historiquement, il est inévitable que le second finisse par l'emporter.

On le voit déjà dans un certain nombre de pays. En Algérie, la politique de « dialogue inclusif » avec le régime a fini par faire refluer le hirak, ce puissant mouvement qui pendant 18 mois a ébranlé le régime. Mais rien n'est réglé pour autant. Le referendum organisé par celui-ci a été un échec retentissant. Aujourd'hui, se multiplient les grèves ouvrières qui illustrent ce qui est écrit plus haut : le plus souvent, c'est contre les licenciements et pour le paiement des salaires impayés depuis des mois qu'elles se déclenchent.

Mais sans doute, c'est aujourd'hui en Inde – CPS aura probablement l'occasion d'y revenir - qu'ont lieu les événements les plus significatifs de la lutte des classes. Prenant le relai des manifestations de la jeunesse bravant la mitraille de Modi contre les lois racistes anti-

musulmans du régime, puis de la grève ouvrière entraînant des dizaines de millions d'ouvriers et d'employés contre la liquidation du code du travail, et l'ensemble de l'offensive anti-ouvrière, ce sont aujourd'hui des dizaines de millions de paysans pauvres qui se sont engagés dans une mobilisation de grande ampleur contre les lois du même gouvernement Modi qui les condamnent à mort en liquidant les prix agricoles garantis. Des centaines de milliers d'entre eux ont en particulier convergé vers New Dehli aux cris de : « A mort Modi ! »

Mais on ne doit, ni en Inde ni ailleurs, enjoliver la réalité et camoufler les obstacles. Il est clair que toute la situation en Inde met à l'ordre du jour la grève générale, l'alliance ouvrière et paysanne pour en finir avec le gouvernement Modi, que la violence anti-ouvrière, l'organisation de véritables massacres anti-musulmans apparente à un gouvernement fascisant.

Mais les différents partis issus du stalinisme en Inde qui occupent une position de direction politique tant chez les paysans que dans la classe ouvrière mettent tout en œuvre pour éviter la chute du régime. Ils maintiennent la fiction d'un mouvement « pacifique » et « apolitique » et cherchent à attacher le mouvement au parti bourgeois du Congrès. Ils cherchent à éviter que se réalise l'unité des ouvriers et des paysans contre le régime.

En Inde comme dans tout autre pays, la question centrale à résoudre est celle de la direction révolutionnaire du prolétariat. C'est l'édification d'une telle direction révolutionnaire qui est partout indispensable pour permettre au mouvement du prolétariat, partant de sa résistance à l'offensive barbare du capitalisme en crise contre ses conditions d'existence, de se hisser jusqu'à la conquête du pouvoir politique. Car il n'est pas d'issue en dehors de la constitution de véritables gouvernements ouvriers, démantelant dans chaque pays l'appareil d'État bourgeois, expropriant le capital, socialisant les grands moyens de production pour permettre que la production soit organisée en fonction des besoins des larges masses et non plus de la réalisation du profit. Il n'est pas d'issue en dehors de la constitution, d'abord à l'échelle de parties entières de la planète, des États unis socialistes (États unis socialistes d'Europe, du Maghreb, d'Amérique latine, etc.) rejetant aux oubliettes de l'Histoire les vieux antagonismes nationaux que la crise du capitalisme fait resurgir avec force.

C'est vers la résolution de cette question de la direction révolutionnaire que tendent tous les efforts des militants regroupés autour de *Combattre pour le Socialisme*, qui entendent, à la modeste place qui est la leur, œuvrer à la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire.

Le 7 janvier 2021



BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 30 EUROS)

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : LOCALITÉ :

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. – 1 bis, Rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Site web : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr

Éléments sur la situation économique et politique aux États-Unis

Obama, Trump, Biden : l'endiguement

Biden a donné une conférence de presse le 24 novembre lors de laquelle il a présenté six membres de son équipe de « sécurité nationale » : « *c'est une équipe qui reflète le fait que l'Amérique est de retour. Prête à diriger le monde, pas à s'en retirer. Une fois de plus, nous sommes assis en tête de table, prêts à affronter nos adversaires et à ne pas rejeter nos alliés. Prêts à défendre nos valeurs* » a-t-il déclaré (*The Guardian*, 25/11).

« *Prête à diriger le monde, pas à s'en retirer* », c'est-à-dire tout faire pour mettre un coup d'arrêt au « déclin de l'Empire américain » et en premier lieu contenir l'irrésistible ascension du jeune impérialisme chinois. Il s'agit d'un énorme challenge sur l'objectif duquel il ne devrait pas y avoir de divergences au sein de la bourgeoisie US. On remarque que Biden reprend quasiment mot pour mot la déclaration de Bill Clinton lors de son investiture, le 20 janvier 1997 : « *Le vingtième siècle a été un siècle américain* », le vingt-et-unième, lui, doit voir « *la plus grande démocratie du monde prendre la tête de tout un monde de démocraties* ». Vingt-trois années se sont écoulées et l'objectif n'a fait que s'éloigner. Mais alors il n'était pas question d'une menace chinoise...

Les dirigeants des principaux impérialismes « alliés » des USA, à l'exception de Boris Johnson peut-être, se sont réjouis de la défaite de Trump. Mais le cadre général de la situation économique demeure : la récession mondiale (Chine mise à part) n'apaise pas les contradictions inter-impérialistes, bien au contraire. Y aura-t-il envers l'Europe, une politique moins agressive sur le plan de la Défense et sur celui des relations économiques que celle de Trump ? Si des négociations s'ouvrent, elles se feront dans le cadre des rapports de force économiques réels ; moins que jamais, l'impérialisme US peut « s'offrir aujourd'hui le luxe de l'altruisme et de la bienfaisance mondiale » ...

S'agissant des rapports de l'impérialisme US avec les autres impérialismes, il n'est pas inutile de reprendre ce qu'en disait, sans langue de bois, George Kennan, le théoricien du « *containment* » (« endiguement », la doctrine de politique étrangère du gouvernement Truman au lendemain de la seconde guerre mondiale) : « *Nous possédons 50% de la richesse mondiale avec seulement 6,3% de la population. Notre véritable tâche dans la période à venir est de concevoir un schéma de relations*

qui nous permettra de maintenir cette position de disparité sans porter préjudice à notre sécurité nationale. Pour ce faire, nous devons nous passer de toute sentimentalité et de toute rêverie ; et notre attention devra se concentrer partout sur nos objectifs nationaux immédiats. Nous ne devons pas nous leurrer en pensant que nous pouvons nous offrir aujourd'hui le luxe de l'altruisme et de la bienfaisance mondiale (...). Le jour n'est pas loin où nous devons faire face à des concepts de pouvoir purs et simples. Moins nous serons alors gênés par des slogans idéalistes, mieux ce sera. »

Pour endiguer la menace de la révolution en Europe (Italie, France, Est), au Japon aussi bien que dans les colonies, pour établir un équilibre mondial des pouvoirs favorable aux États-Unis la force militaire à elle seule était insuffisante. L'aide économique, comme le plan Marshall, devint un outil essentiel de la politique étrangère de l'administration Truman, dans une tentative de reconstruction du Japon et des nations d'Europe occidentale comme alliés anti soviétiques forts et comme marchés pour les entreprises américaines (plan Marshall : prêts de l'État US aux États européens qui devaient être convertis en achats auprès des entreprises américaines).

Quinze ans plus tard, la suprématie de l'impérialisme US sur ses concurrents était encore écrasante : le PIB américain représentait plus de sept fois celui du Royaume-Uni, alors deuxième puissance économique mondiale, huit fois celui de la France, onze fois celui du Japon. Avec les accords de Bretton Woods, le dollar était la seule monnaie dont les détenteurs étrangers pouvaient obtenir l'équivalent en or. Ces accords sanctifiaient la supériorité écrasante des États-Unis, et instituaient le dollar US comme la seule monnaie des échanges internationaux, la monnaie universelle en quelque sorte, celle en tous cas qui était reçue et acceptée dans tous les pays capitalistes de la planète. L'impérialisme US portait alors à bout de bras le système monétaire international, ainsi, comme nous l'avons vu, que la reconstruction des économies capitalistes européennes dévastées par la deuxième guerre impérialiste mondiale, à travers le « Plan Marshall » et l'impulsion à la construction d'un « marché commun » des États capitalistes de l'ouest de l'Europe, prélude à ce qui allait devenir par la suite l'union européenne.

Du plan Marshall à la naissance d'un impérialisme chinois

À partir des années 60, les impérialismes japonais d'abord et allemand ensuite, connaissent une progression plus rapide que celle des États-Unis. En 1990, le PIB japonais représentait plus de la moitié de celui des USA, celui de l'Allemagne le quart. Les années 2000 marquent un tournant avec l'apparition de la Chine au sixième rang, avec un PIB qui représente un peu plus d'un huitième du

PIB US. Dès lors, la progression de la Chine est fulgurante. Le PIB de ce que les capitalistes nomment désormais « l'atelier du monde » (rappelons que cette expression désignait au XIXe siècle la Grande-Bretagne, alors l'impérialisme dominant tous les autres...) rejoint celui du Japon en 2010, pour faire jeu égal avec les États-Unis en 2019.

Il faut cependant garder à l'esprit qu'il ne s'agit là que de comparaisons des PIB exprimés en dollars constants et que la puissance économique d'un impérialisme ne peut s'y réduire. La taille et la profondeur du système financier américain, la place incontournable du dollar comme monnaie de réserve et comme moyen d'échange dans les transactions commerciales et financières, la valorisation boursière de ses entreprises (largement fictive néanmoins), tous ces éléments font des États-Unis une puissance sans égale et sont encore l'expression d'une très large domination. Mais celle-ci est de moins en moins écrasante, et se voit fortement contestée par le rival ambitieux et agressif que constitue aujourd'hui le « jeune » impérialisme chinois.

Ainsi, si l'on se réfère à la production industrielle de biens manufacturés, la poussée de la Chine est particulièrement spectaculaire (source : blog de Michael Roberts). Au début des années 1980, la production américaine représentait plus de 25 % du total mondial, celle du Japon 11 % et l'Allemagne 7 %. La Chine était alors inexistante. En 2017, la part des USA était tombée à 18 %, l'Allemagne et le Japon à 6% et 7 %, alors même que la Chine dépassait les 25 %. De même, en ce qui concerne les exportations de marchandises sur le marché mondial, alors qu'en 1980, les USA occupaient la première place avec 13,4 % et la Chine le 19^e rang avec à peine 1,2 %, en 2019, la Chine devenait le premier exportateur mondial dépassant les USA désormais au 2^e rang, avec 10,7 % contre 10,3 %.

Le signal d'un déclin

Dans l'intervalle, deux éléments sont à prendre en compte. Tout d'abord, le 15 août 1971, Richard Nixon, alors président des USA, déchire les accords de Bretton Woods en décrétant la fin de la convertibilité du dollar en or. Cela constitue un véritable coup de tonnerre pour l'ensemble du système impérialiste et le basculement dans un système de changes flottants sera parachevé par les accords de la Jamaïque en 1976. Fondamentalement, cette décision procède de l'incapacité pour l'impérialisme US à porter dans les mêmes conditions l'ensemble des contradictions du système capitaliste, situation dans laquelle l'avait placé la prise en charge de la reconstitution du marché mondial à partir de 1945.

Cela signale ainsi clairement l'amorce d'un déclin de l'impérialisme US, qui va subir, quelques années plus tard, un autre coup, politique celui-là, avec sa défaite historique au Vietnam en avril 1975. Dès lors, la bourgeoisie impérialiste américaine va tout faire pour tenter d'enrayer son déclin historique et effacer l'affront d'avoir dû abandonner le terrain en Indochine. La réaction va ainsi se déchaîner à l'intérieur : de 1980 à 1988, l'administration Reagan est au pouvoir. Elle va conduire une politique de dérégulation à tout va, tant dans le domaine économique et financier que pour liquider toutes les conquêtes sociales du prolétariat américain. Les libertés syndicales se voient réduites à la portion congrue. L'État fédéral fait tout pour favoriser le capital financier et lui accorder les plus grandes libertés de manœuvre. Les conséquences sont brutales. On assiste à une vague considérable de

désindustrialisation, de délocalisations des grandes concentrations industrielles, hors des grands centres productifs (qui étaient aussi les bastions de la classe ouvrière américaine), d'abord au sein même des USA, mais aussi à l'étranger, ce qui va effectivement contribuer à disloquer les capacités de combat du prolétariat américain, mais va aussi conduire à terme à continuer de dégrader la position de l'impérialisme US sur le marché mondial et nourrir les contradictions en son sein.

Si pour les USA « l'endigement » est toujours à l'ordre du jour, ce n'est plus, à brève échéance, celui du communisme (on n'en a pas fini avec les conséquences politiques de la réintroduction du capitalisme en Russie et en Chine) mais celui du jeune impérialisme chinois. Obama a tenté d'y faire face dès 2011. Un titre *d'Usine Nouvelle* du 6 janvier 2017 est révélateur de ce que, sur cette question, Trump n'a rien inventé : « *Le président américain Barack Obama prépare un dispositif durcissant les restrictions d'accès des Chinois aux technologies des semi-conducteurs. Il appartiendra à son successeur Donald Trump de le mettre en pratique* ». Puisqu'on en est à « l'endigement », il y a les moyens économiques (tentatives d'accords commerciaux internationaux pour isoler la Chine, augmentation des droits de douane,...) mais on ne peut pas ignorer l'importance du rapport des forces entre les puissances militaires des uns et des autres. Et sur ce plan, la place des États-Unis est encore largement sans égale.

Le rôle de l'économie d'armement dans l'économie US

Les USA possèdent près de 800 bases ou installations militaires dans le monde, notamment dans le Pacifique et autour de la Chine. Ses forces armées aériennes, terriennes et maritimes sont sans équivalent, tout comme l'est son industrie militaire. Ainsi, selon les chiffres du SIPRI, en 2019, parmi les 25 plus gros industriels de l'armement, 11 sont américains, dont les 5 premiers, représentant 60% du total de vente d'armes de ce groupe. Aucun autre pays ne

peut prétendre jouer dans la même cour, même si les efforts de la Chine depuis plusieurs années sont notables : les industriels chinois de l'armement représentent à présent 16% des ventes des 25 plus gros marchands de canons. Dans le graphique ci-dessous établi à partir des données du SIPRI, on constate assez nettement la montée en puissance de la Chine dans les dépenses militaires au cours des vingt dernières années :



Mais ce qui frappe surtout, c'est la place extraordinaire, et constante dans le temps, qu'occupent les États-Unis dans les dépenses d'armement : le montant des dépenses militaires des États-Unis représente une part considérable des dépenses mondiales, plus que l'ensemble des autres impérialismes réunis. Ce qui frappe également, c'est le caractère permanent de ces dépenses militaires. Par ailleurs, si l'évolution des dépenses militaires globales est difficile à établir en l'absence de données fiables pour l'URSS, l'augmentation très significative des dépenses d'armement à l'échelle mondiale depuis le début des années 2000 est une réalité qui ne fait aucun doute.

Ces dépenses militaires structurelles jouent un rôle économique fondamental à l'ère impérialiste : celui de volant d'entraînement de l'économie, celui de « plan de relance » permanent de l'industrie lourde par la création de débouchés artificiels constituant « un moyen privilégié de réaliser la plus-value, en d'autres termes il est un moyen d'accumulation » (R. Luxemburg). « Pourtant, même si cela n'est pas évident à première vue, la destruction de ressources réalisée par le militarisme, de manière violente à l'occasion des guerres, mais tout autant de manière régulière en dehors des guerres, joue contradictoirement un rôle positif essentiel du point de vue de l'accumulation du capital. Celle-ci, on le sait, est marquée de crises périodiques dont la fonction est précisément de détruire la masse de valeurs surproduite, d'« assainir » par-là l'économie, de restructurer le capital et lui assurer des conditions de rentabilité restaurées, nécessaires à la reprise. Cette fonction essentielle de destruction périodique de valeurs, réalisée à l'occasion des crises, le militarisme la réalise en quelque sorte de manière permanente. Improductives dans la mesure où elles ne donnent pas lieu à un investissement au sens strict, c'est-à-dire à un investissement qui rapporte, les dépenses militaires n'en sont pas moins un facteur d'entraînement de l'activité économique. En fournissant un débouché sûr à la production militaire, elles apportent une garantie étatique au profit des fournisseurs militaires et par ricochet au taux de profit moyen de l'ensemble de l'économie. Comme les autres dépenses publiques, elles permettent l'utilisation de capacités de production et de main-d'œuvre sous-utilisées. Elles agissent comme un stimulant de la demande globale. Elles constituent une

force d'entraînement de l'économie. » (L. Gill, *Fondements et limites du capitalisme*)

L'impérialisme US est non seulement à l'origine de cette impulsion mortifère en raison de la taille inégalée de son budget militaire mais il en est également en quelque sorte le principal bénéficiaire en raison de la domination qu'exerce l'industrie militaire US à l'échelle internationale : en cohérence avec les chiffres évoqués plus haut concernant un marché de l'armement aux mains des industriels US, l'impérialisme américain représente ainsi 36% des exportations d'armes à l'échelle mondiale en 2019, loin devant son premier concurrent, la Russie. Parmi les avantages concurrentiels qu'offre l'hypertrophie des dépenses d'armement, figure entre autres l'impulsion donnée au développement technologique, domaine dans lequel, avant la montée en puissance de la Chine, les États-Unis ont longtemps eu un leadership incontesté.

L'accord bipartisan qui vient de se nouer autour d'un budget de la défense 2021 d'un montant de 740 milliards de dollars (c'est-à-dire près de la moitié du budget dont disposerait l'État fédéral en 2021) doit être apprécié sous deux angles. D'une part, il est clair qu'un des objectifs de l'accroissement du budget militaire est d'utiliser l'hégémonie de l'impérialisme US sur le plan militaire pour mettre la pression maximale sur la Chine. Par exemple, un des objectifs annoncés par avance de l'accroissement du budget militaire pour 2021 est le renforcement du dispositif militaire US dans le secteur indopacifique directement tourné contre la Chine. Mais ce plan doit également être apprécié sous sa dimension de plan de relance, ce qu'illustre son contenu. On peut citer : 9,1 milliards de dollars pour l'achat de 93 avions d'attaque interarmées F-35 supplémentaires, soit 14 de plus que ce que l'administration Trump avait demandé ; ajout de 108 millions de dollars pour l'achat de drones équipés de missiles ; l'achat de sept autres avions de transport C-130J, utilisés pour le déploiement rapide de troupes, de chars et d'artillerie dans de nouvelles zones de guerre ; l'acquisition de grands navires de guerre supplémentaires pour l'US Navy, dont un sous-marin nucléaire supplémentaire de classe Virginia, évalué à environ 3 milliards de dollars, ainsi que d'autres sous-marins plus petits, des navires amphibies et des avions anti-sous-marins ; des fonds pour soutenir la refonte et l'amélioration des systèmes de

combat terrestre comme l'artillerie, les chars et les véhicules blindés pour « l'avenir » de la guerre contre des concurrents équivalents, équipement de l'armée de terre avec 116 hélicoptères supplémentaires ; poursuite du financement d'une modernisation systématique et générale de l'armement nucléaire américain, commencée sous Obama et poursuivie sous Trump, y compris les missiles sous-marins, les missiles balistiques intercontinentaux basés à terre et les bombardiers lourds à portée intercontinentale.

Toutefois, ce soutien permanent à l'industrie lourde à travers les dépenses militaires de l'État fédéral a pour corollaire de nourrir une grande partie du gigantesque endettement de l'impérialisme US. A part une courte période entre 1998 et 2001, cela fait près de soixante ans que les États-Unis affichent année après année un déficit budgétaire. La dette fédérale est ainsi passée de 20% du

PIB à l'orée des années 1970 à plus de 100% du PIB actuellement. Sans nous étendre davantage sur la délicate question du dollar, son caractère de monnaie refuge, la profondeur des marchés financiers US, la force de frappe de la réserve fédérale américaine (laquelle détient 20% de ladite dette fédérale), tous ces facteurs contribuent à permettre le refinancement permanent de cette dette sans trop de heurts et à des taux souvent avantageux, historiquement faibles dans la période présente. Mais d'une part, il n'en demeure pas moins que la charge d'intérêt qui découle de cette dette fédérale est considérable : en 2019, près de 400 milliards de dollars étaient consacrés au paiement des intérêts de la dette. Et d'autre part, cette charge est susceptible d'augmenter considérablement à moyen terme si les taux venaient à remonter significativement.

Endettement et plan de relance

C'est dans ce contexte qu'il faut évoquer brièvement la lancinante question du second plan de soutien à l'économie capitaliste en crise. Depuis des mois, un certain nombre de dispositions d'urgence du premier plan d'aide (le CARES Act d'un montant de 2 200 mds de dollars) ont été considérablement réduites ou ont tout simplement pris fin. Par ailleurs, le redémarrage en fanfare de l'économie américaine tant espéré par la bourgeoisie n'a jamais eu lieu, en partie en raison d'une épidémie hors de contrôle. Dès lors, le chômage se maintient à des niveaux élevés, la paupérisation de pans entiers de la population est en cours et les faillites des petites et moyennes entreprises se multiplient. Cela fait donc des mois que des parlementaires tentent de mettre sur pied un second plan de soutien au capitalisme. Au final, les démocrates et les républicains se sont entendus sur un plan au rabais de 900 milliards de dollars au cours des derniers

jours de décembre. Après avoir menacé de mettre son veto, Trump a été contraint de ratifier le texte avant la fin de l'année. Mais d'ores et déjà, on peut noter combien ce second plan de soutien bipartisan n'a pas la portée du premier plan voté en mars. Sans aucun doute, l'attisement des positions partisans de chaque camp à l'occasion de l'élection présidentielle n'a pas facilité l'adoption de ce plan de soutien. Mais ce serait accorder trop d'importance à ces désaccords, parfois profonds, qui traversent la classe bourgeoise quant à la manière de répondre à la crise du capitalisme. En vérité, ces désaccords et les difficultés à élaborer un plan de soutien au capitalisme en crise s'appuient sur ce constat que même l'impérialisme le plus puissant du monde ne peut s'endetter sans limites et recourir indéfiniment au soutien budgétaire pour tenter de relancer l'économie capitaliste.

La concurrence inter-impérialiste n'épargnera pas les « alliés »

La situation de l'impérialisme US n'autorise aucun relâchement de la pression sur les impérialismes dits « alliés ». De ce point de vue, les efforts de Trump pour réduire les exportations de l'Europe vers les USA et faire porter une plus grande part du fardeau de la « défense » en particulier aux Allemands ne relevaient pas du caractère de l'individu mais des intérêts bien compris de la bourgeoisie qu'il représentait. Il n'est pas jusqu'à l'Afrique, restée longtemps chasse réservée des européens, au premier rang desquels la France, qui ne soit l'objet d'une grande attention accompagnée d'une présence militaire américaine discrète mais de plus en plus active : des dizaines de milliards depuis le début du siècle. « *En 2016, il y a eu plus d'opérations spéciales des troupes US en Afrique (1700) que partout ailleurs à l'exception du Moyen-Orient* » (David Vine, *United States of War*, p 287). Mais là aussi, au-delà du discours convenu sur le terrorisme, les prétentions chinoises de développer son influence dans la région sont en ligne de mire : « *Le secrétaire américain à la défense, Mark Esper, a mis en garde contre la menace mondiale du terrorisme et a accusé la Chine et la Russie de tenter de saper les pays africains, lors de la première journée de son voyage dans*

les pays du Maghreb, mercredi » (*The National*, 1^{er} octobre 2020).

Ce n'est pas à l'ordre du jour à brève échéance, mais dans les états-majors du complexe politico-militaro-économique aucun moyen n'est rejeté a priori pour perpétuer la domination de l'impérialisme US, y compris la guerre.

Du mirage de l'« American way of life » au tournant vers la barbarie : l'impérialisme c'est la réaction sur toute la ligne, la mère patrie n'est pas épargnée.

Alors qu'à un pôle le capital financier a assuré aux grandes fortunes et à ses courtisans un enrichissement à croissance rapide, redémarrant de plus belle après chaque crise (pour certains, la pandémie est même une opportunité !), pour le prolétariat, la jeunesse, les minorités et les migrants, la dégradation des conditions matérielles d'existence se poursuit inexorablement depuis des décennies. Quelques données chiffrées d'une situation sur laquelle les grands médias, chantres de la « démocratie américaine », sont avars d'informations.

Depuis 1968, le salaire minimum fédéral a perdu 31 % de son pouvoir d'achat, alors que la productivité du travail a presque doublé. Actuellement de 7,25\$ l'heure (6,5€), il

n'a pas été augmenté depuis 2009, la plus longue période sans augmentation depuis sa création en 1938. Au moins deux états sont en dessous du minimum fédéral (5,15\$ l'heure). L'AFL-CIO (*American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations*, la plus grande confédération syndicale aux États-Unis) revendique le passage à 15 dollars, « on dit » que Biden n'y serait pas opposé. « On dit »... par contre que Biden a inclus dans son équipe présidentielle (transitionnelle) sur le travail, l'ancien secrétaire au travail par intérim de l'ère Obama, Seth Harris. Au sortir de l'administration Obama (2013), il s'est reconverti comme lobbyiste dans le cabinet d'avocats Dentons. A ce titre, il a été conseiller auprès d'entreprises notoirement antisyndicales comme Volkswagen ou Uber (*Payday report*, 10/11/2020). Un autre aspect de la dégradation de la condition ouvrière est la multiplication des emplois *part time*, le plus souvent imposés, qui contraignent à rechercher plusieurs emplois pour tenter de survivre : 26 millions en octobre 2020.

Toujours d'après les chiffres de l'OCDE publiés dans le numéro de *Jacobin* d'octobre 2020, il ressort que les USA sont le pays (parmi 18) qui a la plus faible proportion de travailleurs couverts par une convention collective (elle-même subordonnée à l'existence d'une section syndicale) : moins de 10% contre plus de 50% en Allemagne et plus de 80% en Espagne. C'est aussi le pays où les inégalités de salaires sont les plus grandes et les prestations familiales les plus faibles – un peu plus de 0,6% du PIB – la majorité des autres pays y consacrant entre 2% et 4%. Également les plus faibles indemnités (et de très loin) de chômage. Ce qui n'est pas pris en compte dans ces données mais qui est d'une très grande importance parce que révélateur d'une situation d'un très grand nombre de jeunes, c'est « l'ubérisation » du travail. Ce phénomène, que l'on appelle également la « *gig economy* » ou économie des petits boulots, concerne toutes les plateformes numériques qui mettent en relation des travailleurs et des clients, pour

des livraisons, du ménage, du bricolage ou autre. Rien que pour la Californie, 400 000 travailleurs sont directement concernés, et 1,5 million indirectement. Seize millions d'actifs sont impactés au total aux États-Unis. On estime que d'ici la fin de la décennie, un actif américain sur deux travaillera pour l'une de ces plateformes, à temps plein ou pour un revenu de complément (RTL, 02/01/2020). Ces travailleurs n'ont ni salaire minimum, ni assurances sociales, ni heures supplémentaires... A rapprocher de ces autres chiffres : de 2001 à 2010 les emplois dans l'industrie manufacturière sont passés de 14,5 à moins de 6 millions.

Corollaire obligé de cette situation (encore selon l'OCDE dans *Jacobin*), les États-Unis accumulent les records parmi ces pays de l'OCDE : plus haut taux de pauvreté, et puis tout ce qui va avec la misère, plus haut taux de violences faites aux femmes, plus haut taux de mortalité infantile, plus haut taux de surpoids et d'obésité (plus de 60% de la population). Quant à l'espérance de vie, en baisse, elle place les États-Unis au vingt-neuvième rang mondial, après le Costa Rica et juste avant la Turquie (données pour 2018, OCDE). Ces chiffres ne le disent pas mais, on le sait, ces maux frappent particulièrement les populations des minorités (afro-américains, amérindiens, latinos), Le taux de chômage (officiel) est le double pour les noirs que pour les blancs : à niveau d'études égal, la différence de salaires entre blancs et noirs est passée de 8,6% à 15% entre 1979 et 2019, de 17,3% à 26,5% pour l'ensemble de ces communautés. Conclusion mi-ironique mi-tragique : les Américains semblent les plus fervents croyants en l'existence d'un enfer (près de 70%) : « *La détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle* » (Marx).

Cette situation déjà insoutenable pour des dizaines de millions d'américains s'est brutalement dégradée avec la pandémie et la récession qui s'y est combinée.

Capitalisme et santé : la pandémie, un impitoyable révélateur

Le 19 novembre, le *New York Times* annonçait le franchissement de la barre des 250 000 décès dus à la pandémie (record mondial), précisant que selon les experts, le nombre de décès devrait continuer à grimper en flèche pouvant atteindre les 2 000 quotidiens (déjà 1 500 quatre jours plus tard). Fin décembre, on en est à 330 000 décès officiels avec plus de 3 000 morts quotidiens. « *Les experts en santé publique ont cité l'absence de stratégie nationale comme l'une des principales raisons du nombre élevé de cas et de décès dans le pays. Au lieu de cela, un ensemble de mesures disparates, État par État, mis en place pour lutter contre la crise du virus.* » Et pour cause, Trump, personnellement et politiquement déterminé exclusivement par les intérêts économiques de sa classe, a délibérément caché à la population les informations sur la dangerosité du virus, et obstinément refusé toute mesure nationale de prévention qui aurait entraîné une réduction de l'activité économique.

« *Huit mois après le début de la pandémie, les travailleurs de première ligne ne reçoivent toujours pas l'équipement de protection dont ils ont besoin. Selon un rapport du Syndicat National des Infirmières, 87 % des infirmières*

ont dû réutiliser l'Équipement de Protection Individuel (EPI) à usage unique, et 27 % ont indiqué que le personnel de leur hôpital avait diminué ces derniers mois. » (*The Guardian*, 20/05/2020). Dans le système américain, beaucoup d'infirmiers ne sont pas salariés et peuvent perdre leur emploi du jour au lendemain, ce qui permet à l'hôpital de réduire ses dépenses de personnel

L'absence de toute prise en charge par l'état fédéral des achats des matériels nécessaires a abouti à une situation de mise en concurrence sur le marché favorisant les trafics les plus juteux sur le dos des personnels de santé et des malades. On relate cet exemple d'un contrôleur de l'état de l'Illinois, chèque de 3 millions de dollars en mains, allant prendre livraison sur le parking d'un Mac Do d'une cargaison d'EPI. « *Il fallait agir vite : l'État de Louisiane avait déjà offert 2 millions de plus pour les masques. Or l'Illinois avait précédemment perdu un contrat pour 300 ventilateurs du jour au lendemain, lorsque l'État de New York s'était adressé directement au fournisseur et avait acheté les ventilateurs au double du prix.* » Ainsi va le marché libre pour l'achat des biens matériels comme cette autre marchandise « essentielle » : la force de travail. Dans

un article du *Wall Street Journal*, un constat : « [Le travail] est généralement la dépense la plus importante de tout hôpital, les infirmières représentent 42,7% de la masse salariale des hôpitaux, selon les données du département fédéral du travail. » Aux États-Unis, les hôpitaux sont très largement privés, dans les mains de grands groupes financiers, ce qui produit le résultat suivant : « Poussés par leurs actionnaires à augmenter leurs revenus, les hôpitaux ont réduit les coûts de main-d'œuvre et ont déplacé les ressources des salles d'urgence vers des procédures chirurgicales lucratives ». Au début de la pandémie, ces services « plus lucratifs » ont réduit leur activité, certains ont été fermés, des personnels licenciés pour cause de baisse d'activités alors que les urgences étaient débordées et à cours de personnel.

« Depuis 1975, le nombre d'hôpitaux a diminué de 12 %, malgré une augmentation de la population d'environ 50 %. 2,9 lits pour 1000 habitants aux USA, 4,7 en moyenne dans les pays de l'OCDE. À New York, le démantèlement systématique du système des hôpitaux publics a réduit à néant la capacité de la ville à gérer la crise. Une ville qui a perdu plus d'une douzaine d'hôpitaux en autant d'années a maintenant perdu plus d'un habitant sur quatre cents à cause de COVID-19. Aujourd'hui, la majorité des lits d'hôpitaux de la ville se trouvent dans des hôpitaux privés bien équipés, situés pour la plupart à Manhattan et destinés à une clientèle plus riche et plus blanche. » (Jacobinmag, novembre 2020)

S'il ne fallait qu'un seul exemple pour démontrer le caractère aussi irrationnel que mortifère du « libre marché », c'est bien celui du système de santé. Les États-

Unis dépensent plus que n'importe quel autre pays en soins médicaux par habitant (plus de 10 000 dollars, contre 4 600 dollars pour la France, 2016). En 2016, plus de 17 % du PIB était consacré à ces dépenses aux États-Unis, contre 11% en France. Pas de service universel de santé, l'assurance santé est entièrement confiée à des sociétés privées liées à des réseaux de praticiens et d'établissements de santé. Toutes les compagnies proposent quatre niveaux de couverture : l'inégalité des droits est un principe intangible aux USA. Les salariés en CDI sont assurés dans leur entreprise, une partie de l'assurance financée par le patronat, l'autre par une cotisation du salarié, et les garanties sont très variables selon le contrat négocié par le patron avec la compagnie d'assurance.

Enfin, au problème de l'absence ou de la mauvaise qualité de l'assurance s'ajoutent les effets de la dictature des laboratoires pharmaceutiques qui imposent des tarifs exorbitants particulièrement dans le traitement des maladies chroniques, le marché le plus juteux ; un exemple : le même médicament pour le traitement du diabète coûte dix fois plus cher aux USA qu'au Canada. Vie ou mort, le marché fait ce pourquoi il est fait : générer du profit. Les sondages montrent que la revendication d'une sécurité sociale universelle est de loin la plus populaire aux USA. Elle a participé largement au succès de la campagne de Sanders, mais Biden n'envisage que des aménagements à la marge : pas question de faire peur aux assurances privées, colosses de la finance. Et Sanders s'est rallié à Biden (on y reviendra).

Une campagne démocrate sous le signe du « bipartisanisme »

Tout au long de la campagne, Trump a fait feu de tout bois pour mobiliser ses supporteurs : soutien aux crimes de la police raciste, répression violente par la police fédérale du mouvement de masse *Black Lives Matter* (BLM), collusion avec les suprématistes blancs organisés en bandes armées, discours provocateurs contre les autorités locales et les états qui avaient l'audace de prendre des mesures contre la propagation de la pandémie. Il n'a pas hésité à afficher sa compréhension à l'égard des organisateurs de la tentative d'enlèvement de la gouverneure démocrate du Michigan (qu'il avait préalablement copieusement insultée). Il a installé à la hussarde une nouvelle juge à la Cour Suprême, ultra réactionnaire, très proche de Dieu et... des magnats de l'industrie pétrolière ; avant les élections, il a annoncé qu'il ne respecterait pas un verdict populaire défavorable, se positionnant ouvertement au-dessus des lois. Au lendemain, il a persisté. Qu'il ait pu réellement penser avoir les moyens de faire un coup d'état, nous n'en savons rien et peu importe, son ego n'est pas l'essentiel. L'essentiel est que cette aventure n'était pas du goût des représentants du capital toutes tendances réunies, et donc sans espoir, ainsi que le confirme la décision des deux chambres, donc d'une majorité de républicains, de passer outre le veto de Trump concernant le budget militaire précédemment évoqué. Bon prince le Parti démocrate ne s'est pas fâché, Biden a condamné les... violences des manifestants du mouvement BLM, assuré la police qu'il

ne toucherait pas à ses effectifs ni aux moyens militaires dont elle dispose ; par crainte de provoquer de nouvelles manifestations de masses, il n'a soutenu la gouverneure démocrate menacée que du bout des lèvres, il a laissé faire la désignation de la juge à la Cour Suprême sans mener aucun combat pour entraver une procédure accélérée non conforme aux « usages ». Rien qui puisse contrarier un tant soit peu le camp républicain avant les élections.

L'orientation de la campagne électorale du Parti démocrate avait été donnée dès la fin 2019 par le Lincoln Project (Lincoln, premier président républicain). Lancé fin 2019 par une tribune dans le NYT de quatre notables républicains « conservateurs » en rupture avec Trump (l'un d'eux avait été l'organisateur de la campagne de McCain contre Obama en 2008), ils ont appelé à voter Biden en avril 2020. Une initiative vivement appréciée par *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro* entre autres. Doté d'un bas de laine de 71 millions de dollars, le projet était axé (selon les dires de ses promoteurs) sur la reconquête des républicains ayant fait des études supérieures et des femmes républicaines des banlieues. De nombreuses vidéos du projet Lincoln visaient à faire passer Trump pour un bouffon, un vendeur vaseux, un mauvais modèle ou un misogyne, des choses qui n'apprenaient rien à personne. Il n'était nullement question d'économie, de la sécurité sociale pour tous, du salaire minimum ou de toute autre revendication sociale auxquelles des ouvriers trompés par Trump en 2016 auraient pu être sensibles. Et

pour cause, ces « renégats » y sont tout aussi hostiles que Trump et que... Biden lui-même. Au final Trump a progressé en 2020 dans le vote des républicains et des sympathisants (91%). Il a aussi progressé dans le vote des femmes des banlieues.

Au-delà d'un calcul électoraliste foireux, cette opération avait un sens politique fort, celui de la main tendue aux républicains, la préparation par Biden d'une gestion bipartisane du pouvoir. Son passé en fait l'homme de la situation. Pendant des décennies il a négocié au Congrès des compromis acceptables pour les démocrates et les républicains, au-delà de leurs intérêts de chapelle. Parmi ses hauts faits : avoir convaincu des démocrates réticents de soutenir Bush pour la guerre en Irak en 2003.

Valaient programme du Parti démocrate les discours de Biden et Obama à Flint le 30 octobre, trois jours avant les élections. Ce devait être le clou de la campagne dans l'État du Michigan, un des États clefs des élections. Flint est une ville doublement sinistrée : la désindustrialisation des années 80 a entraîné la fermeture de l'usine de la GM (30 000 emplois) puis, en 2014 le scandale de l'eau contaminée provoqué par l'acharnement du maire et du gouverneur de l'État à tailler dans les dépenses publiques, a entraîné un désastre sanitaire dont les conséquences sont dramatiques encore six ans plus tard ; les responsables, à ce jour n'ont pas été jugés. 47% de la population (majoritairement noire) est en-dessous du seuil de pauvreté, et on jugera donc de la réponse faite à ses attentes à travers ces deux extraits des interventions. Biden : « *Barack Obama a été un grand président des USA, nous avons traversé 8 années sans une seule trace de scandale. Non, pas une trace de scandale* ». Obama : « *Le gouvernement ne va pas résoudre tous les problèmes, mais nous pouvons améliorer les choses, un président ne peut pas à lui seul, résoudre tous les défis auxquels l'économie est confrontée* », a-t-il déclaré, ajoutant que sous un congrès démocrate, « *certaines personnes auront des emplois qui n'auraient pas existé autrement, et certaines personnes auront des soins de santé qui n'auraient pas existé autrement* ». Il a également promis que si Biden et Kamala Harris gagnent la Maison Blanche, « *vous n'aurez pas à penser à eux tous les jours. Vous n'aurez pas à vous disputer avec votre famille à leur sujet tous les jours. Ce ne sera pas aussi épuisant* ». Trump était clivant pas Biden, formidable !! On ne peut dire plus clairement à ceux-là même pour qui un changement radical de politique en leur faveur est une urgence vitale combien celui-ci n'est pas à l'ordre du jour. Le grand reproche à Trump du Parti démocrate est qu'il divise le pays et que Biden, lui, l'unirait. D'où, au lendemain des élections, l'appel aux républicains... pas pressés de répondre, pas plus que de se distinguer de Trump. Il faut dire que les résultats des élections leur laissent tout loisir d'exercer une forte pression sur la future administration Biden.

Si Trump est battu, il a d'une part gagné 12,7 millions d'électeurs entre 2016 et 2020. D'autre part, la majorité démocrate à la chambre des représentants (parlement) se réduit de moitié tandis que les républicains peuvent encore conserver le Sénat – on attend les résultats des élections du 6 janvier en Géorgie. Le calcul que la victoire

démocrate serait assurée par un large rejet de Trump (par ailleurs une réalité) n'a pas fonctionné. C'était sans tenir compte que les huit ans d'Obama au pouvoir n'avaient apporté aucun bien-être à l'immense majorité de la population, ni au prolétariat, ni à la masse des jeunes pas plus qu'aux afro-américains, bien au contraire. Les médias ont mis en évidence un taux record de participation, mais un tiers des électeurs se sont abstenus, ce qui manifeste de leur part une absence totale de confiance dans la possibilité d'un changement par les élections, sentiment très probablement largement partagé par une partie de l'électorat de Biden, contrairement à celui de Trump (pour ceux-ci, à tort ou à raison).

Or le Sénat est une clef du pouvoir. C'est pour cela que son mode d'élection est le plus anti démocratique qui puisse être. Les 100 sénateurs sont élus à raison de deux par État, soit deux pour les 40 millions d'habitants de Californie et deux pour les 580 000 habitants du Wyoming ! Comme le système inique des grands électeurs, il favorise outrageusement les États largement ruraux les moins peuplés et politiquement les plus réactionnaires.

Le Sénat et la chambre forment le Congrès : ce dernier a le pouvoir législatif, mais le Sénat a un droit de veto. Le Sénat a aussi un droit de regard sur le choix des ministres, des juges à la cour suprême et des nominations au « board » de la Réserve fédérale (Fed).

Biden s'accommoderait fort bien d'une majorité républicaine au Sénat car elle lui donnerait argument pour renoncer à toute réforme un tant soit peu sociale vu qu'il n'est ni dans l'intention des démocrates ni dans celle de la direction de l'AFL-CIO d'entreprendre quoi que ce soit pour bousculer les sénateurs. C'est ainsi qu'Obama après avoir perdu la majorité au congrès en 2012 a justifié que l'« Obama care » se fasse au profit... des compagnies d'assurances privées. Rappelons enfin que lorsque Bill Clinton, premier démocrate élu depuis Carter, succède à Georges Bush en 1992, le Parti démocrate est majoritaire dans les deux assemblées du Congrès et qu'il n'y aura aucun retour en arrière sur les mesures ultra-réactionnaires du reaganisme, en particulier aucune remise en cause des lois anti syndicales. La direction de l'AFL-CIO n'en a pas moins régulièrement fait campagne pour le Parti démocrate.

L'échec (très relatif) de Trump marque-t-il, au-delà de l'avenir politique de l'individu, la fin des tentations autoritaires au sein du Parti républicain ? On annonce (*The Guardian*, 01/12/2020) la formation d'un groupe de nouveaux élus au congrès – la « Force de la liberté » – pour combattre le « mal » du socialisme. L'objectif avoué est de devenir l'équivalent du « Squad », un groupe de congressistes démocrates, membres ou proches des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA). « *Le membre élu du Congrès de l'Utah Burgess Owens a déclaré à Fox News : "Nous avons la « Freedom Force » contre le « Squad » ; nous avons un groupe de personnes qui croient en notre pays, qui croient en Dieu, en la famille, au respect des femmes et à l'autorité, et un autre groupe qui déteste tout ce que je viens de mentionner".* » Le socialisme n'étant pas une menace immédiate, sous ce mot, il faut entendre toute prise en charge par l'État des services

publics de base, qu'il s'agisse de santé ou d'éducation et évidemment toute législation contraignant le patronat à garantir une sécurité sociale, des retraites, des indemnités de chômage. Une société du zéro impôt, zéro « charge », raciste, xénophobe et antiscience garantie par un État totalitaire. L'establishment du Parti républicain se laisserait-il séduire, ou préférerait-il s'inscrire dans le jeu du bipartisme, une voie a priori plus susceptible d'endiguer des affrontements sociaux que la dégradation de la situation économique pourrait provoquer ? Pour le moment la coopération semble avoir des bases solides.

Quoiqu'il en soit, les capacités « militaires » du courant trumpiste ont été mises à nu le samedi 14 novembre lors de ce qui devait être la grande manifestation nationale pour la victoire finale de Trump à Washington. Quelques milliers de sympathisants au plus ce qui, en dépit de la présence de groupes ouvertement fascistes, n'avait rien à voir avec un défilé des nazis à Berlin à la fin des années 20. A noter que spontanément ou à l'appel d'associations locales, des contre-manifestants sont venus au contact des suppôts de Trump, des jeunes, beaucoup d'afro-américains. Cela met en évidence qu'il y avait tout à fait la possibilité de balayer les nazillons dans une ville où le mouvement BLM (*Black Lives Matter*) a tenu la rue longuement, affrontant la police, allant jusqu'à occuper les abords de la Maison Blanche et contraignant Trump à retirer la police fédérale. « Trump dégage » aurait été un mot d'ordre populaire chez nombre d'électeurs de Biden et aussi de non votants. Cela aurait été l'opportunité d'une véritable rupture avec le Parti démocrate qu'aucune organisation de « gauche » ou d'« extrême gauche » n'a saisie. On notera que le 13 octobre le Labor Council de l'AFL-CIO (70 000 affiliés) de Rochester (État de New York), après que Trump avait annoncé qu'il ne respecterait pas un vote défavorable, avait adopté la résolution suivante : « [se prononce] *pour un appel de l'AFL-CIO nationale, à toutes ses unions, et à toutes les organisations du mouvement ouvrier pour préparer et mettre en acte une grève générale de tout le peuple travailleur, si nécessaire pour assurer une transition pacifique du pouvoir comme résultat des élections* ». Inutile de préciser que la direction nationale n'a jamais envisagé une telle initiative.

Ce n'est pas pour autant que les grands de Wall Street ne sont pas attentifs à ce qui se peut se passer dans les entreprises. Un article du *World Socialist Web Site* (WSWS) publie les informations suivantes : « *Tout d'abord, vendredi, des informations ont paru dans les médias sur une réunion d'urgence à laquelle ont participé les PDG de grandes entreprises américaines, tôt le matin du 6 novembre, trois jours après l'élection, pour discuter l'affirmation de Trump qu'il avait remporté l'élection. Selon ces informations, la réunion comprenait les dirigeants de Disney, Johnson & Johnson, Walmart, Goldman Sachs, et d'autres sociétés de la liste des 500 plus grandes fortunes. (...) Un article du Financial Times relate : "(...) de nombreux dirigeants ont décidé de soutenir Biden par crainte que le refus de Trump d'accepter le résultat de l'élection ne provoque une explosion sociale"* ». Le *FT* cite Jeffrey Sonnenfeld, un professeur de Yale qui a organisé l'appel et déclare que

« *l'on craignait beaucoup* » que la réaction de Trump à l'élection « *ne conduise à plus de clivages dans le pays plutôt qu'à moins... Ils ne veulent pas de lieux de travail hostiles.* »

Cela confirme que pour les capitalistes US, l'aventurisme de l'apprenti Duce Trump présente aujourd'hui beaucoup trop de risques d'instabilité intérieure.

La direction de l'AFL-CIO est intégrée à l'appareil de propagande du Parti démocrate et à la défense de l'impérialisme US.

Depuis la présidence de Roosevelt, les luttes de classe du prolétariat et de la jeunesse américaine et le mouvement d'émancipation des noirs ont buté sur la collusion ouverte de l'AFL (et du CIO) avec le Parti démocrate. Une collusion d'autant plus pesante que, tout au long de l'histoire, la bourgeoisie américaine, puissamment aidée par les appareils syndicaux et par la trahison du stalinisme, a interdit la formation d'un parti en situation d'ouvrir une perspective politique à la classe ouvrière américaine. Mais la relation de l'AFL-CIO avec le Parti démocrate n'est que la forme conjoncturelle d'un attachement de chair et de sang de la bureaucratie syndicale à l'impérialisme US. Celle-ci n'a pas davantage tenté de dresser la force du prolétariat US contre la loi antisyndicale Taft Hartley en 1947 sous Truman (démocrate) que contre le licenciement de 11 000 contrôleurs aériens en grève par Reagan (républicain) en 1981, une défaite historique du prolétariat US, accélératrice du déclin du syndicalisme ouvrier. La bureaucratie de l'AFL-CIO, corrompue jusqu'à la moelle, carrément mafieuse pour une part au moins, est un suppôt de l'impérialisme que le pouvoir soit démocrate ou républicain. Rien n'est plus éclairant que son invariable position sur les guerres.

Deux exemples. Au début de 1965, alors que l'intervention américaine au Vietnam faisait déjà l'objet de protestations aux USA, le conseil exécutif de l'AFL-CIO s'empressa d'apporter son soutien au président Johnson (démocrate). Son président, George Meany, déclara : « *Nous sommes présents au Sud-Vietnam parce que c'est notre devoir d'y être. Nous avons promis au peuple vietnamien de l'aider à défendre sa liberté. Et nous sommes présents à Saint-Domingue pour la même raison, parce que nous avons promis aux membres de l'Organisation des États américains d'empêcher le castrisme de se répandre dans d'autres pays.* » Deux ans plus tard, alors que la guerre au Vietnam est massivement rejetée aux USA, ce sinistre aveu du vice-président de l'AFL-CIO Joseph Beirne : « *La guerre a pour effet, tant qu'elle dure, de maintenir l'économie à un niveau élevé grâce à un afflux de dollars qui permet d'employer les travailleurs à fabriquer ce qu'il faut pour faire la guerre. Si vous mettiez un terme à tout cela, ces travailleurs ne pourraient pas demain construire leurs maisons* ». Il n'était pas question de dénoncer les criminels profits des marchands d'armes, encore moins de dénoncer la production d'armes comme le nécessaire volant d'entraînement de l'économie capitaliste mais d'y opposer l'idée que la guerre était profitable pour... les ouvriers américain.

Quarante ans plus tard, Bush (républicain) est président. Le 7 octobre 2001, les États-Unis ont commencé de bombardier l'Afghanistan. Deux jours plus tard, le conseil

exécutif de l'AFL-CIO s'offre une double page dans les principaux journaux du pays pour proclamer : « *Nous sommes derrière notre président dans cette riposte contre le terrorisme* ». Il faudrait ajouter la « Résolution 53 : *The War in Iraq* » de l'AFL CIO en 2005, trop longue pour être citée ici mais qui constitue une couverture sans limite des crimes de l'administration Bush.

De 1964 à 2019, le taux de syndicalisation est passé de 30% à 11%. S'il est resté quasiment constant dans le secteur public – autour de 35% – il est passé de 20% à

7,2% dans le privé. Dans les établissements d'enseignement la fédération de l'AFL-CIO (AFT) regroupe 1,2 million de syndiqués, à peine moins de 40% de la catégorie. La bureaucratie a laissé se multiplier les obstacles légaux à la syndicalisation sans aucune tentative de combat ; aujourd'hui mettre en place une section syndicale dans une entreprise relève d'une course d'obstacles dans laquelle les patrons ont tous les moyens en main pour « dissuader » les employés.

2018-2019 : après des décennies d'atonie, d'importants mouvements de grève

Au plan de la lutte de classe du prolétariat américain, la situation a amorcé un changement en 2018. Voici ce qu'indique un communiqué de presse du 11/02/2020 : « *Après des décennies de déclin des grèves, les données sur les arrêts de travail majeurs du Bureau des statistiques du travail (BLS) – y compris les nouvelles données de 2019 publiées ce matin – montrent qu'il y a eu une augmentation substantielle en 2018 et 2019, avec 485 200 travailleurs impliqués dans des arrêts de travail majeurs en 2018 et 425 500 travailleurs impliqués dans des arrêts majeurs en 2019 - ensemble, ils constituent la plus grande moyenne sur deux ans en 35 ans. En 2017, seuls 25 300 travailleurs avaient été impliqués dans des arrêts de travail (...). En 2019, il y a eu 10 arrêts de travail avec au moins 20 000 travailleurs, le plus grand nombre depuis 1993, lorsque le BLS a commencé à fournir des données qui ont permis de suivre les arrêts de travail par taille. La grève la plus importante a impliqué près de 50 000 travailleurs qui ont quitté les usines de General Motors dans tout le pays pendant 6 semaines dans le but d'améliorer la sécurité de l'emploi, d'améliorer les salaires et de maintenir les prestations de soins de santé.* ».

La grève de la GM est emblématique parce qu'elle a exprimé ce que pouvait être la détermination ouvrière ; un ouvrier qui a voté contre (43%) l'accord signé par la direction de l'UAW le formule ainsi dans une interview au *Guardian* : « *Je pensais que cette grève allait être révolutionnaire, un facteur historique, parce que c'est le sentiment que j'ai eu quand nous sommes partis. Je pensais que l'Amérique était promise à une révolution et que notre grève allait l'être* ». Mais l'accord, lui, est emblématique de la trahison de la direction du syndicat. Les grévistes s'opposaient à la fermeture de trois usines (délocalisation) dont une employait 1 400 ouvriers,

l'accord maintient les trois fermetures d'usine, contient de vagues promesses sur la revendication du passage en CDI des employés en CDD, le maintien de la protection sociale et 10% de hausse des salaires sur trois ans sous couvert de la bonne marche de l'entreprise.

Les grèves enseignantes ont été également un indicateur de l'évolution de la situation ces dernières années. 92 grèves dans 21 États depuis 2012, concernant 672 000 enseignants et touchant 6,7 millions de jeunes. 42 étaient illégales en regard du droit dans l'État concerné. C'est en 2018-2019 que la plupart de ces grèves illégales ont eu lieu entraînant 412 000 enseignants. De février à mai 2018, malgré le cadre disloqué de la gestion État par État (pas de ministère de l'éducation nationale aux USA), on a compté plus de 350 000 grévistes dans les 6 États touchés, près de la moitié de ces grèves étant « illégales » c'est-à-dire spontanées. Les revendications concernaient principalement les salaires et les effectifs de classe. Depuis les années 90, les États réduisent les dépenses pour l'éducation, et la récession de 2008 a entraîné un coup d'accélérateur dans les coupes (Oklahoma : -28% de 2008 à 2018). Le personnel est au trois-quarts féminin. Jusqu'au milieu des années 90, le salaire d'une enseignante était équivalent à celui d'une femme du même niveau d'études travaillant dans d'autres secteurs, en 2017 il était inférieur de 17%.

Les résultats de ces mouvements ont été inégaux selon les États mais des augmentations de salaire non négligeables ont parfois été obtenues. A noter, dans ce contexte, la formation de comités parents-enseignants de soutien aux grévistes, tant la dégradation des conditions d'études est une préoccupation majeure pour une large part de la population.

Le mouvement *Black Lives Matter* (BLM) est un mouvement de classe

Avec l'arrivée de la pandémie, des travailleurs du « premier rang » contraints à prendre des risques faute de protection – soignants, enseignants, employés de la distribution (Amazon), usines à viandes, etc. – ont tenté de faire respecter leurs droits. Depuis le début du mois de mars le site *Payday Report* a comptabilisé pas moins de 1 158 grèves sauvages, 600 pendant les deux premières semaines de juin au plus fort du mouvement BLM, en dépit du fait que l'AFL-CIO n'avait ouvert aucune perspective de combat contre la gestion mortifère de la

pandémie par le gouvernement Trump, pas plus que contre les meurtres racistes de la police.

Mais les bureaucrates n'ont pu éviter que des syndicats exigent que les « syndicats » de policiers affiliés à l'AFL-CIO en soient exclus, campagne qui a eu un écho incontestable. Ils n'ont pu davantage empêcher que le combat contre le racisme s'exprime aussi par des grèves. « *Lors des funérailles de George Floyd le 9 juin, les dockers noirs de Charleston, en Caroline du Sud, ont fermé le quatrième port le plus actif du pays et se sont réunis pour montrer leur solidarité avec le mouvement*

Black Lives Matter. « Toutes les opérations ont cessé, les terminaux ont été fermés, aucune machine ne fonctionnait, les camions étaient bloqués sur des kilomètres le long de l'autoroute parce que nous ne faisons rien bouger sur le terminal », a déclaré Ken Riley, docker noir et président de la section 1422 de l'ILA » (*Payday Report*). Le même site reprend une interview (parue dans *Jacobin*) de Clarence Thomas, ancien secrétaire-trésorier de la section locale 10 de l'ILWU à prédominance afro-américaine :

« (...) Le moyen le plus efficace de mettre fin à la terreur policière est d'agir sur le lieu de production. La lutte contre les meurtres de la police et la suprématie blanche est une question de classe. (...) C'est pourquoi il y a un tel effort concerté de la part de ceux qui détiennent le pouvoir pour rendre les travailleurs amnésiques à propos de notre propre histoire. La connaissance de notre passé réel révèle la véritable contradiction entre les intérêts du travail et de ceux qui possèdent les moyens de production. Les syndicats devraient réclamer (...) la révocation de l'adhésion des associations de police à nos « labour councils » (unions locales). Dans de nombreuses villes, la police fait partie des « central labour councils » nous pensons que c'est une contradiction majeure car les policiers ne font pas partie du mouvement ouvrier. Chaque fois qu'il y a une grève, la police est appelée pour

défendre les patrons, intimider les travailleurs, protéger les briseurs de grève. Ils défendent toujours les puissants et les privilégiés ». Il ajoute : « En 2010 nous avons fermé les ports pour demander justice pour Oscar Grant un jeune noir tué par l'officier de police J. Mehsler le jour de l'An. A ma connaissance c'était la première fois de l'histoire moderne du mouvement ouvrier qu'un arrêt de travail était organisé contre la terreur raciste de la police ». Il s'adresse à la jeunesse : « Les jeunes doivent savoir que pour gagner de grands changements le plus important n'est pas le nombre dans les rues, vous avez besoin des ouvriers. Vous devez vous organiser en votre propre nom, indépendamment des partis démocrate et républicain ».

On touche ici à une question fondamentale pour le combat du prolétariat et de la jeunesse : la construction d'un véritable parti de classe, indépendant de la bourgeoisie, de ses gouvernements et de ses partis, un Labor Party. Sans cet instrument, tout combat de classe vient buter sur l'absence de solution gouvernementale ouvrière, elle laisse la place aux auto proclamés « pragmatiques » qui prétendent que des réformes substantielles pourraient être gagnées par le développement d'une aile « gauche » dans le Parti démocrate. Le plus connu d'entre eux est Bernie Sanders.

Sanders, les Democratic Socialists of America (DSA) et la construction d'un Parti ouvrier

Selon *Les Échos* (28/10/20), Wall Street a donné quatre fois plus d'argent à Biden qu'à Trump pour la campagne électorale 2020. Par quel miracle le Parti démocrate pourrait muter en parti des exploités et des opprimés ? Dans l'histoire, bien des partis ouvriers se sont ralliés à l'ordre bourgeois mais on n'a jamais vu des partis bourgeois trahir leur classe ! Ceux qui au sein de la « gauche » US veulent l'ignorer devraient méditer cette déclaration de guerre d'une représentante démocrate de la Virginie à la chambre des représentants, Abigail Spanberger, passée par la CIA. « Cette modérée (sic) a estimé que de nombreux candidats avaient payé le prix de la complaisance de certains démocrates vis-à-vis du slogan « Defund the Police » (« couper les crédits de la police ») martelé lors de manifestations contre les violences policières. Elle a également mis en cause une autre faiblesse sémantique (re sic!) : « Nous ne devons plus jamais utiliser les mots « socialiste » ou « socialisme ». Parce que les gens pensent que cela n'a pas d'importance, mais ça compte (...) » (*Le Monde*, 18/11/2020).

Les stipendiés de Wall Street, qui escomptaient une victoire facile face à Trump avec pour tout programme : « Biden c'est quand même moins pire », se sont empressés de faire retomber la responsabilité de leur échec sur ceux des candidats au Congrès qui avaient fait valoir des revendications sociales et ne réfutaient pas l'étiquette « socialiste ». Si l'étiquette peut être trompeuse, la haine du socialisme de Abigail Spanberger et de l'establishment démocrate est, elle, parfaitement sincère et justifiée du point de vue des intérêts qu'elle représente. Elle sait que des réformes qui paraissent aussi élémentaires, du point de vue des besoins des masses, que la sécurité sociale pour tous ou la gratuité des études universitaires, sont incompatibles avec le maintien du système du profit. Or,

c'est à elles qu'une écrasante majorité des travailleurs et de la jeunesse américaine sont attachés comme le montre les sondages, ainsi que le succès de la campagne de Sanders dans les primaires démocrates comme celui des candidat(e)s soutenus par les *Democratic Socialists of America* (DSA) lors des élections locales et nationales.

Bien qu'il n'ait pratiquement rien repris du programme qu'il défendait, Sanders s'est rallié à Biden, comme il l'avait fait en 2016 pour Hillary Clinton. En participant aux primaires du Parti démocrate, il a fait barrage à une frange de militants, au sein du DSA mais aussi de nombreuses instances syndicales, et de jeunes pour aller vers la constitution d'un parti ouvrier. En réalité, il joue le rôle de rabatteur au profit du Parti démocrate. Pour comprendre les racines de sa capitulation, il faut revenir au compte rendu d'un débat avec Hillary Clinton en 2016, dans le cadre des primaires démocrates dans la ville de Flint (déjà !). Sanders : « La secrétaire d'État Clinton a soutenu pratiquement tous les accords commerciaux désastreux rédigés par les entreprises américaines. L'ALENA (permet aux patrons de l'industrie automobile US de faire produire à bas coût au Mexique), soutenu par la secrétaire, a coûté 800 000 emplois dans tout le pays, des dizaines de milliers d'emplois dans le Midwest. Des relations commerciales normales et permanentes avec la Chine nous ont coûté des millions d'emplois. Écoutez, j'étais sur un piquet de grève au début des années 1990 contre l'ALENA parce qu'il n'était pas nécessaire d'avoir un doctorat en économie pour comprendre que les travailleurs américains ne devraient pas être obligés de concurrencer les Mexicains qui gagnent 25 cents de l'heure (applaudissements). Et la raison pour laquelle j'ai été l'un des premiers, et non l'un des derniers à m'opposer au TPP (« Trans-Pacific Partnership ») est que les

travailleurs américains ne devraient pas être forcés de concurrencer les gens qui, au Vietnam, gagnent aujourd'hui un salaire minimum de 0,65 \$ de l'heure. Écoutez, ce que nous devons faire, c'est dire aux entreprises américaines qu'elles ne peuvent pas continuer à fermer. Nous avons perdu 60 000 usines depuis 2001. Elles vont commencer à devoir, si je suis président, investir dans ce pays - pas en Chine, pas au Mexique ».

Ce n'est pas calomnier le sénateur du Vermont que de constater que Trump s'est engagé sur cette voie, et que, quatre ans plus tard, le résultat relativement aux objectifs proclamés de relocalisation, est un échec : « *En dépit des promesses de réindustrialisation de Donald Trump, plus de 1 800 usines américaines ont fermé durant son premier mandat, dont l'aciérie AK Steel, en banlieue de Détroit (Michigan). Selon de récents chiffres du département du Travail, le premier mandat de Donald Trump a vu plus de 311 000 emplois américains être délocalisés, en dépit d'une longue guerre commerciale censée inverser la vapeur. Début 2020, les fameux tarifs sur l'acier et l'aluminium introduits en 2018 n'avaient généré que 2 000 nouveaux emplois dans l'industrie métallurgique américaine. Une récente étude de l'Economic Policy Institute indiquait que, rien que durant les deux premières années de la présidence Trump, plus de 1 800 usines avaient fermé aux États-Unis. Et tout cela avant le séisme économique de la pandémie de Covid-19* ». Américain ou pas, la raison d'être du capitalisme est la production de profit et plus précisément la recherche du taux de profit maximum et on le prend là où il est, un point c'est tout.

L'appréciation de Sanders sur les guerres impérialistes (qu'il n'appelle pas ainsi). Au paragraphe « #StopEndlesswars » (arrêt des guerres sans fin) de son programme encore affiché sur le site de sa campagne (*Our Revolution*) on lit : « *Les USA ont été en guerre les 18 dernières années sans objectif clair et sans limite* ». Sans objectif ? Sans objectif l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak ? Si l'on veut dire que l'objectif de ces guerres qui déchaînent la terreur sur les populations de ces pays n'a rien à voir avec une lutte contre le terrorisme en Occident (auquel, au contraire, elles ouvrent un boulevard) certainement. Mais comment peut-on ignorer les vrais objectifs de l'impérialisme US : assurer sa domination sur la planète, s'approprié au meilleur compte les ressources (ici le pétrole), sécuriser les couloirs de circulation des marchandises, isoler les états rétifs (Iran) ... ? Et s'il est légitime de s'indigner que « *les contribuables US aient dû payer plus de 2800 milliards de dollars au complexe militaro-industriel* », pourquoi taire que l'économie d'armement est le respirateur artificiel du capitalisme US au moins depuis le... passage à l'économie de guerre en 1942, étape décisive pour le « succès » du New Deal, comme nous l'avons établi plus haut ? Et la gigantesque puissance militaire, c'est « le gros bâton » (« *big stick policy* ») de Roosevelt qui, déjà au début du XXe siècle affirmait le droit des USA à intervenir unilatéralement partout en Amérique hors de leurs frontières. Ce, avant que la première guerre mondiale ne leur offre l'opportunité d'affirmer leurs prétentions à la première place mondiale, grâce aux progrès exponentiels de leur industrie. Comme nous l'avons déjà montré, pour

l'impérialisme US le militarisme et les guerres ne sont pas une variable d'ajustement, mais une condition d'existence. Le parti des *Democratic Socialists of America* (DSA) a soutenu Sanders lors de la campagne des primaires mais, nationalement, il n'a pas appelé à voter Biden ; ils ont fait campagne dans les élections locales ou d'États dans lesquelles ils soutenaient des candidats. Mais le fait de s'être alignés en soutien à Sanders lors des primaires, c'est la caution d'une participation aux primaires démocrates. Cette organisation a connu un essor considérable ces dernières années (6 000 en 2015, 60 000 en 2019, plus de 80 000 aujourd'hui) exprimant, au moins pour une partie de ses militants, la recherche d'une issue politique en rupture avec le capitalisme et les deux grands partis bourgeois. La place qu'a prise l'ascension politique d'Alexandria Ocasio-Cortez (dans la presse : « AOC ») dans le développement de cette organisation est significative des aspirations d'une fraction de la jeunesse en même temps que des grandes faiblesses politiques de ce mouvement. Issue d'une famille ouvrière du Queens, quartier le plus défavorisé de New York, elle était serveuse dans un bar 6 mois avant les élections de *mid term* en 2018 après avoir dû interrompre ses études à la suite du décès de son père. Elle avait 28 ans. Dans les primaires pour l'investiture démocrate elle affrontait un boss du parti, successeur désigné de Nancy Pelosi à la présidence de la chambre. Elle a fait une campagne de terrain (194 000 de dollars) lui de télé (3,4 millions de dollars). Son programme s'adressait à une population appartenant très majoritairement aux minorités : sécurité sociale pour tous, fermeture de l'agence qui pourchasse les migrants illégaux pour les expulser (ICE, 6,7 milliards de dollars en 2019), création d'emplois fédéraux garantis. Son succès aux primaires (57%), puis aux élections (78,2%), lors desquelles le boss s'était maintenu (6,6%) a eu un retentissement national.

Au lendemain du vote des primaires, les DSA ont enregistré 1 152 adhésions, 35 fois plus que la moyenne quotidienne. *Merriam-webster* (site de dictionnaires) rapporte que les recherches sur le mot « socialisme » ont connu une hausse de 1 500% après son succès. Lors d'une interview à *South by Southwest*, s'expliquant sur le « socialisme », AOC indique que le capitalisme est « irréparable » puis elle ajoute : « *alors qu'il y a cette crainte que le gouvernement prenne le contrôle de chaque entreprise, nous devrions avoir peur en ce moment parce que les entreprises ont pris le contrôle de notre pays. (...) Il s'agit d'apporter la démocratie sur le lieu de travail afin que nous ayons notre mot à dire (...). Parce qu'au bout du compte, en tant que travailleurs et en tant que personnes dans la société, c'est nous qui créons la richesse* » (*The Independent*, 10/03/19).

Mais si la revendication des droits syndicaux dans les entreprises est de toute première importance, revendiquer comme elle le fait dans la suite de l'interview d'avoir « son mot à dire » dans la gestion des entreprises est une autre chose : c'est la porte ouverte à la cogestion, c'est-à-dire l'obligation pour les syndicats de prendre en compte les intérêts du capital, à l'opposé de l'appropriation de la richesse par ceux qui la produisent. Pourtant, si ce sont les travailleurs qui créent la richesse, quelle est la légitimité

de la propriété des capitalistes ? L'appropriation collective des moyens de production et des banques, c'est le contenu pratique du socialisme, c'est ce à quoi les sociaux-démocrates ont renoncé depuis plus d'un siècle au nom des réformes immédiates. Aujourd'hui, lorsqu'ils sont encore en situation de gouverner comme ils l'ont été récemment en France, leur action s'inscrit dans la liquidation des conquêtes ouvrières : sécurité sociale, droits du travail, enseignement public conformément aux exigences de la bourgeoisie !

Dans un article de *Jacobin* du 1^{er} novembre 2020, sous le titre « La pandémie a mis en évidence les failles fondamentales du marché libre », la question de la propriété est abordée d'abord sous l'angle particulier du droit à la santé : « *(une société) où l'État, plutôt que le capital privé, est le maître d'œuvre de nos systèmes de soins de santé ; où la production et la distribution des biens vitaux sont planifiées démocratiquement plutôt que d'être laissées aux caprices du marché. Concevoir une telle société implique nécessairement de remettre en cause l'impératif du marché, en particulier dans les domaines - comme les soins de santé - qui fournissent des services vitaux. L'industrie pharmaceutique devrait être socialisée et les hôpitaux privés devraient être propriété publique* ». Puis l'article élargit la perspective : « *Plus généralement, nous avons besoin d'une économie gérée démocratiquement pour orienter la production et le développement technologique vers l'amélioration de la qualité de vie de la grande majorité de l'humanité. Si nous devons remplacer les bénéfiques à court terme pour une minorité par les besoins humains pour la majorité comme moteur de la prise de décision, alors nous avons besoin d'un État démocratique pour mener à bien un tel programme. L'État, plutôt que le marché, serait le gardien des innovations dans le domaine des soins de santé et des autres technologies. Les ressources destinées à la recherche de méthodes de production plus efficaces et plus durables seraient systématisées. L'allocation des ressources dans la société serait organisée par un secteur financier nationalisé. Les détails de la mise en place d'une économie planifiée sont à débattre, et la création d'une société dans laquelle les institutions de l'État répondent aux besoins de la grande majorité plutôt qu'à ceux d'une élite d'entreprises nécessitera un énorme combat sur le long terme* ». Un « secteur financier nationalisé » ? Ici commencerait la réalisation des conditions économiques d'une société socialiste, cela pourrait devenir un objectif du Parti démocrate ?

Mais personne d'un peu sensé ne peut l'imaginer une seule seconde. Alors se pose la question de savoir si le S dans DSA est autre chose qu'un facteur de confusion et si la direction de cette organisation est véritablement orientée sur la construction d'un parti indépendant, d'un Labor Party ? La réponse se trouve dans le programme publié sur le site des DSA. A la question : « *N'êtes-vous pas un parti en compétition avec le Parti démocrate pour les élections et le soutien ?* » La réponse est très claire : « *Non, nous ne sommes pas un parti séparé. Comme nos amis et alliés des mouvements féministes, des travailleurs, des droits civils, religieux, beaucoup d'entre nous ont été actifs dans le PD. Nous travaillons avec ces mouvements pour renforcer l'aile gauche du parti, représenté par le Caucus des Progressistes du Congrès* ».

Mais il faut encore préciser : le DSA n'est pas l'embryon d'un parti ouvrier. Ce n'est pas un parti. Il se définit lui-même comme un « mouvement ». L'une des dirigeants du DSA explique : « *Notre stratégie n'est pas pour l'heure de construire un troisième parti. En clair, l'idée est de marcher dans les pas de Sanders, en « soutenant des candidats de gauche à l'intérieur du Parti démocrate* ». Elle poursuit : « *Nous sommes toujours une organisation politique, pas un parti, mais opposons les visions de nos candidats soutenus et de nos campagnes à celles d'une direction du Parti démocrate qui n'écoute pas les gens de la classe ouvrière et n'investit pas dans la construction d'un pouvoir populaire* ». Autrement dit, il s'agit de combattre la « direction » du Parti démocrate, mais en aucun cas de rompre avec lui.

Ainsi, il ne faut faire preuve d'aucune ambiguïté : si des révolutionnaires peuvent éventuellement intervenir au sein des DSA pour y défendre le combat pour le socialisme en s'appuyant sur les aspirations saines d'une partie de ses membres, cela ne peut se faire qu'en opposant à l'illusion d'une subversion progressiste du Parti démocrate la nécessité de construire un parti de classe indépendant, un Labor party.

De ce point de vue, si la défaite d'Hillary Clinton en 2016 avait évité à Sanders et autres défenseurs de la ligne de la pression à gauche à l'intérieur du Parti démocrate d'être confrontés à la réalité de leur politique, l'élection de Biden va confronter la « gauche » aux choix de classe du président Biden et de son équipe. Que cette réflexion conduise une partie de ces militants à s'engager dans la construction d'un parti ouvrier dépend avant tout d'un engagement massif du prolétariat dans le combat pour la défense de ses intérêts de classe.

Le gouvernement Biden déjà à l'épreuve des réalités

Un plan de relance de près de 900 milliards de dollars, dont moins de 200 milliards pour « le versement direct de 600 dollars par adulte et par enfant à la plupart des familles américaines et des paiements supplémentaires aux millions de personnes qui ont été mises au chômage pendant la pandémie » (France 24, 22/12/2020), a été adopté après des mois de palabres au Congrès. Trump, après s'y être opposé a finalement dû s'exécuter et a même surenchéri demandant que le chèque passe à 2 000 dollars. Le chef des républicains au Sénat l'a alors désavoué.

Mais le plus intéressant, ce sont les réactions au sein du Parti démocrate. Larry Summers est un conseiller économique de Biden pour la transition. A l'image de très nombreuses personnalités pressenties pour faire partie du gouvernement, il a fait ses preuves dans le sérail : secrétaire au Trésor sous Clinton, directeur du Conseil Économique National sous Obama, il a aussi été chef économiste de la Banque Mondiale. Le 24 décembre 2020, sous le sapin, il a donné une interview à Bloomberg dans laquelle il juge les « stimulus checks » de 2 000 dollars une proposition qui « n'a pas beaucoup de sens ». Il précise : « *Je ne suis même pas sûr* ».

d'être vraiment enthousiaste pour les chèques de 600 dollars ». Pour lui : « Le problème n'est pas que les Américains ne veulent pas dépenser mais qu'ils ne le peuvent pas parce qu'ils ne peuvent pas prendre un avion ou aller au restaurant ». Pour les Américains menacés d'insuffisance alimentaire en cette fin de mois (1 Américain sur 6 et 1 enfant sur 4), pour les 14 millions de ménages qui risquent d'être expulsés de leur logement, le problème n'est pas la rareté des vols et on ne fera pas l'injure à Larry Summers de l'ignorer. Il s'adresse simplement aux siens, sans fard. Biden l'a choisi pour conseiller en pleine connaissance de cause, mais il préférerait pouvoir faire semblant de concilier les deux camps, ce qui ne vaut que jusqu'au moment de prendre les décisions. Précisément nous y sommes.

Le petit jeu de Trump ayant rouvert le débat sur le chèque de 2 000 dollars, les démocrates ont fait passer la proposition à la chambre des représentants, en principe sans risque, puisque les républicains s'y opposeraient au Sénat. Mais le veto de Trump sur le budget militaire donnait aux démocrates la possibilité d'exercer un chantage : budget militaire contre chèque. « Les démocrates n'étaient pas mécontents de mettre en relief « l'absence de compassion » des républicains, ce à quelques jours des élections en Géorgie qui vont décider de la majorité au Sénat. En début d'après-midi, ils ont estimé que la démonstration avait été faite – selon un sondage Data

For Progress, 62 % des Américains blâment les chefs républicains pour le non-passage de l'indemnité de 2 000 dollars. Ils ont voté pour clore le débat (par 80 voix contre 12) » (*Le Monde*, 02/01/2021).

Pour être tout à fait clair, dans ce cas, le vote pour le budget militaire était en même temps un vote contre le chèque de 2 000 dollars, être minoritaire au Sénat n'est décidément pas un obstacle pour protéger Wall Street en sauvant les apparences. La composition du gouvernement participe de la même mise en scène avec un appel ostensible à des femmes, des afro-américains, un amérindien, un homosexuel... Comme Kamala Harris, dans la « diversité », ils ont un point commun : leur parfaite intégration des valeurs de la République américaine. Ainsi Lloyd Austin : « Ancien des guerres en Irak et en Afghanistan, [il] est le choix de Joe Biden pour diriger le Pentagone, le puissant et stratégique ministère américaine de la défense. Ce général afro-américain, qui a fait la rencontre de Joe Biden sous la présidence Obama, avait notamment supervisé le retrait de 50.000 soldats américains d'Irak en 2011. Retraité, il avait converti ses 40 ans d'expérience dans le privé, siégeant au conseil d'administration de Raytheon Technologies, la 3e plus grosse entreprise d'armement au monde » (*LCI*, 18/12/2020).

**« La classe ouvrière et la classe patronale n'ont rien en commun » :
la nécessité de construire un Labor Party**

Le 20 janvier 1905, la conférence constitutive des *Industrial Workers of the World* (IWW), premier vrai syndicat de classe aux USA, avait adopté une constitution dont le préambule affirmait : « La classe ouvrière et la classe patronale n'ont rien en commun ». La classe ouvrière, la jeunesse, les minorités opprimées n'ont aucun intérêt en commun avec les défenseurs de l'impérialisme américain. L'illusion d'un progrès social compatible avec le maintien de la propriété privée des moyens de production et du système financier va se heurter brutalement aux mesures que le gouvernement Biden va devoir prendre pour faire face à la crise du capitalisme. Pour la « gauche » qui voudrait faire son nid dans le Parti démocrate, l'expérience des quatre années à venir s'annonce redoutable ; au moins en 2016, l'échec d'Hillary Clinton lui avait-il permis d'entretenir l'illusion. On apprend qu'en guise de « réforme » de la police, 45 afro-américains ont été abattu par les forces de police depuis l'assassinat de Georges Floyd. C'est la réalité d'un appareil d'état qui s'est construit dans la protection des propriétaires d'esclaves et dans les guerres de conquête impérialistes, à commencer par le génocide des amérindiens. Dans le régime capitaliste, il n'y a pas plus de place pour une police « démocratique » que pour une planification démocratique de la production. L'alternative s'appelle le socialisme, il lui faut un parti et celui-ci ne peut se construire que dans des affrontements de classe dans lesquels la force du prolétariat lui permettra de prendre confiance dans sa capacité à prendre le pouvoir.

Or, tout laisse à penser que de nouveaux développements dans la lutte de classe sont inévitables. Comme l'a longuement montré cet article, la pandémie et la crise du capitalisme font des ravages dans la classe ouvrière aux

États-Unis et plongent des millions de travailleurs et de jeunes dans la barbarie. Il va sans dire que du point de vue de ces masses, un chèque de 600 dollars ou de 2 000 dollars, ce n'est pas la même chose, mais il faut préciser que cela n'a rien à voir et est même opposé à ce que serait un système pérenne de protection sociale que le capitalisme ne peut aujourd'hui concéder sauf à être menacé de tout perdre. Dans le même temps, les marchés d'actions continuent de s'envoler, et une extrême minorité profite ainsi de la crise pour s'enrichir davantage.

Dans les mois qui viennent, le capitalisme en crise va exiger une prise en charge toujours plus grande de ses pertes par l'État et corrélativement de nouvelles attaques contre les conditions d'existence et de travail de la grande majorité des masses américaines. Cela conduira nécessairement à un renforcement de l'appareil policier et à l'intensification de la répression contre les masses. Dans cette situation, il semble impossible que la jeunesse et les travailleurs ne cherchent pas à résister et ne tentent pas de combattre le sort qui leur est fait. L'enjeu de ces combats sera dans le développement d'une avant-garde affrontant la bureaucratie syndicale et ouvrant la voie à la construction d'un véritable Labor Party. Nous reprendrons la conclusion de CPS n° 66 :

« Un Labor Party permettant de poser la question du pouvoir. Pour cela il faut un programme. Pour impulser et préciser à chaque moment ce programme, pour permettre à un tel parti de jouer son rôle, il faut une avant-garde organisée sur le programme de la révolution prolétarienne. Le combat pour le parti ouvrier s'inscrit comme transition dans la perspective de la construction du parti ouvrier révolutionnaire. »

Dernière minute

Quelques centaines de petits blancs enragés ont forcé les portes du Capitole avec la complicité d'un dispositif de police délibérément insuffisant, (115 cops au lieu des 5000 lors des manifestations BLM), voire complaisant. Aussitôt, partout dans le monde, les admirateurs du veau d'or US s'alarment « le phare de la démocratie est en danger » ! Comme si dans l'exercice même des droits que leur confèrent les institutions, en toute légalité donc, les gouvernements US n'avaient pas, depuis plus de deux siècles usé de la plus féroce violence pour conquérir des territoires, des marchés, maintenir les noirs en situation d'infériorité, mater les ouvriers révoltés...

Mais pour les vrais maîtres du pays, ceux pour qui les institutions sont l'outil du maintien de leurs privilèges, Trump a dépassé les bornes. Auparavant, à deux reprises, des grands patrons capitalistes avaient demandé une passation de pouvoir dans l'ordre. Cette fois la protestation est générale. « Assaut impensable contre la démocratie », « anarchie », « dégoût » : des grands noms du monde des affaires aux États-Unis ont vivement condamné mercredi les violences au Capitole causées par des partisans de Donald Trump et exhorté le président sortant à intervenir et à accepter le choix des électeurs. (...). « *Nous valons mieux que ça* », a affirmé le patron de la plus grande banque du pays J-P Morgan Chase, Jamie Dimon, en condamnant « fermement » dans un tweet les agissements des manifestants. (...). A la tête de la banque Citigroup, Michael Corbat s'est, lui, dit « dégoûté » par les événements. (...). « *Le chaos dans la capitale de la nation est la conséquence d'efforts illégaux pour changer les résultats légitimes d'une élection démocratique* », a aussi fustigé le lobby Business Roundtable, qui représente les plus grandes entreprises américaines. Le groupe, qui regroupe des fleurons américains allant d'Apple à Boeing, en passant par American Express ou Best Buy, a dans la foulée appelé « *le président et les autorités à mettre fin au chaos et à faciliter une transition politique pacifique* ». La Chambre américaine du Commerce a également exhorté dans le courant de l'après-midi à « *cesser immédiatement les attaques* » contre le Capitole. « *Le président sortant a incité à la violence dans une tentative de garder le pouvoir, et tout élu qui le défend viole son serment à la Constitution et rejette la démocratie au profit de l'anarchie* », a de son côté réagi l'Association nationale des fabricants dans un communiqué. (*Sud-Ouest*, 07/01/2021) ».

Toute honte bue, Trump a condamné à son tour l'assaut au Capitole qu'il avait provoqué et les rats quittent le navire : « *La ministre américaine de l'Éducation, Betsy Devos, est devenue jeudi 7 janvier la deuxième membre du cabinet de Donald Trump à annoncer sa démission, après l'assaut de partisans du président contre le Capitole, la veille. "Il est indéniable que votre rhétorique a eu un impact sur la situation, et c'est un point de bascule pour moi", accuse la ministre dans une lettre adressée à Donald Trump. Betsy DeVos, milliardaire et ministre très controversée, était en poste depuis le début du mandat de Donald Trump. Son frère est le fondateur de Blackwater l'agence paramilitaire US (dont 4 de ses membres emprisonnés pour des crimes accomplis en Irak venaient d'être amnistiés par Trump). Quelques heures plus tôt, la ministre des Transports, Elaine Chao, avait elle aussi annoncé sa démission, évoquant son « trouble » face à l'invasion du Congrès américain mercredi. « Notre pays a vécu un événement traumatisant, totalement évitable (...) qui m'a tellement troublée que je ne peux pas l'ignorer », a justifié dans un communiqué celle qui est aussi l'épouse du chef des sénateurs républicains, Mitch McConnell.* » (*Le Figaro*, 8/01).

Cette débandade finale ne doit pas dissimuler deux faits majeurs : d'une part, avec Trump à sa tête on non, le national populisme a encore de beaux jours devant lui aux USA ; d'autre part, Président poli ou Président voyou, l'impérialisme c'est la réaction sur toute la ligne.



Enseignement public

Conforté par le désarroi des enseignants et la collaboration totale des dirigeants syndicaux, le gouvernement entend parachever la liquidation des statuts et la dislocation de l'enseignement public

Le 11 janvier, Castex annonçait une nouvelle prolongation de « l'état d'urgence sanitaire » jusqu'en juin 2020. En fait, par le mécanisme de « sortie de l'état d'urgence » qui maintiendrait l'essentiel des aspects de l'état d'exception jusqu'en décembre 2021, c'est pour la totalité de l'année civile que le gouvernement s'octroie des pouvoirs spéciaux, notamment celui de suspendre les libertés démocratiques.

Il n'est pas nécessaire de développer un long argumentaire dans *Combattre pour le socialisme* pour démontrer que cet « état d'urgence sanitaire » n'a de sanitaire que l'adjectif qualificatif qui figure dans son intitulé – et tout de l'état d'urgence stricto sensu qui a été institué en France en 1955, au moment de la guerre d'Algérie, utilisé au premier chef à l'encontre des masses algériennes en lutte pour leur indépendance mais aussi, en France, contre le mouvement ouvrier et le droit de manifestation. L'éditorial de *Combattre pour le socialisme* revient sur l'arsenal de mesures prises par le gouvernement pour avancer vers la mise en place d'un État policier, centré sur la loi « sécurité globale » : du point de vue du gouvernement, la « sortie » de l'état d'urgence sanitaire pourra être réellement décidée lorsque tous les éléments anti-démocratiques de ce dispositif seront devenus la « norme » de l'État français.

Pour les enseignants et personnels de l'enseignement public, cela signifie en outre que le gouvernement s'arroge le droit de disposer à sa guise de leurs conditions de travail, du calendrier scolaire lui-même. Quant à la jeunesse scolarisée : la situation effroyable de plus de 2 millions d'étudiants privés d'accès aux universités et pour beaucoup précipités dans une situation matérielle dramatique, celle des écoliers soumis à l'inverse à des « protocoles sanitaires » inapplicables (et désormais invités à se restaurer dans la cour de récréation en plein hiver !), en passant par les lycéens confrontés à des conditions d'études inégales et définies localement ou les collégiens entassés toute la journée dans une unique salle

de classe – tout montre qu'il n'y a pas plus de cohérence éducative que de cohérence sanitaire dans les décisions du gouvernement, la nécessité d'envoyer les élèves mineurs à l'école pour que leurs parents puissent travailler étant le seul impératif.

La première victime de la pandémie, en France, a été un enseignant : les enseignants et personnels fulminent quotidiennement d'entendre Blanquer nier constamment l'importance de l'enseignement public comme vecteur de propagation du virus, jusqu'à écarter toute mesure sanitaire spécifique dans ce secteur. Mais, s'il ne fait rien sur le plan sanitaire, le gouvernement avance au contraire à pas de géants dans la réalisation de ses objectifs : démanteler de fond en comble l'enseignement public au compte des capitalistes, et pour cela en finir avec les statuts enseignants.

Cela n'empêche nullement Benoît Teste, le secrétaire général de la FSU, qui regroupe en son sein les principaux syndicats à tous les niveaux de l'enseignement public (enseignement professionnel excepté), de trouver de bons côtés à cette situation. Dans un entretien accordé au *Café Pédagogique* du 13 janvier, et tout en faisant des phrases sur le « manque d'anticipation » du gouvernement, il affirme : « *La crise est utilisée par le ministère pour développer un discours sur le thème du "on peut faire mieux avec moins de moyens". Ça a un côté positif : le volontarisme. Mais cela laisse penser qu'on peut fonctionner sans moyens supplémentaires et que la crise ne change rien pour l'École.* » S'il y a un « côté positif » à la politique du gouvernement, alors il est possible de dialoguer avec Blanquer sur la mise en place de sa politique. Dans les faits, la rhétorique caoutchouteuse de Teste couvre effectivement une situation de quasi-osmose entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement – les premiers étant systématiquement associés aux contre-réformes du second, et se battant même avec la dernière énergie pour y être associés jusqu'au bout.

Du 11 mai 2020 au vote du budget 2021 : les enseignants lâchés par les dirigeants syndicaux

Ce n'est pas peu dire que d'affirmer le désarroi généralisé qui sévit actuellement dans les salles des profs et salles des maîtres aujourd'hui : moins que jamais, le corps enseignant ne semble en mesure de faire face à la politique du gouvernement en lui présentant un front uni, ordonné par des mots d'ordres clairs. Cette situation ne vient pas de nulle part et doit tout au rôle joué par les dirigeants syndicaux depuis la mise en place de l'« état d'urgence sanitaire ».

Le confinement institué fin mars 2020 – une mesure en soi aberrante, qui découlait de l'incapacité du gouvernement à

faire face à la pandémie en raison de la gabegie sanitaire dont ses prédécesseurs et lui-même portent la responsabilité – avait été mis en place au lendemain d'une défaite historique du prolétariat, avec l'adoption définitive de la « réforme »-destruction des retraites, particulièrement violente à l'encontre des enseignants. Une volonté de résistance très significative n'en a pas moins cherché à s'exprimer parmi les enseignants, les personnels et les familles lorsque le gouvernement Macron-Philippe a voulu imposer sa réouverture des établissements scolaires à partir du 11 mai : il s'agissait

moins de prolonger le confinement que de s'opposer à un dispositif exclusivement conçu pour complaire aux exigences du MEDEF, au mépris des risques sanitaires. La direction du SNES, entre autres, a dû prendre la mesure de cette volonté de résistance, puisqu'elle énonçait une dizaine de jours avant le 11 mai un « ultimatum » au gouvernement... pour que les conditions sanitaires de la réouverture fussent réunies. Au pied du mur, toutefois, les enseignants constataient qu'ils étaient invités à discuter localement de la mise en œuvre du « protocole sanitaire » aberrant et inapplicable, ou à invoquer leur « droit de retrait » individuel. Ils étaient ainsi livrés pieds et poings liés au gouvernement, qui a pu expérimenter à sa guise un système d'école « au volontariat » des parents en mai, ou des enseignements dérogatoires aux programmes et aux statuts au travers des 2S2C.

En novembre, alors même que la situation sanitaire connaissait une aggravation et que le ministère n'avait cessé d'« alléger » son protocole, les enseignants d'un certain nombre de lycées et lycées professionnels se mobilisaient spontanément pour exiger la mise en place de demi-groupes alternés, sans mise en place d'un enseignement à distance qui doublerait leur service : la direction du SNES a dû en tenir compte, qui a appelé à une journée de grève nationale. Mais elle a, dans le même temps, occulté la revendication réelle des enseignants au profit de demandes vagues, compatibles avec la poursuite du « dialogue social » : dans ces conditions, Blanquer a pu dicter la mise en place de dispositifs locaux, établissement

par établissement, au bon vouloir de la hiérarchie locale, et incluant la possibilité d'un « enseignement hybride » additionnant présentiel et distanciel.

Même scénario lorsque les personnels affectés à la surveillance et à l'accompagnement éducatif des élèves, les AED, ont fait montre d'une volonté particulièrement prononcée de se mobiliser : placés en effet en première ligne face au risque de contamination, ces personnels sont en effet les plus précaires, souvent soumis à des conditions de travail abusives par des chefs d'établissements zélés. Mais la satisfaction des revendications des AED – ces derniers en ont parfaitement conscience - ne pourrait être envisagée qu'à travers la jonction avec la mobilisation générale des enseignants et personnels : c'est précisément ce à quoi la direction du SNES a coupé court, en appelant à une journée de grève nationale des seuls AED le 1^{er} décembre.

Ainsi, de manière méthodique, les dirigeants syndicaux ont œuvré à étouffer tout départ de feu potentiel au sein des établissements d'enseignement public, œuvrant au contraire à la dislocation établissement par établissement ou corps de métier par corps de métier. La journée de grève du 26 janvier, appelée deux mois après le vote du budget pour « les salaires, les postes et les conditions de travail » est du même tonneau : et les réunions syndicales appelées dans les établissements pour « préparer » cette grève, souvent ignorées par les enseignants, soulignent le bilan du travail de sape déjà effectué.

Samuel Paty a été livré en pâture par sa hiérarchie : les dirigeants de la FSU déroulent le tapis rouge à l'« union nationale » avec le gouvernement

Le 16 octobre, Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie dans un collège de Conflans-Sainte-Honorine (78) était décapité par un jeune fanatique dans le prolongement d'une cabale montée contre lui par un « parent d'élève » lié à un groupuscule islamiste. Le soir même, Macron se précipitait sur les lieux pour dénoncer un « attentat » et appeler à l'union nationale « contre le terrorisme ». La direction nationale du SNES, dont la voix était alors cruciale, emboîtait le pas à Macron dans son communiqué du 17 octobre : « *Attaquer un professeur, c'est attaquer un pilier de notre démocratie et notre République. Le SNES-FSU rappelle son attachement indéfectible à la liberté d'expression. Cet impératif ne doit pas céder et ne cédera jamais devant le terrorisme.* »

« Liberté d'expression » ? « Terrorisme » ? Les termes sont saugrenus dès lors qu'on évoque le meurtre d'un enseignant en rapport à son enseignement autour de la laïcité – un terme qui ne figure même pas, lui, dans le communiqué de la direction du SNES. Il n'est pas question de « liberté d'expression » dans le cheminement qui a conduit de la mise en cause d'un enseignant jusqu'à son meurtre barbare : mais bien du processus qui a conduit cet enseignant à être isolé, livré sans aucune protection à tout bourreau potentiel. Le SNES est implanté au collège de Samuel Paty, la presse a dans les semaines qui ont suivi son meurtre fait état d'échanges parfois virulents entre les enseignants au sujet du cours mis en cause par une élève et son père. Le SNES académique pouvait, pour le moins,

faire toute la lumière sur cette affaire. La direction du SNES a choisi de reprendre d'emblée à son compte les termes de Macron, dans le sens de l'union nationale, jusqu'à la manifestation commune avec Blanquer sur la place de la République le 18 octobre.

La reconstitution des faits communiqués par la presse permet au contraire d'affirmer, comme l'a fait le courant Front unique dans la *Lettre de liaison* du 28 octobre : Samuel Paty a été « isolé, mis en cause, livré en pâture par sa hiérarchie » (voir : <http://www.frontunique.com>). Ainsi, Samuel Paty a été sommé de s'excuser auprès des familles par sa supérieure hiérarchique ; il a fait l'objet d'un « rappel sur la laïcité » à l'issue d'une visite de l'« équipe valeurs de la République » instituée dans tous les rectorats par Blanquer ; l'imam salafiste à l'origine de la cabale a été reçu ès qualité au sein de l'établissement ; les renseignements territoriaux des Yvelines, la rectrice de Versailles, l'inspection générale, Blanquer lui-même sont intervenus tour à tour pour évacuer toute « faute » de la part de la hiérarchie... à l'exception de la « faute » attribuée à l'enseignant assassiné. Or, c'est précisément ce mécanisme conduisant à livrer des enseignants en pâture aux « parents d'élèves », chevaux de Troie de la réaction dans l'enseignement public, qui est à la source de l'émotion vive ressentie par les enseignants à l'annonce de l'assassinat.

Et ce mécanisme a vocation à être exacerbé par les contre-réformes du gouvernement.

Détruire les statuts pour parachever le démantèlement de l'enseignement public

Blanquer et le gouvernement ont immédiatement pris appui sur l'« union nationale » permise par les dirigeants syndicaux pour mettre en place, de concert, un arsenal de mesures liberticides et racistes (voir édito) et, dans l'enseignement, le lancement du « Grenelle de l'éducation ». La *Lettre de liaison* du 28 octobre, déjà citée, analyse :

« Blanquer prévient : l'objectif est de « réfléchir aux modernisations de l'éducation nationale, pas seulement à l'amélioration de la rémunération, mais aux différents aspects de reconnaissance, les différents parcours personnels et enjeux de carrière, de santé, et de sécurité » (Les Echos, 22/10), en somme « une évolution profonde des métiers des personnels de l'Éducation nationale » - démolir ce qui reste des statuts enseignants, où le cœur du métier reste défini par la définition du temps de travail en heures de cours, et substituer un système de primes discrétionnaires à la rémunération indiciaire pour tous.

Qu'on en juge aux intitulés des « commissions » mises en place : « mobilités », « déconcentration et autonomie », « numérique », « valeurs de la République », « gouvernance des écoles et des établissements », « encadrement », « collectifs pédagogiques »... tout se situe dans le prolongement des contre-réformes. C'est pour permettre la poursuite de la démolition méthodique de l'enseignement public, pour transformer les enseignants en factotums pédagogiques soumis à une hiérarchie plénipotentiaire que le gouvernement s'en prend aux statuts enseignants. »

Il convient de le préciser : ce « Grenelle » n'est nullement le lieu où sont élaborées les attaques du gouvernement à l'encontre des statuts – et les « débats » de ses différentes commissions sont déterminés par avance en fonction des contre-réformes déjà décidées par le gouvernement. Ainsi, le volet « rémunérations » qui a été concerté jusqu'au bout avec les dirigeants syndicaux est d'emblée cadré par le budget 2021. Ce même budget programme de nouvelles suppressions de postes (1800 dans le second degré selon

les syndicats) alors même que les effectifs scolarisés augmentent : ce budget a été présenté aux dirigeants syndicaux dès le 28 septembre 2020.

De même, le parachèvement de la contre-réforme de la formation et des concours enseignants, déjà largement défini en 2019, est d'ores et déjà acté par le gouvernement : tandis que les épreuves du concours (admissibilité en licence, admission en M2 !) et la formation associée sont très largement épurées de leur contenu disciplinaire, le statut de fonctionnaire stagiaire disparaît au profit d'un statut d'apprenti pur et simple, au cours de la seconde année de « master enseignant », selon des horaires annualisés pouvant donner lieu à des « adaptations » locales au gré des chefs d'établissements – le tout, pour une rémunération misérable sans lien avec la grille indiciaire des enseignants. La FSU, qui a participé depuis des années et avec une singulière discrétion à toutes les concertations sur ce terrain, ont annoncé son départ du groupe de travail sur la formation des enseignants... le 1^{er} décembre 2020. Une opération pilatique, une fois l'ensemble des mesures actées par le gouvernement.

Toutes ces orientations sont conformes aux objectifs de la loi Dussopt, la « réforme »-destruction de la Fonction publique qui programme la disparition des recrutements statutaires au profit des contractuels. Mais il s'agit aussi de vider les statuts de tout contenu, de les épurer de toutes les garanties qui leur sont attachées. Ainsi faut-il préciser que l'hypothétique et dérisoire « prime d'équipement informatique » annoncée par Blanquer n'est que le paravent d'une intégration de l'enseignement « distanciel » aux obligations de service des enseignants – tout comme l'ensemble des primes « au mérite » avancées par Blanquer en lieu et place d'une augmentation des rémunérations indiciaires conduit à associer ces primes à l'exercice de missions supplémentaires au travail d'enseignement.

Disloquer l'enseignement public

Comme le montrent les objectifs affichés du « Grenelle de l'éducation », l'objectif de destruction des statuts va de pair avec celui de renforcer à tous les niveaux les pouvoirs de la hiérarchie, et la « souplesse locale » qui permet en réalité d'occulter la gabegie et la misère matérielle croissantes de tout l'enseignement public.

Là encore, la mise à mort de ce qui restait d'« éducation prioritaire » par le gouvernement – qui passe par la liquidation de tous les critères nationaux d'attribution des maigres moyens supplémentaires dont disposaient les écoles et collèges classés en REP, ainsi que des primes accordées aux enseignants – constitue une annonce du traitement que le gouvernement entend administrer à l'ensemble de l'enseignement public. Ainsi, chaque rectorat disposerait de l'enveloppe budgétaire autrefois attribuée aux REP et choisirait quel établissement « méritant » aurait droit à une attribution de crédits supplémentaires : et ces moyens seraient subordonnés à la signature de « contrats d'objectifs » locaux.

C'est cette même logique qu'induit le projet gouvernemental d'instituer un système de notation des établissements conditionnant les moyens octroyés à chacun d'entre eux, sous l'égide d'un « Conseil d'Évaluation des Établissements » (CEE) présenté par Blanquer le 6 octobre : le ministre annonce vouloir mettre en place cette évaluation « dès cette année ». Le *Café Pédagogique* du 7/10/2020 cite les objectifs transparents énoncés par un membre de ce CEE : « Pour Eric Charbonnier, expert de l'OCDE mais aussi membre du CEE, la mise en place de ces évaluations "est une grande tendance internationale. Les établissements ont de plus en plus d'autonomie donc il faut les évaluer". D'autant qu'on a "besoin de réfléchir à la dépense publique". »

Ces orientations ne sont pas nouvelles : la « loi organique relative aux lois de finances » (LOLF) entrée en vigueur en 2006 prévoit déjà que les enveloppes budgétaires octroyées à chaque académie puissent être utilisées avec une certaine « souplesse » par les rectorats (les moyens

accordés constituent des « plafonds » mais non des « planchers » !). Le principe des « contrats d'objectifs » découle de la loi Fillon de 2005. Le morcellement puis le rabetage progressif du périmètre de l'« éducation prioritaire » (qui avait déjà permis l'éviction de la totalité des lycées) a été engagé sous le mandat de Sarkozy. Le principe de ces contre-réformes est facile à saisir : en renvoyant (en apparence) les dotations budgétaires à des dispositions et à des critères locaux, jusqu'à la mise en concurrence des établissements, le gouvernement rendra

d'autant plus aisées les coupes budgétaires brutales à l'échelle de tout l'enseignement public, tout en rendant plus difficile la mobilisation unitaire et nationale des enseignants et personnels. Le gouvernement Macron-Castex-Darmanin et son ministre Blanquer s'estiment en mesure d'aller jusqu'au bout de cet objectif historique de la bourgeoisie – d'autant plus que la crise du capitalisme fait de ce saccage de l'enseignement public une nécessité urgente.

La « réforme »-destruction du bac et des lycées, un point d'appui décisif pour le gouvernement

Il faut le dire, et *CPS* l'a déjà analysé : cette offensive contre l'enseignement public à tous les niveaux a connu son coup d'envoi au travers de la « réforme »-destruction du bac et des lycées. A travers la liquidation du baccalauréat comme diplôme national et premier grade universitaire, reposant sur la validation d'épreuves nationales disciplinaires, ce sont toutes les fondations de l'enseignement public qui ont été remises en cause : l'existence de spécialités disciplinaires, appuyées sur des programmes et des horaires nationaux, et en conséquence les statuts enseignants dont la reconnaissance repose sur ladite spécialité disciplinaire. Or, jusqu'à ce jour, la direction du SNES n'a jamais cessé de siéger au « comité de suivi de la réforme des lycées » !

De même, les contre-réformes successives des collèges, en s'appuyant sur la promotion d'un « socle commun » de « compétences » transdisciplinaires, la promotion de la « validation par compétences » en lieu et place des notes chiffrées, conduit à l'effacement des programmes nationaux disciplinaires en même temps qu'à la qualification des enseignants. Enfin, le laminage de l'enseignement professionnel au profit de l'apprentissage

patronal, transformant les lycées professionnels en lieux de relégation et de tri, voire en succursales de Pôle-Emploi, termine de dresser le tableau d'un enseignement public déjà largement disloqué.

Les conséquences pour la jeunesse sont considérables : elles impliquent la fin de toute égalité de traitement, tout égal accès aux savoirs, toute protection face à l'exploitation, toute garantie dans la poursuite de leurs études et leur droit même à accéder à ces études. A l'échelle historique, la violence des contre-réformes est tout à fait effroyable : si la bourgeoisie n'a jamais été mue par des objectifs philanthropiques, l'institution d'un enseignement public accessible à tous n'en a pas moins constitué un progrès historique fondamental. C'est bel et bien un élément de civilisation qui est attaqué par les capitalistes sous le feu de la crise.

C'est pourquoi, inévitablement, une mobilisation future des enseignants ne pourrait faire l'économie du combat pour revenir sur ces contre-réformes – à commencer par celle des lycées – pour rétablir le cadre national de l'enseignement public.

Au cœur des difficultés rencontrées par les enseignants : la quasi-osmose des dirigeants syndicaux avec le pouvoir

Quand bien même Blanquer fait étalage de son mépris apparent pour les dirigeants syndicaux – un mépris somme toute mérité ! -, quand bien même il fait mine de s'appuyer sur la « société civile » pour imposer ses contre-réformes, la réalité est qu'il prend appui sur la participation constante des dirigeants syndicaux au « dialogue social » autour de sa politique. Ainsi, du « comité de suivi de la réforme des lycées et du bac » au groupe de travail sur la formation des enseignants, des discussions sur la pseudo-revalorisation des enseignants jusqu'à la mise en œuvre établissement par établissement des « protocoles sanitaires », les dirigeants syndicaux n'ont cessé d'apporter leur soutien de fait au gouvernement.

Toutes les interventions de la direction nationale du SNES ou du SNUipp, ces derniers mois, ont consisté à éteindre tous les départs de feu constatés dans les établissements.

Et lorsque, soumis à une pression particulière, ces dirigeants annoncent qu'ils quittent telle ou telle commission, c'est uniquement pour se dédouaner des conséquences des contre-réformes... et une fois ces contre-réformes parachevées. Ainsi, lorsque la FSU déclare qu'elle quitte le groupe de travail sur la formation et les concours enseignants le 1^{er} décembre... sans à aucun moment appeler au retrait de la contre-réforme.

De même, la direction de la FSU a déclaré qu'elle « quittait » le Grenelle de l'éducation début décembre, après toutes les autres directions syndicales enseignantes dignes de ce nom (l'Unsa et la CFDT ne pouvant être considérées comme telles)... sans cesser de porter ses « propositions », ni se prononcer pour la défense des statuts enseignants. Du reste, il ne s'est agi que d'une « rupture » en trompe-l'œil : à aucun moment, les « groupes de travail » associés au Grenelle n'ont été abandonnés par les dirigeants syndicaux.

Les conséquences de la loi Dussopt, au travers de la liquidation des prérogatives des commissions paritaires, ont porté un coup majeur aux syndicats enseignants : à aucun moment, cela n'a conduit les dirigeants syndicaux à rompre avec lui, au contraire. L'obsession des dirigeants syndicaux est au contraire de s'assurer l'octroi de strapontins dans tous les cénacles où sont organisées les basses œuvres du gouvernement : les appareils s'y appliquent avec zèle et volontarisme.

Le confinement, puis « l'état d'urgence sanitaire » ont permis, dans une large mesure, à ces dirigeants syndicaux de s'affranchir des enseignants et même des militants, avantage qu'ils ne cessent de chercher à pousser. C'est pourquoi, dans de nombreux établissements scolaires,

pourrait figurer sur les panneaux syndicaux un avis de recherche portant sur la vie syndicale disparue !

Cette soumission des dirigeants syndicaux va jusqu'au refus de combattre nationalement la répression discrétionnaire qui s'abat sur tout ce qui bouge dans l'enseignement public : mutations forcées, sanctions disciplinaires ou pertes d'échelons pour 4 enseignants de Melle « coupables » d'avoir fait grève contre la tenue des E3C dans leur lycée (sanctions si peu légales que le tribunal a décidé de les invalider !), procédures

disciplinaires identiques engagées contre des enseignants de Bordeaux pour les mêmes raisons, menaces déployées y compris contre des militants du SNES dans l'académie de Clermont-Ferrand... Dès avril 2020, le courant Front unique intervenait au BDFN de la FSU pour organiser la réponse nationale des dirigeants syndicaux au travers d'un « meeting unitaire contre la répression » : cette proposition se heurtait à l'opposition frontale de Benoît Teste au nom des « situations locales » (voir la LL n°296 sur le site du courant FU).

La question centrale : combattre pour imposer la rupture avec le gouvernement

Pour autant, il serait erroné de considérer que les organisations syndicales enseignantes auraient tout à coup cessé d'exister en tant que telles, au profit de leur intégration pure et simple. En témoignent, les développements récents au sein de l'enseignement supérieur et de la recherche, où les dirigeants du SNESup comme de la CGT n'ont pu accepter de signer le protocole LPR, sous la pression des enseignants et chercheurs. Dans le prolongement de cette situation, l'intervention du courant Front unique au dernier congrès national du SNCS (Syndicat national des chercheurs scientifiques de la FSU), aboutissant au vote majoritaire d'une motion en faveur d'un appel unitaire à la manifestation nationale et centrale

pour le retrait du projet de loi « sécurité globale », montre que la possibilité du combat pour imposer les revendications aux dirigeants syndicaux ne relève ni de l'incantation, ni de l'utopie : c'est au contraire une nécessité vitale.

Au travers du « dialogue social », le gouvernement fait tout pour qu'aucune mesure de contre-réforme ne puisse être saisie par les enseignants, et qu'au contraire ces mesures leur tombent dessus les unes après les autres sans qu'ils puissent y réagir.

C'est pourquoi l'intervention en direction des organisations syndicales et en leur sein est aujourd'hui incontournable.

Le 17 janvier 2021



On nous communique

Nous publions ci-dessous l'éditorial de la Lettre de liaison (n° 309 - 13 novembre 2020) du courant Front unique de la FSU

**Avec ses projets LPR et « Sécurité globale », le gouvernement Macron-Castex-Vidal-Darmanin déclare la guerre à la jeunesse et au mouvement ouvrier.
Front uni des organisations du mouvement ouvrier et de la jeunesse pour arracher le retrait de ces projets scélérats !**

Le 24 septembre, était adopté en première lecture à l'Assemblée nationale, le projet de loi LPR (« loi de programmation de la recherche »). Ce projet est une attaque en règle contre l'enseignement supérieur et la recherche, le droit aux études, avec un vaste plan de précarisation des personnels, de privatisation, de mise en concurrence généralisée pour briser les statuts, concasser le cadre national, les vider de leur contenu et les mettre au service des intérêts directs du patronat. Les personnels et les étudiants se sont largement mobilisés avant le confinement de mars pour exiger le retrait de ce projet.

En plus, le gouvernement a décidé de porter un coup majeur aux mobilisations sur les campus universitaires en donnant son aval à un amendement au projet LPR adopté par la commission mixte paritaire (composée de députés et de sénateurs) réunie le 9 novembre.

Voici cet amendement introduit dans le projet de loi sous la forme d'un nouvel article :

« Le fait de pénétrer ou de se maintenir dans l'enceinte d'un établissement d'enseignement supérieur sans y être habilité en vertu de dispositions législatives ou réglementaires ou y avoir été autorisé par les autorités compétentes, dans le but de troubler la tranquillité ou le bon ordre de l'établissement, est passible des sanctions définies dans la section 5 du chapitre 1er du titre III du livre IV du code pénal »

Ainsi donc, le gouvernement entend interdire toutes les manifestations dans les universités qui troubleraient « la tranquillité ou le bon ordre de l'établissement », c'est à dire toutes les formes habituelles de mobilisation de la jeunesse étudiante (assemblées générales, interventions pendant les cours, occupations ...). Et à la clef, la répression se veut terrible avec des peines d'un an d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende, portées – si les actions ont lieu « en réunion », c'est-à-dire à plusieurs – à 3 ans de prison et 45 000 euros d'amende.

Avec cet amendement, la LPR passe du statut de loi destructrice au rang de loi de criminalisation, et le gouvernement veut profiter de la quasi-fermeture des universités et du confinement des étudiants pour faire passer, le 17 novembre, cette loi scélérate.

Le gouvernement continue donc de s'en prendre de manière délibérée et systématique aux libertés démocratiques (d'expression, de réunion, de contestation, de mobilisation, de manifestation ...). Encore la semaine dernière, ce sont des lycéens et des personnels de santé qui ont subi la répression du gouvernement avec ses violences policières.

Le 17 novembre, débute en même temps, à l'Assemblée nationale, l'examen du projet de loi « Sécurité globale » dont l'article 24 interdit la diffusion d'images de policiers commettant des violences avec les mêmes sanctions pénales que pour l'amendement de la loi LPR. Avec la restriction du droit à l'information, c'est une nouvelle étape accélérant brutalement l'offensive de destruction des libertés démocratiques qui est franchie par le gouvernement.

Le gouvernement Macron-Castex déclare une guerre généralisée au mouvement ouvrier et à la jeunesse. Il accélère la répression contre les mobilisations et contre toutes les libertés démocratiques. Il accentue encore sa marche vers un état policier.

La responsabilité de l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier et en particulier de la CGT de FO et de la FSU et des organisations de la jeunesse et en particulier de l'UNEF est d'exiger le retrait immédiat des projets de lois scélérats LPR et « Sécurité globale ».

Si le gouvernement persiste, leur responsabilité est de préparer le combat contre lui pour obtenir l'abrogation de ces lois. La direction de la FSU doit s'adresser sans délai aux autres organisations syndicales dans ce sens.

Intervention du courant Front unique au Conseil national de la FSU le 24 novembre 2020

***Pour le retrait/abrogation de la loi Sécurité Globale dans son intégralité !
Pour l'abrogation de la LPR, attaques d'une rare violence contre les libertés démocratiques,
Front Unique des organisations du mouvement ouvrier !
Pour défaire Macron, qu'elles appellent à
une grande manifestation nationale au siège du pouvoir !***

Le 17 novembre, LPR et projet de loi Sécurité globale figuraient en même temps à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Il s'agit d'un nouveau pas décisif dans l'instauration d'un État policier sanctionnant de prison ferme l'exercice de la liberté de la presse et le droit de combattre à l'université les plans du gouvernement. Il s'agit de l'instauration d'un "monde d'après" où les libertés démocratiques sont réduites comme peau de chagrin.

Déjà avec son état d'urgence sanitaire, le gouvernement restreint drastiquement le droit d'aller et venir, de se réunir, de se mobiliser, de se rassembler et de manifester.

Il définit ce qui dans nos vies est essentiel ou pas.

Il réprime brutalement la jeunesse qui début novembre ose se rassembler devant les lycées pour revendiquer des mesures de protection sanitaire.

Il sanctionne violemment des enseignants de Melle qui se sont mobilisés contre sa réforme du lycée et du bac.

Et il fait adopter définitivement la LPR qui pénalise toute contestation au sein des universités.

Avec son projet de loi Sécurité globale, il veut franchir un cran supplémentaire :

- Renforcement du rôle des polices locales et des sociétés privées de sécurité.
- Instauration du flicage généralisé des manifestants à coup de drones, de caméras mobiles et de reconnaissance faciale automatisée.
- Et surtout, en empêchant la diffusion des images des exactions de la police, il veut consacrer l'impunité des violences policières.

Ce sont principalement les organisations de défense des libertés démocratiques et les syndicats de journalistes qui ont appelé à la mobilisation contre ce projet.

Le 17 novembre, jour du début de l'examen de ce projet scélérat, un rassemblement s'est tenu à l'Assemblée.

Les manifestants ont été durement réprimés et les journalistes particulièrement ciblés en anticipation de l'adoption de la loi.

Le 21 novembre, dans de nombreuses villes, des manifestations importantes se sont opposées à ce projet de loi.

A Paris, la manifestation a été interdite et seul un rassemblement dans une nasse a été autorisé avec un accès sous contrôle policier.

Qui peut comprendre que la CGT, FO et notre fédération se soient abstenues d'appeler **haut et fort** aux mobilisations le 17 à Paris et le 21 dans tout le pays ?

Qui peut comprendre, que jusqu'à maintenant elles ne se soient pas encore prononcées pour le retrait de ce projet de loi ?

Il y a quelques jours, le CN du SNUipp et la CA du SNCS, se sont formellement prononcés pour le retrait de ce projet.

On lit enfin dans le projet de texte Action **destiné à être publié demain, le 25** : « *la FSU exige le retrait de ce projet de loi.* » C'est un premier pas bien que tardif, puis que **c'est aujourd'hui – le 24** – que ce projet est censé être adopté en 1ère lecture à l'Assemblée.

Mais comment empêcher le gouvernement de faire passer son projet ?

D'abord, il revient aux dirigeants de notre fédération de s'adresser à leurs homologues des organisations du mouvement ouvrier (CGT et FO en particulier) pour qu'ils exigent aussi le retrait pur et simple du projet de loi Sécurité globale.

Un front uni de ces organisations doit se constituer pour préparer, dès à présent, une manifestation centrale au siège du pouvoir pour imposer ce retrait.

C'est la responsabilité de notre Conseil national de se prononcer en ce sens et de se placer à la hauteur de cette attaque historique.

Car c'est bel et bien une guerre que le gouvernement a déclarée au mouvement ouvrier et à la jeunesse.

Et pour lui, dans cette guerre tous les moyens sont bons pour parvenir à ses fins. Les capitalistes, pris à la gorge par la crise économique, veulent faire payer aux travailleurs le coût de la crise. Ils veulent porter des coups historiques contre le mouvement ouvrier et la jeunesse en liquidant des pans entiers des conquêtes ouvrières.

Pour atteindre ses objectifs, le gouvernement peut compter sur le dialogue social et la concertation qui remplissent parfaitement leur fonction en associant les représentants syndicaux à l'avancée de ses plans destructeurs.

Ainsi, c'est la concertation généralisée sur la LPR et son protocole de pseudo revalorisation qui a permis au gouvernement de faire passer définitivement sa loi. Et même de se permettre d'aggraver encore son projet initial.

La première revendication pour sauvegarder l'enseignement supérieur et la recherche, les personnels et les étudiants est d'abord de se prononcer clairement pour l'abrogation de la LPR.

Qui peut penser qu'en implorant le gouvernement de ne pas appliquer sa réforme celui-ci pourrait y renoncer ?

Quant au Grenelle de l'Éducation, Blanquer a clairement indiqué par ses annonces que sa pseudo-revalorisation, c'étaient des clopinettes pour la très grande majorité des enseignants et encore sous forme de primes avec le maintien du blocage du point d'indice.

Mais ces millions brandis n'ont qu'une fonction : permettre une large opération de concertation généralisée dont l'objectif essentiel est l'attaque contre les statuts des enseignants, la liquidation des règles communes pour substituer aux solidarités, la concurrence entre les personnels et entre les établissements scolaires.

Défendre les personnels de l'enseignement public commence par le boycott du Grenelle de l'Éducation. Telle est la responsabilité première des représentants des syndicats des enseignants et de ceux de notre fédération.

Compte rendu du courant Front unique du 47^e congrès du SNCS – 10 & 11 décembre 2020

À bas la LPR, son protocole et les lois liberticides !
(LPR, « Sécurité globale » et de « loi confortant les principes républicains »)
Front uni des organisations syndicales (CGT, FO, FSU, UNEF...)
pour obtenir leur retrait intégral !
Pour défaire Macron qu'elles appellent :
à une grande manifestation nationale au siège du pouvoir

Le congrès national du Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS-FSU), s'est tenu dans un contexte de marche accélérée vers l'instauration d'un état policier. L'Enseignement supérieur et la recherche sont au cœur de cette offensive avec la LPR qui est devenue, en fin de parcours législatif, une des pièces de l'arsenal des mesures liberticides du gouvernement. Sans doute, le Conseil constitutionnel vient de censurer cette partie de la loi, non pas sur son contenu, mais sur le fait qu'elle n'avait pas de liens avec le reste de la loi ce qui fait que ces dispositions répressives vont forcément réapparaître.

Les délégués du courant Front unique ont combattu pour que les dirigeants syndicaux prennent en charge le combat contre les lois liberticides : pour une manifestation nationale au siège du pouvoir exigeant leur retrait pur et simple.

La motion présentée par Front Unique a rencontré un large écho au sein du congrès, relayée par les interventions d'autres délégués.

L'appareil du SNCS s'est livré à diverses manœuvres pour empêcher le congrès de se prononcer sur cette motion. Dans n'importe quelle organisation fonctionnant démocratiquement, cette motion avait les voix pour être considérée comme adoptée. Il a fallu tout le raffinement d'un règlement intérieur taillé pour le bénéfice de l'appareil pour que prévale l'orientation minoritaire de l'appareil contre l'opinion majoritaire des délégués.

Dans le même temps où la direction du SNCS s'opposait à cette motion, les dirigeants syndicaux de la FSU, la CGT, FO, de l'UNEF... décidaient de ne pas appeler à la manifestation du samedi 12 décembre à Paris laissant le champ libre à Darmanin et Lallement pour cogner sauvagement sur les manifestants. Il y a eu plus de 140 arrestations, la plupart libérés un ou deux jours après, la police n'ayant réussi à trouver aucun grief contre eux.

Dans la continuité de l'action menée depuis la rentrée, les délégués front unique sont aussi intervenus pour que le congrès exige le retrait pur et simple de la LPR, dénonce son protocole et toute participation à son application. La direction du SNCS a maintenu mordicus son soutien au protocole LPR contre la volonté d'un grand nombre de syndiqués. Elle a même précisé que

ce type d'accord allait se généraliser et qu'» il allait falloir en signer » ! Le désaveu de ce soutien s'est traduit dans les votes sur les textes d'orientation par la forte progression de notre courant qui a pratiquement doublé ses voix en passant de 54 à 98 voix (et de 10% à 16,5% des exprimés) et sa représentation à la commission administrative du SNCS, de 2 à 4 sièges.

Rien n'est réglé. Le combat résolu pour la défense des libertés démocratiques, est plus que jamais à l'ordre du jour, le combat contre le gouvernement... contre ses attaques majeures déjà engagées et celles en préparation contre les droits et acquis des travailleurs, en supprimant les libertés démocratiques et en mettant en place un État policier.

Ce combat est aussi celui pour replacer les syndicats au service des travailleurs contre l'appareil dirigeant des syndicats appareil bureaucratique de plus en plus intégré à la machinerie gouvernementale.

C'est celui que mène notre courant pour imposer la rupture des organisations syndicales avec le gouvernement, et la convocation par les organisations syndicales d'une manifestation nationale unitaire au siège du pouvoir, à Paris, pour le retrait du projet de loi "sécurité globale".

C'est sur cette perspective que nous vous appelons à soutenir et rejoindre notre courant Front Unique, en particulier en nous permettant de présenter notre orientation au vote des syndiqués de la FSU (formulaire sur notre site <http://www.frontunique.com>)

Intervention du courant Front unique dans le débat général

Nous sommes dans un tournant historique, loi de Sécurité globale, LPR, « projet de loi confortant les principes républicains », décrets... le gouvernement est en train d'assembler méthodiquement les pièces constitutives de l'État policier.

Les manifestants sont sauvagement réprimés, gazés, mutilés par des policiers surarmés.

Ce qui est en jeu est rien de moins que de savoir si oui ou non nous allons pouvoir continuer d'avoir le droit de lutter contre la politique du pouvoir, pour nos droits.

Il y a eu cette semaine choc avec :

- L'interpellation de journalistes à la manifestation du 17 novembre ;
- L'évacuation brutale du camp de migrants place de la République ;
- Et le tabassage en règle du producteur de musique.

Les manifestations pour exiger le retrait du projet de loi de sécurité globale ont été massives et pourtant elles se sont tenues en marge de tout appel à la mobilisation par la FSU, la CGT et FO.

Elles montrent une réelle disponibilité pour engager le fer contre le gouvernement pour qu'il retire son projet de loi, pour arrêter cette marche accélérée vers un état policier.

Mais si aujourd'hui le gouvernement opère un tel tournant « sécuritaire », ce n'est pas par électoralisme.

Il s'agit d'une guerre qu'il a engagée, non pas contre le coronavirus, mais contre la population laborieuse et la jeunesse. Parce que les capitalistes, pris à la gorge par la crise économique, veulent leur faire payer le coût de la crise pour continuer à extorquer leur profit. Ils veulent porter des coups historiques en liquidant des pans entiers des conquêtes ouvrières (la sécu, les retraites, les garanties collectives, le droit aux études, le droit à la santé...).

La LPR concentre cette continuité

De façon inédite, le gouvernement assortit ses plans destructeurs de l'ESR à des mesures de répression ... interdisant les mobilisations contre ces plans !

Il a pu compter sur le dialogue social et la concertation pour associer les représentants syndicaux à l'avancée de ses plans afin d'annihiler, de paralyser toute mobilisation contre lui. Car à cette étape, le gouvernement Macron-Castex-Vidal est parvenu à faire adopter sa LPR. Et ce, alors que jamais on n'avait vu un rejet aussi massif et aussi profond dans tous l'ESR. Car la LPR est la négation de toutes nos revendications, la résorption de la précarité, les financements pérennes, la hausse des salaires scandaleusement bas par l'augmentation du point d'indice, etc. Car elle généralise les fléaux qui gangrèment notre métier : la précarité, les appels à projet, la mise en concurrence qui cassent les acquis et le travail collectifs et phagocytent nos libertés.

Le gouvernement a été intraitable, non seulement la LPR a été adoptée mais elle a été aggravée dans la dernière ligne droite. La question qu'on doit se poser c'est comment en est-on arrivé là ?

A la fin de la séance mémorable du CNESER de fin juin, c'était clair le gouvernement était prêt à tout pour faire adopter sa LPR.

Le 26 juin, FU a soumis une motion à la CA pour qu'elle décide

- de boycotter toutes les discussions sur la LPPR
- qu'elle prenne contact avec les autres syndicats de l'ESR
- pour organiser dès la rentrée une Assemblée Nationale des délégués élus par les AG des labos et des facs
- et une manifestation centrale à Paris au ministère

Cette motion a été repoussée.

Le gouvernement a profité des vacances d'été pour enclencher la procédure accélérée pour l'adoption de la LPR à la rentrée en septembre. Il a mené des tractations avec les directions syndicales pour mettre au point son protocole. Et dès le 31 août les instances de nos syndicats sont placées devant l'ultimatum de sa signature. La rentrée universitaire a été catastrophique, en pleine crise sanitaire, Vidal n'avait qu'une préoccupation : faire passer la LPR.

D'autres l'ont dit et écrit, avec la signature du protocole, Vidal voulait se prévaloir du soutien de sa LPR.

L'affaire était cousue de fil blanc, pouvait-on jouer aux faux naïfs ?

C'est donc avec indignation et colère que les syndiqués ont appris que la direction de notre syndicat approuvait la signature de ce protocole. Comment accepter de sacrifier les précaires, nos statuts, nos libertés, pour quelques miettes ?

Il y a un impératif pour nous ici : dégager le SNCS du soutien au protocole LPR.

Alors on nous dit mais cela n'empêche pas d'être contre la LPR, la preuve, le SNCS signe tous les appels intersyndicaux.

Mais comment peut-on être crédible auprès des collègues quand on soutient un tel protocole ?

Comment le gouvernement peut-il craindre ces appels quand ceux qui les signent font passer ses cadeaux empoisonnés pour des avancées sur nos revendications ?

Il y a l'appel aujourd'hui 10 décembre de l'intersyndicale de l'ESR.

Concernant la LPR, les signataires demandent sa « *non promulgation* » et à Castex de les recevoir afin d'apporter « *une réponse à la hauteur des enjeux* ». Comme si Castex et Vidal, tout le gouvernement ne marchaient pas main dans la main. C'est bien Castex, qui le jour de la signature, portait le protocole comme un étendard.

Plus on discute avec le gouvernement plus la LPR s'aggrave.

La seule chose à demander est que la LPR soit délogée, retirée purement et simplement.

Nous sommes appelés à manifester à Matignon pour exiger le retrait de la loi sécurité globale.

C'est effectivement là qu'il faut aller, en direction du siège du pouvoir.

Mais pourquoi la réduire à une question d'universitaires ?

C'est l'affaire de tout le mouvement ouvrier de toute la jeunesse, de tous les opprimés de ce pays.

Pour riposter à la guerre que le gouvernement leur a déclaré, c'est au niveau des fédérations et confédérations syndicales, de la FSU, la CGT de FO, de l'UNEF... que se situe la responsabilité d'organiser la mobilisation nationale pour ces lois liberticides.

Leur responsabilité est de se situer sur le terrain de la lutte des classes. C'est toujours sur ce terrain qu'il a été possible de défaire la politique des gouvernements.

Il est évident que si le rapport entre le gouvernement et les travailleurs n'est pas renversé par une mobilisation générale contre cette loi, nous aurons toutes les difficultés de résister au feu roulant de la LPR.

A situation exceptionnelle, réponse exceptionnelle !

Nous devons demander à nos fédérations et confédération syndicales de convoquer une grande manifestation nationale au siège du pouvoir pour imposer le retrait de ces lois scélérates.

Motions présentées par le courant Front unique

Retrait pur et simple des lois liberticides !

Le 47^{ème} congrès du SNCS, réuni les 11 et 12 décembre, condamne l'ensemble des lois liberticides du gouvernement (LPR, Sécurité globale et projet de « loi confortant les principes républicains ») et en exige le retrait pur et simple.

Il se prononce pour qu'une grande manifestation nationale au siège du pouvoir soit convoquée par les organisations syndicales (en particulier CGT, FO, FSU, UNEF...) pour imposer ce retrait.

Il s'adresse à la direction de notre fédération, la FSU, pour qu'elle œuvre en ce sens.

28 Pour, 27 Contre, 20 Abs et 6 NPPV

*Pour la défense inconditionnelle de l'enseignement supérieur et de la recherche publics,
des statuts et des libertés démocratiques :*

A bas la LPR et son protocole !

La LPR est la négation de nos revendications qui sont la création massive de postes statutaires de chercheurs et d'IT pour résorber la précarité, des financements pérennes pour la recherche, l'augmentation des salaires par celle du point d'indice ...

Cette loi de précarisation, démultiplie les contrats précaires, généralise la concurrence à tous les niveaux avec la politique d'appel à projets, instaure un dispositif de primes individuelles en guise de revalorisation salariale. C'est une loi qui va détruire nos statuts, les organismes de recherche publics, les disloquer dans des établissements régionaux concurrents et en voie de privatisation.

Elle remet en cause nos libertés et pénalise toute contestation au sein des universités.

Le 47^e congrès du SNCS, réuni les 10 et 11 décembre 2020, se prononce pour le retrait pur et simple de la LPR. Il refuse d'apporter sa caution à une telle loi.

C'est pourquoi il dénonce le protocole LPR et toute participation à son application.

21 Pour, 43 Contre, 10 Abs et 8 NPPV

Brésil**Quelle perspective face à la crise ?****Paysage de crise**

Le Brésil a été l'un des pays les plus touchés par la pandémie, avec un nombre de morts s'approchant maintenant des 200 000, si tant est qu'ils aient tous été recensés correctement. Les effets en ont été particulièrement dévastateurs dans les bidonvilles de São Paulo ou Rio, ou encore à Manaus. La mortalité annoncée officiellement étant par ailleurs sans doute fautive tant les tests ont manqué au départ de la circulation de la pandémie dans le pays.

Les différentes projections donnent, comme conséquence de la maladie, une baisse du PIB de 5 % pour 2020. Le secteur industriel est particulièrement touché : ainsi, selon l'institut statistique brésilien (IBGE), la production industrielle de l'État de São Paulo, le plus industrialisé, aurait chuté de 11 % de janvier à août 2020. L'investissement est en chute de 15 % au deuxième trimestre, dans un contexte de recul pluriannuel de l'investissement au Brésil. Depuis le mois de juillet, le prix des produits alimentaires basiques connaît une augmentation de 20 à 30 %. Et cela dans un contexte où la production agricole brésilienne est largement exportée, tandis que le pays doit importer ces denrées alimentaires, au moment où le real se dévalue face au dollar.

Les premières victimes de cette crise, ce sont les couches qui vivent de l'économie informelle, soit plus de 50 % de la population active. Déjà frappées par les mesures de confinement prises en avril par les gouvernements d'État, les populations précarisées des bidonvilles souffrent maintenant de la hausse des prix des produits alimentaires. Ces populations ont déjà été lourdement touchées par la diffusion du virus et la difficulté d'accéder aux hôpitaux et aux soins ; elles ont déjà été largement touchées par l'impossibilité de poursuivre les études - les établissements scolaires publics ayant fermé de longs mois -, ne pouvant accéder à une connexion pour pouvoir bénéficier ne serait-ce que d'un simulacre d'enseignement à distance.

Cette précarisation, cette exposition à la faim, advient dans un contexte de fragilisation de cette fraction du prolétariat et de la paysannerie pauvre depuis 2014, par les années de crise, ainsi que par la politique de coupe dans les budgets sociaux entamée à l'époque par le gouvernement de Dilma Rousseff et accentuée depuis avec Temer, et plus encore Bolsonaro. La part de la population en situation de précarité alimentaire avait déjà augmenté avant l'arrivée de la pandémie. Comme dans de nombreux pays dominés, des pans entiers de la population se trouvent sous la menace de la faim. D'autant que les plans mis en œuvre par les gouvernements de Lula, « Faim 0 » ou « Bolsa Familia » sont en extinction. Des opérations de délogement des habitants des bidonvilles ont lieu, comme c'est le cas pour plusieurs centaines de familles à Curitiba dont les maisons ont été détruites dans une vaste opération

policière le 17 décembre afin de rétablir les propriétaires des terrains urbains dans leurs droits. Les déclarations de Bolsonaro sur la faillite du Brésil servent essentiellement à justifier la fin de toute aide financière accordée aux populations en difficulté qui avaient touché une aide d'urgence remplaçant la « Bolsa Familia » ; cette aide, restreinte en octobre, disparaît : fin de la distribution de subsides aux pauvres, pour concentrer le plan d'aide sur les entreprises, la situation économique étant fort inquiétante pour les représentants du capital brésilien.

Dans les secteurs du prolétariat bénéficiant d'un contrat de travail juridiquement reconnu, ce sont les plans de licenciements industriels et de privatisation qui se succèdent. Les groupes industriels ferment les sites, coupent les effectifs : Renault ferme l'usine de Curitiba, Volkswagen cherche à réduire de 35 % ses effectifs au Brésil, Embraer a annoncé un plan de suppression de 2500 emplois. A Curitiba une grève de trois semaines n'a permis d'obtenir, après jugement du tribunal chargé des conflits sociaux, que de repousser la fermeture de l'usine au début de l'année 2021. A Volkswagen, les directions syndicales ont évité la grève et négocié un accord, signé le 16 septembre ; cet accord comprendrait la garantie de l'emploi durant 5 ans, selon ces mêmes directions. En réalité, Volkswagen ne renonce pas à mettre en place un plan de départs volontaires, avec indemnités de départ, dégressives selon le moment où les travailleurs acceptent de partir. Dans le même temps, tous les accords salariaux précédents sont annulés et les salaires gelés jusqu'à 2023. Des dispositions permettant le déclenchement d'un plan de chômage partiel sont aussi prévues par l'accord, mais en réduisant les salaires à 82 % de leur montant. A Embraer, les syndicats de cadres ont signé l'accord de départ volontaire, tandis que celui des métallurgistes s'en remet au jugement des tribunaux dans l'espoir de l'application de mesures de chômage partiel, et sous la menace d'un rachat de l'entreprise par Boeing.

Dans les bastions industriels, la classe ouvrière subit les coups redoublés du capital tandis que les appareils syndicaux accompagnent par la négociation les plans de licenciements.

Dans le secteur public, le gouvernement fédéral comme celui des États fédérés coupent des branches entières. La Poste a ainsi été mise en vente par le gouvernement fédéral, ce qui a provoqué la grève des travailleurs de la Poste de la fin d'août au 21 septembre. Mais isolés, ces derniers ont vu la grève interdite par le tribunal supérieur du travail, sous la menace de lourdes peines financières pour les organisations syndicales, et la remise en cause de nombreux articles de la convention collective (50 des 79 articles ont été abrogés, réduisant rémunérations, primes, congés, etc.). La fédération FENTECT (de la CUT) a

finallement appelé à la réunion d'assemblées pour voter la reprise du travail le 22 septembre, conjointement à la fédération liée à la CTB. Cette position n'est pourtant pas passée avec facilité, les travailleurs du secteur de São Paulo ayant voté à 699 pour la reprise, 671 contre, avec 38 abstentions lors d'une assemblée virtuelle. Pour autant, la reprise a représenté une cuisante défaite et un coup d'arrêt à la lutte des travailleurs de la Poste.

Fin octobre, le gouvernement a annoncé le début du processus de privatisation de ce qui reste de la santé publique (SUS), à travers l'ouverture au financement privé des « unités de base de santé », dispensaires (au nombre de 44000 dans le pays) qui donnent accès aux soins dans le système public.

Dans l'État de São Paulo, le gouverneur Doria lui aussi met en œuvre la privatisation de nombreux services de l'État : la Compagnie de développement de l'habitat et de la Ville de São Paulo, la Compagnie des transports publics de la ville, le Jardin zoologique, la Fondation pour la fourniture de médicaments à la population pauvre, la Fondation contre le cancer de São Paulo. Une coupe en règle. Quant au fond destiné à réduire les inégalités dans le financement de l'enseignement et les salaires des enseignants, le Fundeb, son budget est réduit de 8 % à compter de janvier 2021.

Face à la dégradation massive et immédiate des conditions d'existence du prolétariat, la politique des appareils syndicaux, singulièrement de la direction de la CUT, a été de ne jamais appeler à une mobilisation nationale afin de « respecter les distances sociales » et « éviter la diffusion de la pandémie » ! Chaque grève s'est donc trouvée isolée de celle des autres secteurs, aucune centralisation politique contre le gouvernement Bolsonaro n'a été possible ni prévue. Dans les entreprises industrielles, les directions syndicales ont accompagné les plans de licenciements en négociant les conditions de ceux-ci. Un accord a même été signé le 17 novembre entre la direction de la CUT et la direction de la centrale d'origine corporatiste, Força Sindical, étrangère au mouvement ouvrier, afin de former une entité commune pour deux ans, appelée Industrial-Brasil, entité dont le but est la défense de l'industrie nationale et la réindustrialisation du Brésil ; bref, sur le terrain de la défense du capital national. Cette ligne de collaboration de classe avec le capital industriel brésilien se traduit par le « dialogue entre le monde du travail et le secteur productif », comme le disent eux-mêmes ses promoteurs.

Quant aux populations les plus précaires, elles sont maintenant abandonnées à leur sort, sans aucun subside de la part de l'État.

La question du racisme

C'est dans ce contexte de tension et de fragilisation que s'est formé au printemps 2020 un mouvement « *vidas negras tambem importam* », traduction littérale du « *black lives matter* », se surajoutant à d'autres organisations noires, pour dénoncer le racisme, notamment le racisme sous sa forme la plus violente : l'assassinat des noirs. Le 20 novembre, un homme noir a été battu à mort par des vigiles au supermarché Carrefour de Porto Alegre. Les associations ont alors lancé le mot d'ordre de boycott de la chaîne de supermarché. Ce meurtre n'est pas un cas isolé.

Les assassinats sont plus généralement le fait de la police, singulièrement de la police militaire créée sous la dictature et chargée depuis de la répression et du maintien de l'ordre dans les favelas. Ainsi, le 4 décembre, deux fillettes étaient assassinées dans la banlieue de Rio, à Duque de Caxias, par des tirs dans la tête et l'abdomen : elles avaient quatre et sept ans. De même dans la banlieue de Porto Alegre, une femme a été battue à mort après l'irruption dans sa maison de la brigade militaire, entrée sans mandat. Le récit des assassinats, de la brutalité des forces de police militaires dans les quartiers pauvres où sont concentrées les populations métisses ou noires, serait une longue litanie. Ces forces de répression sont secondées dans leurs œuvres de terreur dans les quartiers les plus populaires par des escadrons de la mort, dont les armes et les balles sont les mêmes. Ainsi, Marielle Franco, conseillère municipale de Rio pour le PSOL avait été assassinée par ces groupes et milices paramilitaires voilà près de trois ans. L'enquête s'est enlisée : elle remonterait sans aucun doute jusqu'à la famille Bolsonaro, dont les liens sont avérés avec ces organismes.

Dans ces conditions, la réponse ne peut être un inoffensif appel au boycott d'une chaîne de supermarché, mais bien

une réponse à l'échelle de l'ensemble du mouvement ouvrier, qui ne peut tolérer qu'une part du prolétariat soit ainsi sous la menace permanente des armes de l'appareil d'État. La revendication doit être immédiatement : la police - notamment la police militaire - dehors des favelas, démantèlement de la police militaire ! Un mot d'ordre qui exige d'affronter le gouvernement et Bolsonaro, dont la politique, les déclarations depuis son arrivée au pouvoir encouragent en permanence ces véritables assassinats.

Au-delà de cette revendication immédiate, la question du racisme dans la société brésilienne, recoupe totalement celle des inégalités et de la place du Brésil dans l'économie capitaliste. Dès le départ, l'économie esclavagiste mise en œuvre par les colonisateurs portugais, liée à la culture de la canne à sucre et à la production de cette denrée impossible alors à produire en Europe, a jeté les bases du racisme structurel de la société brésilienne et de la forme d'intégration du nouveau territoire dans le marché mondial, comme producteur de produits agricoles destinés au marché extérieur (cela s'est poursuivi ensuite à travers d'autres cycles économiques). L'esclavage n'a été aboli qu'en 1888, quant aux inégalités sociales, l'inégal accès aux soins, à la scolarité, la précarité, les inégalités de richesses, la vulnérabilité face aux forces de répression..., tout cela est issu du mode d'intégration du Brésil dans le mode de production capitaliste, dans des conditions où il n'y a aucun espoir que cela ne change au stade de putréfaction dans lequel est entré le mode de production capitaliste.

En finir avec le racisme, c'est poser la question du régime et de l'émancipation des masses, notamment les plus exploitées dans la société brésilienne.

Élections municipales

Les 15 et 29 novembre ont eu lieu les élections municipales. Elles permettent de saisir un moment et la réalité du rapport politique entre les classes. Même de manière déformée, la mesure de ce rapport politique est pourtant indicative. Certes les élections ne sont jamais le terrain le plus favorable au prolétariat, surtout des élections municipales où la question du pouvoir se trouve parfaitement diluée dans la gestion locale des effets du capitalisme.

Ce qui domine nettement à travers l'analyse des résultats, c'est le désarroi du prolétariat et la poursuite de la décomposition du mouvement ouvrier. L'éparpillement politique, l'abstention et la force du vote nul ou blanc sont des caractéristiques de ces élections. Quant aux résultats des partis, ceux du premier tour montrent la persistance voire l'aggravation du recul du vote ouvrier.

Parti	Nombre de voix 2016	Nombre de voix 2020
PT	6 795 749	6 972 246
PSOL	2 099 900	2 236 455
PCdoB	1 940 000	1 184 601

Les résultats mesurés à l'échelle des votes exprimés sur plus de 100 millions de votants, donnent une réalité cinglante, le vote ouvrier représentant moins de 10 % des exprimés. Il se trouve dans la continuité du profond recul marqué en 2016, notamment pour le PT. Cela se traduit par la baisse des communes administrées par le PT, 183 sur 5000 dans tout le pays (71 de moins qu'en 2016) ; plus aucune grande ville, capitale d'État, n'est gouvernée par le PT. Le PSol n'en dirige que 4, et le PCdoB, bien qu'ayant perdu une part importante de ses voix, 46. Il faudrait se pencher aussi sur la géographie du vote, mais dans le bastion historique du PT, dans les communes industrielles de la banlieue de São Paulo (l'ABC), là où a été fondé le PT et le syndicalisme ouvrier de la CUT, les résultats se traduisent par l'élimination de tout parti d'origine ouvrière au second tour.

Quelques cas ont concentré l'attention, mais ce ne sont que des exemples médiatisés. Ils ont aussi été l'occasion d'une campagne contre le PT menée par différents groupes gauchistes, en présentant les résultats comme l'émergence du PSol, un phénomène qui n'existe nullement. A São Paulo, Boulos candidat du PSol a devancé le technocrate présenté par le PT, Jilmar Tatto. Si on apprécie réellement les résultats paulistes, on constate qu'avec 1 080 000 voix pour Boulos, 461 000 pour Tatto, et quelques milliers pour les autres candidats (PCdoB, PSTU, etc.), le total des votes pour les partis issus du mouvement ouvrier ne représente que 30 % des exprimés, 17 % des inscrits. Au deuxième tour, avec 2 000 000 de voix, Boulos représente 40 % des votants et 24 % des inscrits, le taux d'abstention s'élevant à 30 %. A Porto Alegre, la candidature de Manuela D'Avila a connu le même sort.

Mais il est éclairant de voir sur quel terrain s'est faite la campagne entre les deux tours : une réunion a rassemblé les soutiens de Boulos sur le terrain du front démocratique. Terrain éprouvé, basé sur les appels des mois d'avril et mai réclamant aux parlementaires des mesures d'impeachment de Bolsonaro. Une option que la bourgeoisie n'a choisi de mettre en œuvre qu'en cas d'extrême nécessité, c'est-à-dire pour éjecter les partis ouvriers du pouvoir, avec l'éviction de Dilma Rousseff, et mettre en œuvre un programme anti-ouvrier de façon accélérée. C'est donc sur ce terrain que Boulos a reçu

l'appui du PT, du PCdoB, mais aussi des partis bourgeois comme le PDT, le PSB ou encore l'organisation REDE, de « l'éco-évangéliste » Marina Silva, qui avait d'ailleurs voté, avec son parti, pour chasser Dilma Rousseff du pouvoir. Une telle orientation a été similaire à Porto Alegre, ou encore à Recife, cette fois-ci avec le PT comme tête de liste. Nulle part cela n'a permis de gagner. Au contraire, le résultat a été de placer la candidature sur le terrain de la collaboration de classes.

Ainsi Boulos a reçu les représentants d'entreprises (y compris des représentants de banques étrangères) qui lui ont apporté un soutien en forme d'hommage, le 26 novembre. En effet, le programme de Boulos « *se distingue de certains anachronismes de la gauche brésilienne en ce qui concerne le travail, l'entreprise et le partenariat avec le secteur privé* », concluent ces entrepreneurs bienveillants. Cette orientation nous permet de mieux comprendre la supercherie qu'il y a à défendre l'alternative du PSol face au PT, il n'y a aucune différence dans la politique menée par les directions de ces deux partis. Cette orientation s'intègre dans des alliances de collaboration de classes, au nom de la défense de la démocratie, et en réalité organise la défaite du prolétariat, seule classe capable de défendre les droits démocratiques, dans le cadre de la défense de ses conditions d'existence.

Les déplacements de voix à l'intérieur des différents partis bourgeois (recul du MDB ou du PSDB face à d'autres courants politiques, généralement liés historiquement au « libéralisme » brésilien, dont l'origine est souvent l'ARENA, le parti soutien de la dictature), n'offrent aucune perspective en soi. Quant à la « défaite » de Bolsonaro, elle n'est qu'une chimère, puisque celui-ci doit gouverner, et cela depuis son élection, en négociant avec les groupes parlementaires qui dirigent de fait le congrès des députés. Le résultat des élections ne change en rien la situation, pas même le soutien de ces parlementaires aux contre-réformes que Bolsonaro se propose de réaliser, et qu'il a mises en œuvre, sur les retraites, les fonctionnaires, l'enseignement public, les universités, le SUS (système universel de santé), l'autorisation d'exploiter la forêt amazonienne, le renforcement des mesures de police, l'armée, l'armement des « citoyens », etc. Les intérêts

fondamentaux du capital et de l'impérialisme ne sont nullement affectés par l'absence de parti de Bolsonaro.

Ouvrir une perspective

Dans ces conditions, ouvrir une perspective et permettre que s'exprime la spontanéité du prolétariat, de la jeunesse au Brésil, passe par la rupture de la politique de collaboration de classe menée par les directions du mouvement ouvrier, qui est à cette étape l'obstacle majeur au mouvement du prolétariat et de la jeunesse. Face aux coups redoublés, au développement de la précarité, de la faim, du chômage et à la précarité dans le secteur informel, face aux plans de licenciements, aux privatisations, aux attaques contre le statut des fonctionnaires, il faut pouvoir dresser une politique qui s'oppose et non qui accompagne.

- Rupture de la politique d'accompagnement des plans de licenciements par les directions syndicales.

La politique nécessaire est celle de l'affrontement avec Bolsonaro, affrontement avec la majorité parlementaire qui met en œuvre sa politique, avec les gouverneurs des partis bourgeois qui prolongent sa politique dans les États, comme c'est le cas par exemple à São Paulo avec Doria, mais aussi à Curitiba, dans le Santa Catalina, etc.

Pour l'unité de la classe ouvrière face à la crise et ses conséquences, pour une assemblée nationale de délégués élus dans les entreprises, les services, les établissements d'enseignement, pour préparer l'organisation de la riposte aux coups portés au prolétariat.

Ouvrir une perspective, c'est rompre les politiques de front démocratique, de défense des intérêts de la bourgeoisie, fût-elle nationale, pour mettre en avant un plan d'urgence de défense des travailleurs dans la crise, sous le contrôle des partis et syndicats ouvriers, dans le cadre du front unique ouvrier :

- contrôle ouvrier sur l'approvisionnement, notamment dans les quartiers ouvriers. Pour un revenu minimal qui soit conforme aux besoins fondamentaux des personnes et familles, défini par les organisations syndicales et ouvrières.

- contrôle ouvrier sur la question de la santé, hôpitaux publics et nationalisation des hôpitaux privés, contrôle des tests, du vaccin, etc.

- défense des droits démocratiques, démantèlement de la police militaire, fin des massacres dans les favelas.

En réalité, la défense des droits élémentaires, droit au travail, droit à l'existence, droits démocratiques, pour le prolétariat et la jeunesse nécessite d'affronter le gouvernement de Bolsonaro et d'ouvrir la perspective d'un gouvernement du front unique des organisations ouvrières, auquel les masses pourraient s'adresser pour exiger qu'il réalise la satisfaction de ces revendications élémentaires et vitales en prenant appui sur la mobilisation des masses.

Le 28 décembre 2020

